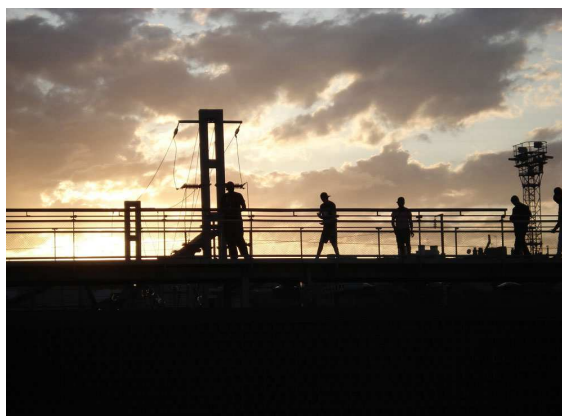




G.R.V.S.
Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS)
103, Chemin des Tennis – 06670 Levens.

PROCESSUS D'INSCRIPTION DANS L'ECONOMIE DE LA RUE : QUELLES STRATEGIES DE PREVENTION ?

Enquête ethnographique dans le nord de Paris,
A Stains, Saint Ouen et en Seine Saint Denis



Etude menée de septembre 2008 à novembre 2009

Malika Amaouche (GRVS)
sous la direction de Catherine Reynaud - Maurupt

Financiers :

Ville de Paris (Mission de prévention des toxicomanies - Direction de l'Action sociale, de l'enfance
et de la santé)
Conseil général de la Seine-Saint-Denis (Mission de prévention des conduites à risques)
Préfecture de Paris (Pôle prévention et toxicomanie),
Direction des affaires sanitaires et sociales de Seine-Saint-Denis

Juin 2010



**Je remercie les professionnels qui ont participé à cette étude et accepté que
je partage leur quotidien ainsi que les jeunes et les moins jeunes qui ont
répondu à mes questions avec spontanéité et franchise.**

Malika Amaouche

L'équipe de travail

Malika Amaouche, responsable de l'étude, chargée de recherche, conception, coordination, recueil des données, saisie des données, analyse des données, rédaction.

Catherine Reynaud-Maurupt, chargée de recherche, conception, rédaction.

Groupe de travail « Économie de la rue »

Marguerite Arène, Mission de prévention des toxicomanies, DASES, Mairie de Paris

Thierry Charlois, Forum français pour la sécurité urbaine

Isabelle Jeannes, Mission de prévention des toxicomanies, DASES, Mairie de Paris

Emmanuel Meunier, Mission de prévention des conduites à risques, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Santiago Serrano, Mission de prévention des conduites à risques, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

Gina Zozor, Pôle prévention et toxicomanie, Préfecture de Paris

Sommaire

INTRODUCTION	7
LES OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	9
METHODE D'ENQUETE	9
LE TERRITOIRE DE L'ENQUETE	10
LES DONNEES RECUEILLIES.....	10
L'ANALYSE DES DONNEES	12
CHAPITRE 1 - LES JEUNES ET LEURS PROCHES	13
1. LES JEUNES : ENTREE, INSCRIPTION ET SORTIE DE L'ECONOMIE DE LA RUE	15
1.1. DESCRIPTIF DES JEUNES SUIVIS PAR LES STRUCTURES ET INSCRITS DANS L'ECONOMIE DE LA RUE	15
1.2. LE POINT DE VUE DES JEUNES SUR LES PROCESSUS D'ENTREE DANS L'ECONOMIE DE LA RUE	17
LA NECESSITE	18
SURVIVRE EN SOCIETE	18
LE CONTRE MODELE DES PARENTS.....	19
ÊTRE RESPONSABLE DES SIENS.....	20
LA HONTE D'ETRE PAUVRE	20
NE PAS SE SENTIR ACCOMPAGNE PAR SES PARENTS	20
1.3. L'ECONOMIE DE LA RUE: PROCESSUS D'INTEGRATION.....	21
SE FAIRE UNE PLACE DANS L'ECONOMIE DE LA RUE.....	22
RENDRE SERVICE	22
LA RENCONTRE AVEC UNE CLIENTELE	22
1.4. L'ECONOMIE DE LA RUE: PROCESSUS DE SORTIE	23
CHANGER SES REPRESENTATIONS SUR L'ARGENT	23
EN AVOIR ASSEZ DE VIVRE DANS L'ANGOISSE.....	24
DES PARENTS QUI N'ENCOURAGENT PAS/PLUS LES PRATIQUES ILLEGALES	24
2. REPRESENTATIONS DES JEUNES SUR L'ECONOMIE DE LA RUE ET SUR LEUR ENVIRONNEMENT SOCIAL	25
2.1. REPRESENTATIONS SUR L'ECONOMIE DE LA RUE.....	25
2.2. REPRESENTATIONS A PROPOS DE LA SOCIETE.....	26
2.3. REPRESENTATIONS SUR L'ÉTAT	29

2.4. REPRESENTATIONS SUR LA JUSTICE	30
2.5. REPRESENTATIONS SUR LA POLICE.....	31
2.6. REPRESENTATIONS SUR L'ÉCOLE	32
2.7. DEMANDES ET PRECONISATIONS DES JEUNES.....	33
3. LES PARENTS ET LEURS ATTITUDES FACE A L'INSCRIPTION DE LEURS ENFANTS DANS L'ECONOMIE DE LA RUE.....	34
3.1. LEÏLA ET LOUNES : MERE ET FILS EN PRISE AVEC L'ECONOMIE DE LA RUE	34
LE CAS DE LOUNES : LA PROGRESSIVE ENTREE DANS L'ECONOMIE DE LA RUE	35
L'ENTOURAGE DE LOUNES	37
3.2. VALERIE : LE DENI FACE A L'ECONOMIE DE RUE	40
3.2.1. <i>Un moment de crise dans sa vie pour elle et pour ses fils</i>	40
3.2.2. <i>Valérie et sa conception de l'éducation des garçons</i>	42
3.3. MARIA ET SA BATAILLE AU QUOTIDIEN CONTRE L'ATTRAIT DE SON MARI POUR L'ARGENT « FACILE » .	42
SYNTHESE DU PREMIER CHAPITRE : LES JEUNES ET LEURS PROCHES.....	45
CHAPITRE 2 - UNE EXPERTISE DES STRATÉGIES ET DES DIFFICULTÉS DES PROFESSIONNELS DE TERRAIN	49
1. LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES PROFESSIONNELS	49
1.1. LES REPRESENTATIONS DES PROFESSIONNELS SUR L'ECONOMIE DE LA RUE	50
1.1.1. <i>L'explication de type individuel</i>	51
1.1.2. <i>L'explication de type sociétal</i>	52
1.2. POSITIONNEMENTS PROFESSIONNELS PAR RAPPORT AUX JEUNES.....	53
1.2. <i>Prendre contact</i>	54
1.2.1. <i>Prendre position sur l'économie de la rue</i>	54
1.2.2. <i>Proximité et juste distance</i>	55
1.3. PARTICIPER A LA DIFFUSION D'UN CADRAGE NORMATIF	57
1.3.1 <i>Prendre ou non la parole des jeunes « au pied de la lettre »</i>	57
1.3.1.1. <i>Des relations ambiguës avec les forces de l'ordre</i>	58
1.4. DES PARTENARIATS DIFFICILES AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS	60
1.4.1. <i>Aide Sociale à l'Enfance (ASE)</i>	60
1.4.2. <i>L'institution judiciaire</i>	61
1.4.3. <i>L'institution scolaire : le cas des exclusions</i>	62
2. PRATIQUES ET PRECONISATIONS DES PROFESSIONNELS	63
2.1. DEVELOPPER LES PASSERELLES D'INSERTION ET DE SORTIE DE L'ECONOMIE DE LA RUE.....	63
2.2. RENFORCER LE TRAVAIL DE RUE ET DIALOGUER SUR L'ECONOMIE DE LA RUE	65
2.2.1. <i>Le travail de rue</i>	65
2.2.2. <i>Le travail avec les groupes de pairs</i>	66
2.2.3. <i>Dialoguer sur l'économie de la rue</i>	67

2.3. PREVENIR LA DESCOLARISATION	69
2.4. SOUTENIR LES PARENTS, DEVELOPPER LA MEDIATION FAMILIALE	71
2.5. PRENDRE EN COMPTE LA SOUFFRANCE PSYCHOSOCIALE.....	72
2.6. SOUTENIR LES PLUS JEUNES	73
SYNTHESE DU SECOND CHAPITRE : PRATIQUES ET PRECONISATIONS DES	
PROFESSIONNELS	74
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	76
ANNEXE : ENTRETIENS AVEC LA POPULATION	81
SAMIR.....	81
AMAN	88
IBRAHIM	91
VALERIE, MÈRE DE FAMILLE	93

INTRODUCTION

A la suite du « Plan crack dans le Nord-Est parisien » (2005-2007), piloté par la préfecture de Paris et organisé autour de 5 thématiques - la prise en charge socio-sanitaire, l'hébergement, l'articulation entre la police, la justice et la santé, le suivi local et la prévention -, une seconde phase de travail a été engagée avec les partenaires du volet « prévention » du Plan Crack. Ce projet associe la Mission de prévention des toxicomanies/DASES de la Mairie de Paris, la Mission de Prévention des Conduites à risques du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, la préfecture de Paris, la DDASS 93, ainsi que la Mairie de Saint-Ouen, des professionnels qui s'étaient investis dans la première phase de travail, et d'autres qui ont souhaités s'y joindre. Ces professionnels travaillent dans un périmètre qui recouvre les 10ème, 18ème, et 19ème arrondissements de Paris ainsi que des communes limitrophes de la Seine-Saint-Denis : Montreuil, Aubervilliers, Bagnolet, Saint-Denis et Saint-Ouen.

En 2007, ce groupe thématique a produit un livret intitulé : « Comprendre le sens des conduites à risques pour agir en prévention », qui synthétise l'ensemble des travaux et réflexions élaborés au cours d'ateliers, animés par Pascale Jamouille (Université de Louvain la Neuve) et Santiago Serrano (Conseil général de la Seine-Saint-Denis). Ateliers qui rassemblaient des professionnels de Paris et de la Seine-Saint-Denis et qui organisaient leurs échanges en s'appuyant sur des récits de vie d'usagers de drogues et de personnes engagées dans des conduites à risques. Il y était affirmé la nécessité d'intervenir précocement pour prévenir la répétition des conduites à risque et les processus d'inscription dans l'économie de la rue. Le livret attirait tout particulièrement l'attention sur l'entrée dans le deal : la précarité favorise le développement d'une « économie de la rue » qui induit un mode de vie spécifiques (« école de la rue ») caractérisé par des activités illicites, la prééminence de rôle du groupe de pairs, les conduites à risques et une fragilisation du cadre familial (les jeunes « s'autonomisent » précocement, voir « aident » matériellement leurs parents). Cette « économie de la rue » apporte des « satisfactions » (revenus très modestes mais qui permettent d'accéder à des biens de consommation, etc.) mais elle s'avère très vite être un piège : dépendance envers des fournisseurs, des prêteurs, problèmes judiciaires, marquage pénal, stigmatisation, etc. La faiblesse de la prévention et le désarroi des professionnels a été soulignée.

Début 2008, sur la base du constat des insuffisances de la prévention, une seconde phase de travail est lancée, coordonnée par le Forum Français pour la Sécurité Urbaine. Elle comprend deux axes de travail :

1. ATELIERS DE VALORISATION DES PRATIQUES : l'organisation de quatre ateliers ayant pour objet de valoriser des actions de prévention pouvant avoir un effet préventif. Ces ateliers ont été animés par l'anthropologue, Pascale Jamoulle. Présentant des expériences de terrain, ils permettent d'engager une réflexion sur les postures professionnelles, les outils et les dispositifs qui facilitent la démarche de prévention des conduites à risques. Cinq axes de travail ont pu être dégagés :

1. Renforcer la supervision parentale, notamment en favorisant les processus de reconnaissance mutuelle entre parents et enfants issus de la migration : reconnaissance de l'enfant, comme enfant « d'ici » et reconnaissance de la valeur de l'héritage culturel des parents, venus de « là-bas ».

2. Prévenir la déscolarisation et les ruptures dans les parcours scolaires

3. Renforcer les espaces de mixité pour modérer les logiques virilistes de la rue, pacifier les relations filles/garçons, et prévenir l'entrée des jeunes-filles dans l'économie de la rue.

4. Affirmer une présence adulte et contenante dans l'espace public

5. Développer les passerelles d'insertion et de « sorties » de l'économie de la rue

2. LE GROUPE DE TRAVAIL ET DE SOUTIEN A LA RECHERCHE : Il se réunit à la Mairie de Saint-Ouen, et associe des professionnels de Paris 18e et 19e, de Saint-Ouen et d'autres villes limitrophes. Souhaitant poursuivre la réflexion en s'appuyant sur des récits de vie de jeunes inscrits dans l'économie de la rue, a confié au GRVS le soin de mener une étude auprès de jeunes et de leurs familles. Ces récits de vie et les éclairages produits par l'étude doivent permettre au groupe d'approfondir sa réflexion sur la prévention dans ce domaine.

L'objectif de cette recherche est d'affiner la connaissance des parcours des personnes inscrites dans « l'économie de la rue », notamment des jeunes, et d'identifier des réponses que les professionnels peuvent apporter à ces publics.

Par inscription dans l'économie de la rue, nous entendons le fait pour une personne de trouver dans des activités illicites (deal, vol, ...) une condition d'une relative autonomie matérielle (la personne pouvant, par ailleurs, avoir des revenus licites ou être soutenue matériellement par des

proches ou bénéficiaire de prestations sociales). L'inclusion dans « l'économie de la rue » va induire un mode de vie spécifique, adapté aux ressources de son quartier (ou réseau) et aux pressions induites par cette activité (pression policière, marquage pénal, consommation de substances psychoactives, concurrence, stigmatisation, etc.).

Le Forum français pour la sécurité urbaine, la DASES de la ville de Paris, la Mission prévention des conduites à risques du Conseil général de Seine-Saint-Denis, la DDASS 93, au titre de co-financeur, et la Préfecture de Paris se sont particulièrement engagés sur ces questions en concertation avec des professionnels de Saint Ouen et du nord-est parisien.

Les objectifs de l'étude

Le but de l'étude est d'identifier les pratiques probantes de prévention des processus d'inscription dans l'économie de la rue. Deux objectifs principaux constituent ainsi le fil directeur de l'étude.

Décrire et mieux comprendre les processus d'entrée dans l'économie de la rue et en déduire des leviers pertinents pour la prévention.

Élaborer une expertise à partir du discours collectif des professionnels intervenant sur le terrain du nord-est parisien auprès des jeunes, permettant de mettre en lumière leurs stratégies et les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

In fine, le résultat attendu de cette recherche-action est d'apporter des éléments de connaissance susceptibles de favoriser l'élaboration d'une culture commune permettant une action cohérente et transversale aux étapes critiques du processus d'entrée dans l'économie de la rue : prévention de l'entrée dans le trafic, prévention des conduites à risques.

Méthode d'enquête

La méthode est qualitative et positionne le travail de terrain au centre de sa méthodologie. Elle consiste à développer une approche descriptive et compréhensive à partir de données d'observation et de données discursives. Le recueil de données est composé de relevés d'observations ethnographiques (prises de contact avec les professionnels des structures et avec les jeunes) et d'entretiens approfondis réalisés avec des jeunes, des parents, ainsi qu'avec des professionnels. L'anonymat des personnes qui ont participé à l'étude est garanti par l'éthique professionnelle de la chercheuse.

Le territoire de l'enquête

L'étude s'est centrée sur les quartiers marqués par une grande vulnérabilité de la jeunesse, susceptibles de les conduire vers « l'économie de la rue » :

Un quartier de Saint Ouen (93)

Les quartiers du nord de Paris

Un quartier de Stains (93)

Un quartier de la Saint-Denis (93)

Les données recueillies

Le recueil des données a été réalisé de septembre 2008 à novembre 2009.

Première étape : une immersion ethnographique

La première phase de l'enquête s'est centrée sur le recueil d'observations directes dans les quartiers du territoire de l'enquête. Elle a permis une prise de contact avec les jeunes concernés par le sujet de l'étude, ainsi qu'avec les professionnels des structures qui interviennent auprès d'eux. Elle s'est également attachée à déterminer les profils des personnes avec qui un entretien a été réalisé au cours de l'étape suivante, en veillant à leur diversification. Cette première phase comprend également de nombreuses discussions en face-à-face avec des professionnels, la participation à des réunions, ainsi qu'à des maraudes (travail de rue avec des professionnels). Des comptes rendus ethnographiques ont été régulièrement rédigés au cours de cette première phase de l'étude.

Seconde étape : le recueil d'entretiens approfondis auprès du public cible et des professionnels du dispositif sanitaire, social et d'éducation.

Les entretiens approfondis ont été enregistrés (à moins que l'interlocuteur ne refuse l'enregistrement) et retranscrits au mot à mot. Ils ont subi une procédure d'anonymisation.

Le corpus est composé des entretiens suivants :

14 entretiens recueillis auprès des professionnels

La directrice d'une SEGPA (Paris 18 °)

ADCLJC (Paris 18°)

ARC 75 (Paris 18°)

APCIS (Stains - 93)

Fondation Jeunesse Feu Vert (St Ouen - 93)

Canal (St Denis - 93)

Grajar (Paris 18°)

Coordination Toxicomanies (Paris)

Antenne Jeune Brisson (Paris 18)

CAF Belliard (Paris 18°)

Point Accueil Ecoute La Chapelle (Paris 18°)

Centre de santé (St Ouen - 93)

Le Fil Rouge (Paris 20°)

TVAS (Paris 17°)

Régie de quartier (Bobigny - 93)

L'association Solidimey (Paris 18°)

L'Eclaircie (Paris 17°)

6 entretiens recueillis auprès de jeunes investis dans l'économie de la rue

Âge : 15 ans; 21 ans (2 pers.); 24 ans ; 37 ans (2 pers.)

Origine ethnique : 4 sont d'origine maghrébine, 2 d'Afrique Noire

Secteur privilégié dans l'économie de la rue : commerce de cannabis, commerce d'héroïne, vol, commerce illégal

Rôle : 1 chef, 1 « banque », 2 vendeurs, 1 guetteur, 1 voleur

Parcours scolaire : 3 ont eu le Bac, 3 sont déscolarisés

Confrontation avec la police et/ou la justice : 4 ont (eu) affaire à ces institutions

Insertion sociale : 2 sont sans emploi, 1 exclu de l'école, 1 étudiant, 1 salarié, 1 bénéficiaire de la l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).

Rapport à la famille : 2/6 ont précisé qu'ils pouvaient compter sur leur famille, 1 se sent responsable de sa famille, 2 ont subi des violences intrafamiliales.

5 entretiens recueillis auprès de familles concernées par l'économie de la rue

Un récit de vie avec le parent d'une famille monoparentale (mère)

Trois récits de vie avec les membres d'une même famille (la mère et ses deux fils)

Un récit avec la femme d'un ex-braqueur

L'une des mères rencontrées, dont le fils fait son entrée dans l'économie de la rue (15 ans, déscolarisé), tente en vain de dissuader son fils et alerte les services de l'enfance.

L'autre est la mère de deux jeunes adolescents (16 et 17 ans, scolarisés) qui ont des activités illégales qu'elle peine à reconnaître.

Nous avons rencontré aussi la femme d'un ex-braqueur qui essaie de convaincre son mari d'accepter sa condition et de vivre sobrement.

L'analyse des données

Un classement exhaustif des données recueillies construit à partir des axes de la recherche a permis de produire une analyse de contenu systématisée.

CHAPITRE 1 - LES JEUNES ET LEURS PROCHES

Ce chapitre a été réalisé à partir des entretiens semi directifs menés avec les jeunes et pour certains avec l'ajout des informations provenant de la structure qui les suit. Une plongée en immersion dans un quartier de la Seine-Saint-Denis et dans une association parisienne a permis de conduire des entretiens avec des jeunes et leurs familles, de faire de l'observation et de croiser ce type de données avec l'analyse des professionnels. En Seine-Saint-Denis, il a été possible d'éclairer les discours des jeunes âgés de 15 ans avec ceux des professionnels qui suivent leurs familles, ainsi qu'avec ceux de leurs parents. À Paris en revanche, les entretiens ont concerné des adultes approchant la quarantaine et sortis de l'économie de la rue. Il existe donc un déséquilibre dans les données que nous avons recueillies car nous n'avons pas pu avoir le point de vue des professionnels, ni celui de leur famille pour cette dernière catégorie. Les plus âgés tiennent un discours de critique sociale parfois politique sur leur condition d'existence, dont ils tirent des arguments pour justifier l'économie parallèle. N'ayant pas d'autres éclairages pour mettre en perspective ces discours, nous les livrons tels quels tout en soulignant que ces critiques servent aussi à légitimer leurs actes.

Les jeunes âgés de plus de vingt ans sont très critiques, non seulement envers la société mais aussi par rapport à leurs propres pratiques et à leur choix d'entrer dans l'économie souterraine. Leurs discours présentent de nombreux points communs. L'un d'eux concerne une forme de revendication à l'égalité dont ils s'estiment dépourvus et l'économie de la rue leur apparaît être la seule alternative qui se présente à eux pour survivre. Par ailleurs, les plus nombreux ont refusé de parler d'eux à la première personne et ont évité d'évoquer leurs trajectoires personnelles ou leur famille. Néanmoins, quand ils ont abordé la question de leur famille ou leur situation personnelle, ils l'ont fait sous forme de métaphore, et ils ont situé leurs parcours et leurs choix dans un grand ensemble explicatif qui comprend leur quartier, la société ou le monde capitaliste. Cette approche leur confère deux avantages : elle réduit leur responsabilité individuelle tout en leur permettant de politiser leur discours. Ces déterminants sociaux justifient selon eux le « choix » de l'économie de la rue comme stratégie. Nous voyons avec les plus jeunes qui ne sont pas en mesure de tenir ce type de discours qu'il y a d'autres déterminants, qui renvoient aux difficultés familiales et à des fragilités lors de la scolarité qui sont aussi importantes.

Lors des entretiens, il a été possible d'aborder le sujet des activités illégales avec les jeunes parce qu'ils ont été rassurés sur les intentions de la chercheuse, du fait d'avoir été présentée par une

personne de confiance (un professionnel de la jeunesse par exemple) ou par des arguments leur prouvant sa bonne foi et le but de l'étude. Ces jeunes, quand ils ont accepté de parler, ont été extrêmement prolixes, la plupart des entretiens durant plus d'une heure. Néanmoins, il fallait observer certaines précautions, des limites, qu'ils m'ont indiquées en refusant de répondre à certaines questions, comme par exemple le fait de ne pas entrer dans les détails concernant l'organisation précise du trafic, sa géographie ou les luttes entre bandes pour le contrôle d'un territoire. Il fallait ainsi rester concentré sur les trajectoires individuelles alors que la majorité avait une certaine pudeur à parler de son milieu familial. Ils ont en revanche produit de longs jugements de valeur sur la société dans laquelle ils vivent.

Nous ne tenterons pas ici de donner une explication de l'entrée dans l'économie de la rue, ni de trancher entre un type d'explication renvoyant à des questions sociétales et un autre renvoyant à l'individu. Nous avons surtout voulu connaître le plus finement possible les jeunes qui ont participé à l'étude, afin de mieux comprendre pourquoi, parmi une population de jeunes qui subit les mêmes discriminations et la même pauvreté, certains basculent dans l'économie de la rue, tandis que d'autres parviennent à l'éviter.

Selon les jeunes et les adultes interrogés, l'âge délicat auquel le jeune peut s'inscrire dans l'économie de la rue, ou tout au moins y être initié, se situe autour de onze ans. La plupart des professionnels ont signalé que l'entrée dans l'économie de la rue s'effectue de plus en plus tôt et qu'il existe de plus en plus de jeunes délinquants. Le sociologue Laurent Mucchielli montre au contraire, à partir d'une analyse des statistiques de la police, de la justice mais aussi à l'aide des études scientifiques conduites dans ce domaine que : «après avoir fortement augmenté entre 1994 et 1998, la part des mineurs dans l'ensemble des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie n'a au contraire cessé de baisser depuis dix ans, passant de 22 % en 1998 à 18 % en 2007¹ » .

¹ Laurent MUCCHIELLI, « Note statistique de (re)cadrage sur la délinquance des mineurs », *Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie* [En ligne], Confrontations, mis en ligne le 16 décembre 2009, Consulté le 14 janvier 2010. URL : <http://champpenal.revues.org/7053>

1. Les jeunes : entrée, inscription et sortie de l'économie de la rue

Cette partie permet de connaître les motivations et les raisons pour lesquelles les jeunes choisissent de mener des activités illégales. Des entretiens avec leurs proches et des professionnels de l'enfance qui les suivent permettent de relativiser leur discours de légitimation de ces activités et de montrer une réalité bien plus complexe.

1.1. Descriptif des jeunes suivis par les structures et inscrits dans l'économie de la rue

On pourrait voir dans ces discours des jeunes sur l'économie de la rue et sur leur situation un discours de victimisation, mais on ne peut ignorer la part de revendications et de dénonciation de l'injustice sociale, de la relégation, de la discrimination et d'un système scolaire auquel ils n'ont pas pu s'adapter. Dans cette situation, ils ont revendiqué la « débrouille », en présentant l'économie de la rue comme une composante comme une autre, mais aussi des valeurs, une éthique et un principe de justice souverain qui participent à la légitimation de leurs activités illégales.

Pour tous ces principes de justification, l'économie de la rue apparaît comme la face inversée de la société de consommation. Ils prétendent avoir fait le choix d'une vie de délinquance. Pourtant, pour les moins doués ou chanceux d'entre eux, et c'est la majorité des cas, leur vie sera marquée d'allers et retours en prison, avec ce que cela suppose de précarité et de désaffiliation sociale. Même l'argent qu'ils gagnent ne leur profite pas, parce que d'une part, dans la majorité des cas, cela ne génère pas, sur la durée, de gros bénéfices, et parce que, d'autre part, ils doivent faire profiter d'autres personnes de ces gains (familles, autres complices, frais d'avocat ; lors des séjours en prison, des mandats seront nécessaires, etc...).

Lounès (15 ans), pratiquement déscolarisé pendant deux ans, s'enlise dans des actes délictueux de plus en plus graves : vols et vol avec violence. Il fait son entrée dans l'économie de la rue en rendant service « aux grands » et en faisant le guet. Ses parents sont divorcés et son oncle est venu vivre avec eux. Son oncle fait preuve d'autorité et le bat même parfois à coup de ceinture. Malgré l'autoritarisme violent de son oncle, Lounès refuse d'aller à l'école et continue à rester dans la cité où il a grandi, alors que sa mère a déménagé dans une autre ville.

Samir (21 ans) a été exclu d'un collège à l'âge de 16 ans, puis il a réintégré une terminale dans un nouvel établissement, dans lequel il dit avoir subi des discriminations de la part du directeur et de

l'équipe enseignante, suite à sa dénonciation d'un signe judaïque sur le mur de l'école. Après cet événement, l'ensemble du personnel, selon lui, tous de confession juive, l'aurait traité différemment des autres. Il raconte par exemple qu'il avait copié sur un élève qui a eu une bonne note à son devoir alors que lui a eu mauvaise note. Comme il avait triché, il ne pouvait rien dénoncer, mais ce fait constitue pour lui la preuve qu'il a été discriminé. « Par vengeance », le directeur l'aurait alors orienté vers un bac professionnel qui ne l'a pas intéressé. Suite à quelques stages et missions en intérim, il se lance dans l'économie de la rue tout en continuant à chercher du travail. Bien que n'étant que le cadet de sa famille, il s'en sent responsable. Ses frères aînés ont quitté la ville et trouvé une conduite de vie dans l'Islam.

A la rentrée 2009, Kamel (21 ans) débute dans une école privée pour faire des études commerciales. Il a été « une banque » (garder de l'argent ou une marchandise ou le/la cacher) depuis l'âge de 15 ans et aujourd'hui, il se pose encore la question de savoir s'il ne continuerait pas à gagner un peu d'argent de cette manière. Ses amis engagés dans l'économie de la rue le poussent à faire des études.

Ibrahim (24 ans) est engagé dans une association de Hip-hop. Il souhaite développer ce genre de musique dans sa ville. Il a été voleur à la tire de casquettes de marques, qu'il revendait. Suite à des difficultés financières, son père a dû vendre les jeux de son fils. Il est l'aîné de sa famille mais n'a jamais fait profiter les siens de l'argent de l'économie de la rue, qu'il dépensait à des fins personnelles. C'est un investissement dans des activités associatives qui le détournera de l'économie de la rue. En ce qui concerne l'école, une orientation en bac professionnel comptabilité ne lui donnera pas envie de chercher du travail.

Kader (37 ans) a vendu du cannabis dans sa jeunesse. Il faisait partie d'une bande. Il a été orienté dès le CP vers une filière spéciale et rapidement il a été en formation professionnelle. Suite à une crise de décompensation, il est interné dans un hôpital psychiatrique, et depuis, il bénéficie d'un traitement médical (il dit devoir prendre « des médicaments à vie »).

Aman (37 ans) a été chef de bande dans le passé. Il s'occupe désormais d'une association de quartier qui propose toutes sortes d'activités à des jeunes. Il a commencé par vendre du cannabis à l'âge de 15 ans. Son père, ne soupçonnant pas ses activités illégales mais s'inquiétant du fait de le voir passer tout son temps libre dans la rue, l'a pressé de se mettre au travail. Il a pu faire après le bac une formation en informatique et a toujours travaillé en continuant son commerce illégal. Il est aujourd'hui analyste programmeur. Il a cessé ses activités illégales quand il s'est mis à rencontrer des gens qui se sont « professionnalisés » dans la délinquance, ce qu'il ne souhaitait pas pour lui-même.

1.2. Le point de vue des jeunes sur les processus d'entrée dans l'économie de la rue

À ce jour, nous avons pu identifier comme raisons pour entrer dans l'économie de la rue : l'échec scolaire qui aboutit souvent à l'exclusion d'un établissement ; des difficultés familiales avec l'injonction de trouver de l'argent qui peut peser sur les épaules d'adolescents ; les possibilités concrètes de pratiquer l'économie souterraine (réseau, trafic en bas de la cité, charisme personnel ou position dans un groupe) ; et l'absence de perspectives liée à la situation sociale.

Même si l'école représente le lieu où leur exclusion sociale se fait sentir pour la première fois, les jeunes sont très attachés à leur établissement d'origine. Ainsi de nombreux témoignages convergent pour dire que des élèves exclus ne réussissent pas à s'adapter à leur nouveau collège et souhaitent réintégrer celui qui les a exclus ou que d'autres reviennent voir leurs anciens camarades aux portes des collèges.

Un réseau de camarades, du temps libre du fait d'une exclusion d'une école ou de l'attente d'une nouvelle affectation qui ne vient pas, des délits qui ne sont pas sanctionnés, des parents qui ne sont pas en mesure de s'occuper d'eux et qui pressent des adolescents d'aller travailler ou sur lesquels pèse l'obligation de gagner de l'argent : tous ces éléments peuvent se renforcer mutuellement et favoriser l'entrée d'un jeune d'une quinzaine d'années dans l'économie de la rue. En effet, autour de cet âge-là, ces jeunes adolescents se construisent dans la rue qui devient pour eux la « maison des hommes ». Ils y rencontrent des jeunes hommes plus âgés qui les aguerrissent et pour lesquels ils vont commencer par rendre de menus services. Ces jeunes de quinze ans, qui « ne tiennent pas en place », sont insolents et désobéissants en classe, qui refusent le cadre rigide de l'Éducation Nationale, peuvent toutefois se mettre à obéir docilement à des plus « grands ». Ainsi, aller chercher un sandwich à « un grand » peut faire gagner quelques euros à un plus petit. Pour la première fois, ils se retrouvent avec de l'argent en poche, alors que chez eux, leurs mères comptent les « pièces rouges ». Les plus jeunes rendent la vie plus facile à leurs aînés en devenant par exemple des messagers, des coursiers ou en cachant de l'argent ou de la drogue. Les petits sont fiers de remplir ces petites « missions » (c'est ainsi que dans les cités, on appelle les services aux « grands »). La hiérarchie des âges est très importante aussi : les grands continuent à imposer leurs lois aux petits, même si ces derniers ont pris une certaine assurance dans le trafic. Il convient de noter, par ailleurs, que sur six délinquants dont nous avons le profil, trois sont les aînés de leur famille.

La nécessité

La première raison que les jeunes citent est la nécessité, qui revient sous les expressions : « devoir manger », « on le fait pour se nourrir », « pour survivre », « c'est de la survie, ce n'est pas du luxe ». C'est la métaphore du besoin vital qui est ainsi exprimée contre laquelle on ne peut opposer aucune contradiction, étant entendu que lorsque la faim tenaille l'être humain, il est prêt à tout pour se rassasier. L'autre intérêt de cette justification est de présenter les gains obtenus dans l'économie de la rue comme servant à acquérir des biens de première nécessité, ce qui constitue un autre argument de poids.

Dans leurs récits revient une sorte d'histoire originelle de leur entrée dans l'économie de la rue : quelque chose a été demandé à un parent et celui-ci n'a pas été en mesure de l'offrir. Une autre variante a été entendue : il s'agit des parents dans le besoin qui vendent les jeux de leur fils.

Survivre en société

L'autre raison que ces jeunes fournissent pour expliquer le « choix » de l'économie de la rue réside dans une vision guerrière de la vie en société qui est apparue sous la formule type : « soit tuer, soit être tué ». Par exemple, un jeune racontait une scène du film « Saw », dans laquelle une femme, pour défaire un piège à ours qui l'enferme, doit ouvrir le ventre d'une personne vivante dans lequel se trouve la clé. Ce jeune de 24 ans estimait être dans cette situation d'impasse et donc acculé à vendre de la drogue. Il faut dire aussi que lorsque les jeunes vendent de la drogue, ils estiment « donner la mort ». Cette façon de concevoir l'économie de la rue est récurrente dans les discours de ces jeunes et est présentée comme un choix à faire, mais paradoxalement sans aucune autre alternative.

Évidemment si on le fait, c'est qu'on n'a pas le choix. C'est comme si tu es dos au mur et on te demande d'avancer, tu ne peux pas. Tu es obligé de faire face à certaines choses et il y a des choses que tu es obligé de faire, c'est comme ça. C'est obligé, comme tu es obligé d'aller à l'école, comme tu es obligé de boire et de manger et bien voilà. Tu es obligé d'avoir de l'argent, tout le monde le sait, il faut arrêter de prendre les gens pour des cons. [...]

Et bien, je suis obligé de le faire mon blé [gagner de l'argent]. Je suis obligé de manger et de boire sinon je serais mort de faim et de soif ou je serais tout nu peut-être avec une bouteille de vin et j'aurais mendié et moi, je ne veux pas en venir là. Donc j'ai fait ce que j'avais à faire comme je te l'ai dit. J'ai fait ce que j'avais à faire pour pouvoir survivre jusqu'ici. [...]

Mais on est déjà puni à la naissance, c'est ça que je t'explique. On est né punis nous. Mais ! Et il y en a en prison, ça ne les dérange même pas. Tu sais pourquoi ? Parce que ça leur garantit une gamelle. Les gens, ils te parlent de prison, on n'a plus peur, nous les jeunes, on n'a peur que de Dieu. Tu vois, pour ceux qui croient en Dieu. Moi j'ai la foi mais ce n'est pas tout le monde qui l'a. C'est bien beau, tu le penses parce que tu l'as, c'est presque un truc naturel. Moi, j'ai toujours grandi avec une gamelle mais ce n'est pas comme ça, il y a des gens à partir de cinq ans, il doit manger tout seul le petit. Il va, il reste à côté des grands, l'autre il mange « un grec » [sandwich grec] devant lui, c'est comme ça qu'il y en a qui se nourrisse, qu'est-ce que tu crois? [...]

Je ne te parle pas de gagner beaucoup d'argent, je te parle de... hé, les jeunes, quand ils dealent ou quand ils volent, ils n'y vont pas dans le but de devenir Bill Gates, hein ça n'a rien à voir. Ils veulent juste satisfaire

leurs besoins, pas plus. Ils veulent juste satisfaire leurs besoins. Tu vois que, ici la délinquance ce n'est pas de la délinquance gratuite, les jeunes ne sont pas là, à tout casser gratuitement. Il y a peu de vols ici. Des vols, il n'y en a pas tant que ça, des vols. Des Home Jacking² ici, il n'y en a pas. (Samir, 22/10/2008)

C'est que la rue, elle me donnait à manger. C'est qu'à l'époque, c'est une expression, sachant que tu pouvais très bien aller à l'école, en sachant que tu allais manger plus tard. Tu vas à l'école, tu bosses bien, les diplômes, tu vas manger. En attendant c'est la rue qui te donne à manger. (Aman 5/08/2009)

Et je la prends l'autre solution [l'illégale], elle sera toujours mieux que l'autre [la légale], c'est comme ça. (Samir, 22/10/2008)

Le contre modèle des parents

Souvent ces jeunes rejettent le modèle ouvrier. Nous observons que trois jeunes interrogés sur six ont déclaré être affectés par la position sociale de leurs parents. Parmi les autres, un a proposé de l'argent à sa mère, un admire son père tandis qu'un dernier n'a pas d'opinion.

À la critique des conditions de vie et de travail de leurs parents s'ajoute le ressentiment contre l'humiliation et le racisme que leurs parents ont subi. L'effort au travail leur semble vain et plutôt destiné à les maintenir dans leur condition. Surtout, ils ne se font aucune illusion sur les possibilités à long terme qui leur sont offertes pour améliorer leur qualité de vie. Cette situation est emblématisée par l'image du manutentionnaire qui porte des cartons toute sa vie.

Moi, j'ai grandi opprimé de toute façon, je vois le racisme que mon père subissait parce que je le comprenais. J'allais beaucoup avec mon père, je travaille avec lui. Plus jeune, il m'emmenait souvent avec lui. (Aman 5/08/2009)

Dès qu'on veut avancer, on nous met des bâtons dans les roues. Aux infos, on nous stigmatise, partout on est rejeté. On est rejeté partout. On veut aller en boîte, on est rejeté par nos gueules, on veut faire ci, on veut faire ça, il n'y a pas d'argent, il n'y a rien. Tu veux faire quoi ? On ne représente rien. Qu'est-ce que l'on est nous ? On n'est rien. J'ai l'impression d'être à l'époque de Charlemagne, c'est le Tiers État. On fait quoi ? Ils veulent quoi ? Qu'on porte des cartons toute notre vie ? Pourquoi ? Si moi, je porte des cartons, est-ce que tu en connais des manutentionnaires riches ? Tu n'en connais pas. T'en connais des manutentionnaires qui voyagent beaucoup ou des manutentionnaires heureux ? Et bien non, il n'y en a pas parce que tu vis comme un chien, tu portes des cartons pendant tant d'heures, tu connais plus tes collègues que ta propre famille et voilà, tu ne survis pas, tu ne vis pas. (Samir 22/10/2008)

Parce que chez moi, le fait de voir mon père travailler, travailler... Là, il a une société de gardiennage, une entreprise. Il a toujours fait ça mais à un moment donné, les temps étaient durs pour lui parce qu'il commençait à faire faillite. Il avait des contrats avec [des grandes enseignes de distribution alimentaires] et dans ce milieu-là, c'était et c'est encore beaucoup des juifs, je n'ai rien contre cette population-là, qui tient ce marché-là. Et moi, quand j'étais petit, je l'accompagnais quand il allait signer les contrats. Et le fait de voir mon père se rabaisser : « oui, patron » ça commençait à m'énervé. Donc ça m'énervait de plus en plus. Et le problème qu'il y a eu, comme on était en manque d'argent. Je voyais mon père obligé de vendre des choses. Nos consoles de jeux pour pouvoir payer le loyer ... Et nos conditions étaient difficiles. Et quand tu es jeune, tu es petit, tu vois beaucoup de choses et moi, j'étais vachement précoce. Parce qu'autour de moi, il y a eu beaucoup de morts, morts de maladie, morts suspectes, accidents. Et quand tu vois tout ça... Et comme quand tu es petit, tu commences à cogiter. Donc tu cogites, tu cogites, tu cogites et après tu dis : « non, non, c'est bon ! » (Ibrahim/11/2008)

² Home Jacking désigne le fait de cambrioler une maison ou un appartement en plein jour avec la possibilité que ses habitants soient présents au moment des faits.

Être responsable des siens

Parfois sur les épaules d'un adolescent pèse la responsabilité d'un chef de famille. C'est le cas de Samir :

Admettons que j'ai besoin d'argent aujourd'hui, malheureusement, j'ai une contrainte ou même pas, j'ai un petit frère. Je te donne un exemple. Un jour, il s'amuse, il casse la voiture à quelqu'un. Il lui casse sa voiture sans faire exprès, tu as le propriétaire de la voiture qui vient me voir, il me dit : bon, et bien écoute, ton frère a cassé la voiture, il faut que tu me rembourses. Il faut que tu payes les dégâts. Mais non, je n'ai pas d'argent. Qu'est-ce que je fais ? Je vais en intérim pour travailler ? On me dit qu'il n'y a pas de boulot. Mais il faut bien que je rembourse cette voiture, moi. Le pauvre monsieur, il faut bien que je lui rembourse à cause de la connerie de mon petit frère. Mon petit frère qu'est-ce que tu veux que je lui dise, il a 8 ans, tu veux que je le tape ? Parce que je le tape ou non, ça ne va rien résoudre. Malheureusement, on a tous fait des conneries étant enfant, qu'on soit riche ou pauvre. Mais le problème n'est pas là, le problème c'est que cette voiture, il faut la rembourser. Parce que le mec à qui tu as cassé sa voiture n'en a rien à foutre, ce n'est pas son problème, lui, il n'a rien demandé à personne. Si à l'intérim, il n'y a pas de boulot, non j'ai la pression du mec, il faut que je le rembourse là, comment je fais, Et paf ! t'as la solution. Et qu'est-ce que tu vas faire ? Tu vas dire, je vais penser à lui [à l'usager de drogue], je ne vais pas lui vendre de la drogue ? Et bien, non, on ne va pas penser comme ça. Parce que nous, on n'a pas pensé à notre bien. Jamais on ne pensera à notre bien, donc on ne voit pas pourquoi on penserait à celui des autres. (Samir, 22/10/2008)

La honte d'être pauvre

L'école est souvent le moment de la première confrontation avec d'autres mondes sociaux. Parfois, les enfants reviennent de l'école en demandant des vêtements de marque à leurs parents. Un jeune se souvient que son père l'a envoyé à l'école chaussé de sandalettes, qu'il voulait des chaussures de marque mais qu'il ne pouvait pas parler à son père de peur de se faire frapper. Par la suite, en gagnant de l'argent illégalement, il s'est acheté trois paires de cette même marque.

Ne pas se sentir accompagné par ses parents

Un adulte déplore de ne pas avoir eu une chambre pour lui tout seul lorsqu'il était plus jeune et de s'être construit dans la rue. Cette remarque n'est pas anecdotique mais est récurrente chez les jeunes rencontrés : ils insistent sur le fait d'avoir grandi seul et d'avoir manqué de marque d'attention individuelle.

On est dehors... Tu ne restes pas à la maison... Si tu es tout seul, fils unique, tu es à la maison, tu as une chambre, tes parents travaillent, tu vis autrement, ce n'est pas pareil. Je n'ai pas connu, moi, par exemple, un fils unique qui a été un dealer, dans les sens, façon de parler, dans un quartier, ou qui fait un mouvement ou voilà. Celui-là, il est chez lui, il a un peu de tranquillité, toi, tu n'en as pas, quand il y a une maison, vous êtes plusieurs, même ta chambre, tu la partages, tu n'as pas de tranquillité. Il faut savoir qu'à un certain âge, on a besoin de tranquillité et on ne le sait même pas. Tu sais ça, c'est des choses, après.

Mais tu vois, là où est le problème. Après derrière, qui t'aide à bien penser ? Personne. Mais dans la vie, on te dit... Tu mènes aussi ta barque. Les parents doivent t'expliquer tout ça. Tu as des parents, ils ne le savent même pas eux-mêmes, comment vont-ils l'expliquer. Un jour, le fils, c'est lui qui va l'apprendre, il l'expliquera à ses enfants. Mais ses parents ne lui ont pas expliqué. C'est la maman de X. qui m'a appris à faire du vélo.... C'est pour dire... (Aman 5/08/2009)

1.3. L'économie de la rue: processus d'intégration

Parmi les nombreux jeunes qui rendent de menus services aux plus âgés, certains s'inscrivent pour un temps plus long dans l'économie de la rue parce qu'ils y trouvent un réel bénéfice, symbolique ou matériel. Du fait, qu'ils subviennent de cette manière à leurs besoins ou à ceux de leur famille. D'autres vont être entraînés dans un enchaînement de faits qu'ils ne contrôlent plus. C'est le cas d'Aman :

Un mètre carré, un bip [téléphone portable], je fais un carnage, tu crois que j'ai besoin d'un ordinateur, et tu crois que je vais faire une compta aussi, j'ai vendu dix kilos, cent kilos. [...] Mais si tu veux dans un quartier comme ça, c'est normal, c'est normal. Tu sors un peu en bas de chez toi. Y'a une gamelle en bas de chez toi, tu descends un petit peu, tu fais un peu tes preuves que tu n'es pas un fouteur de merde. Justement, ce n'est pas pour recruter mais imaginons qu'ils recrutaient des gens pour donner... [...]

À l'époque, moi, avec plusieurs dans le quartier, on tenait la barre, jamais, on aurait laissé quelqu'un de l'extérieur venir ici. Il ne vient pas ici sur le terrain faire ses affaires. Ce n'est jamais arrivé. [...] Parce que nous, ce n'est pas ce qu'il y a aujourd'hui, tout était réfléchi, ça tournait jusqu'à X., voilà. Tu as des endroits précis où c'était vraiment... On connaissait des touches partout. À un moment, tu ne fais que monter, et plus tu montes, plus tu défends ton truc. Et plus la barre, elle monte haut, plus toi ta barre, il faut que tu la remontes et ainsi de suite, tu ne peux même plus rien faire à un moment donné. Tu es obligé de suivre, si tu ne suis pas, on va prendre ta place mais ça peut même te coûter très cher. Si tu montres que tu es faible, c'est fini pour toi. Tu montres que tu es faible ? Déjà, autour de toi, ils ont faim, c'est fini pour toi. Ne jamais montrer tes faiblesses. Jamais. Donc ta vie de tous les jours, tu la vis durement et en te méfiant et aux comportements que les gens ont vis-à-vis des autres, c'est la méfiance, c'est la défensive tout de suite. Pourquoi, parce qu'il y a un entraînement qui s'est fait comme ça avant. Aujourd'hui, on boit du lait avec de la vitamine A, demain si on boit du lait sans la vitamine A, on va le sentir. On ne va pas être bien [...]

Et on était nombreux à l'époque. Tu n'as plus ça aujourd'hui. On était nombreux. Des idées ! Quatorze ans et demi, on sortait à Paris, on allait à Montparnasse, on essayait de rentrer en discothèque. Quatorze ans et demi, on voulait une nana, on était parfumé, « Jean-Marie Weston » aux pieds ! À quinze ans, j'allais au bahut, on était les quatre potes, dans la même classe, tous des « Jean-Marie Weston » même le prof de maths, il venait nous voir, il avait lui aussi des « Jean-Marie Weston », il savait qu'à ce prix-là : « où tu as eu ça ? Tu as des parents qui t'achètent ça ? » On lui disait : « nous, on est des jeunes entrepreneurs » à quinze ans. Tu vois à quinze ans, on était déjà à fond. Moi, je sortais, à l'époque, j'avais rendez-vous, je prenais de l'oseille, direct. J'allais à l'école, l'heure, elle terminait, tchao ! Pfuiii ! Direction... J'avais même deux, trois rendez-vous en même temps quasiment. Tout le temps, sans cesse. Les beepers. Sans cesse. [...]

Voilà, j'ai pu grandir quelque part dans un milieu de nuit, beaucoup, parce que je connaissais beaucoup de monde dans Paris, beaucoup. Donc beaucoup de nuit, beaucoup de bagarres, de nuits comme ça mais à un moment, ça s'est arrêté. Il y avait le respect des autres, quoi. Personne ne venait me voir, personne ne vient te... Voilà, aujourd'hui, je peux faire ce que je veux dans mon quartier, il n'y a personne qui ne dira rien. [...]

L'argent parfois t'amène la haine des autres ou t'amène la jalousie. Par exemple un dealer peut se faire balancer anonymement ou quelqu'un qui a acheté une voiture, se fait rayer la voiture. Ça s'est fréquent, connu. Moi, on m'avait crevé des pneus, c'est arrivé deux ou trois fois. C'était la majorité, des gens qui ne parlent pas trop parce que nous, à l'époque, on pouvait faire des grosses histoires pour rien du tout. Moi, je m'étais fait connaître pour rien du tout, je m'énervais pour rien. Même un tout petit truc, tu me manques de respect, je t'envoie des pruneaux, direct. Tu vas habiter où tu veux. (Aman 5/08/ 2009)

ET DONC VOUS, VOTRE BUSINESS, C'ETAIT DE VOLER DE LA MARCHANDISE ET DE LA REVENDRE ?

Non, nous, c'était plus... Moi, par exemple, j'agressais des mecs comme moi, des re-beux [arabes], des re-nois [Noirs], c'était l'époque des casquettes Lacoste et après je les revendais cent ou cent cinquante francs la casquette. Ça dépendait du modèle.

ET ÇA RAPPORTE ?

Ha non, ça rapportait vite fait pour la journée ! Quand tu faisais ta journée... Mais il n'y avait pas que nous, parce qu'il y avait d'autres groupes qui venaient d'autres villes. [...] On se retrouvait, quelque fois, il y avait confusion, il y avait embrouille. (Ibrahim/11/2008)

Se faire une place dans l'économie de la rue

Le sentiment d'appartenance à un groupe, la pression du groupe ou l'exemple d'autres jeunes du quartier pratiquant l'économie de la rue, peuvent amener des jeunes à commettre des délits. Étant entraînés dans un groupe, ils en partagent alors parfois indifféremment les activités légales comme illégales.

Je vais te parler franchement, j'avais le rap, le sport, la rue. Au départ, on était une bande de potes, on se retrouvait tous au collège et après, à la sortie de l'école, en bas de la cité. Après par la suite, vu que nous, on voyait les grands faire des choses, nous, on s'est dit on va faire la même chose, c'est toujours comme ça. Donc on s'est monté en équipe, de là, on a commencé à faire nos affaires, il y en a, la plupart étaient bagarreurs, d'autres étaient voleurs, il y avait un peu de tout. Après on a commencé à faire nos conneries. Déjà ça part du collège, et après, c'est dans la rue. On a commencé à vouloir faire de l'argent avec les moyens du bord. [...] Dans notre groupe, on était tous des têtes brûlées, on faisait du rap pour nous et quand il fallait aller au studio de répét', on était obligé de nous bagarrer pour obtenir ce qu'on voulait. C'était plus dans un esprit brut. On volait pour pouvoir payer les répét'. (Ibrahim/11/2008)

Rendre service

La notion de service à rendre est récurrente comme processus d'entrée dans l'économie de la rue. Le sentiment d'appartenir à un quartier, de faire partie de la même classe sociale, même si ce n'est pas explicitement formulé ainsi, ou encore le fait de connaître ses camarades depuis l'enfance, tout cela crée des solidarités. Elles peuvent être activées par exemple si l'un d'entre eux risque de se faire arrêter par la police. Ainsi un jeune peut faire un acte illégal par compromission :

Quand un gars avec qui j'ai grandi risque la prison à cause de ce qu'il a dans les poches et que je peux lui éviter par un tour de passe-passe (en cachant le butin), le choix est vite fait. Ce n'est pas pour être cool ni pour gagner 20 euros, ça se fait sur le tas. (Kamel, 21 ans)

La rencontre avec une clientèle

Pour s'insérer dans le marché de la drogue, il faut trouver un créneau, prendre une part du marché et se faire accepter des autres vendeurs. Le parcours d'Aman est atypique et témoigne d'une certaine ingéniosité et d'un « esprit d'entreprise » ; mais le plus souvent, les jeunes entrent dans le marché par cooptation et en rendant service aux plus âgés.

J'avais commencé à, je ne sais pas..., je devais avoir. Ha c'était quand le vrai commencement, je suis entré vraiment dedans, je ne sais pas. Ça commence par des toutes petites... Tu achètes un 25 [grammes de cannabis], déjà quand t'es tout petit, il y a les grands, tu ne peux pas acheter aux grands, les grands, ils connaissent ta famille, ton frère, ils te mettent deux tartes dans ta tête et tu repars. Donc déjà, il faut se dire : « comment je vais faire ? » Il faut ruser, il faut que je puisse demander quelque chose à quelqu'un, que je puisse le récupérer, que je puisse faire des petites barrettes, que je puisse essayer de vendre à des mecs qui ne viennent pas acheter là. Donc ça commence comme ça. Et si tu veux moi-même, je ne pourrais même pas t'expliquer, c'est tellement passé vite que tous ces jours, ces années, c'est un flot, je ne sais pas comment t'expliquer, c'est une cascade, quoi. Tu ne vois pas. En plus de ça, quand tu es en haut et que tu as atteint le bord de la cascade, ça va beaucoup plus vite qu'au tout début, tu vois. Et là, tu descends, tu plonges dedans direct. Et c'est parti et puis un jour, tu as, je ne sais pas, une circonstance, une rencontre, un

phénomène qui peut changer un peu ta vie. Dans le sens où, tu vas te diriger plus par là. Il faut savoir que moi, à l'époque, je devais avoir 13, 14 ans, aujourd'hui il y a des 12, 13 ans qui commencent à vendre. Moi, je le sais parce que je sais tout [ce qui se passe dans le quartier] (Aman 5/08/2009)

1.4. L'économie de la rue: processus de sortie

Les processus de sortie des jeunes de l'économie de la rue proviennent du fait d'avoir une diversité de centres d'intérêt et d'activités, d'avoir des adultes structurants autour d'eux et des possibilités concrètes d'en sortir en trouvant d'autres moyens de gagner de l'argent. Il s'agit aussi pour un jeune ou un adulte de changer ses représentations sur l'argent et d'accepter, s'il en a la possibilité, d'en gagner peu mais de trouver d'autres formes de satisfactions. Si un jeune a d'autres activités comme un emploi, la pratique d'un sport, s'il est encore maintenu dans une scolarité, avec des parents qui sont contenant et des amitiés et des référents en dehors de l'économie de la rue, il dispose alors d'atouts pour se désengager d'une activité illégale. Certains professionnels ont souvent évoqué l'effet «d'adrénaline» que procure le fait de mener une activité illégale et qui peut être compensé par la pratique d'un sport à risque, fort en émotion. Les jeunes qui ont été rencontrés et qui s'en sont sortis entretenaient effectivement soit une passion, soit un sport de combat par exemple. Ainsi le «banquier » qui a participé à l'étude a affirmé : « je veillais toujours à ne pas mettre les deux pieds dans le biz [business] ».

Changer ses représentations sur l'argent

Parfois c'est un changement des représentations sur la virilité qui n'est plus conditionnée par le fait de gagner beaucoup d'argent qui peut motiver un jeune à trouver d'autres moyens pour vivre que l'économie parallèle.

Moi, j'en connais [des Kabyles], ce ne sont pas des pauvres. Mais, ils travaillent, eux, ce n'est pas le business, c'est plutôt l'honneur, eux dans la famille, il y a l'honneur qui passe avant tout. Comme on dit, l'argent, c'est bien mais le respect, c'est mieux. C'est-à-dire qu'avec ton argent, il y a des choses que tu ne pourras pas acheter. Tu ne peux pas acheter un cœur de quelqu'un, l'amitié, l'amour, tu ne peux pas. Ça ne s'achète pas avec de l'argent. [...] Parce que c'est bien de se démerder tout seul mais un homme, un vrai, ce n'est pas celui qui ramène deux, trois, dix milles euros par jour, à la maison, un truc comme ça [...]

Parce qu'il y a ma famille que j'ai toujours essayé de ... masquer avec eux. Protection. Ça ne venait pas trop chez eux. Et puis, ils nous voyaient souvent. Mon père, mes parents me voyaient souvent toujours costaud, toujours dur devant eux. Toujours tout va bien. J'avais un métier à dix-huit ans. Ha, oui mais moi, ce n'était pas le petit... Je pouvais arrêter du jour au lendemain. Dès que je savais que j'avais les stupés derrière moi, derrière mes parents, derrière tout le monde. Je fermais la boutique. Je savais le faire ça. Et j'allais au boulot et pendant six mois. (Aman 5/08/2009)

MAIS TOI, QU'EST-CE QUI T'A POUSSE A ARRETER PUISQUE FINALEMENT, TU GAGNAIS DE L'ARGENT ET TU NE T'ES JAMAIS FAIT PRENDRE ?

Ben je ne me suis pas pris la tête, j'ai arrêté petit à petit, comme ça. Ce n'est pas quelque chose qui m'a marqué où je me suis dit : « allez, j'arrête ». [...] Je n'ai pas arrêté en me disant que c'était un peu tendu, j'ai arrêté parce que je calculais plus trop [ça ne m'intéressait plus trop] et puis à un moment donné, il faut tout

le temps être sur le terrain et comme moi, je suis à fond dans ce que je fais, je n'ai pas trop le temps de faire ce genre de chose. (Ibrahim/11/2008)

Et quand tu as décroché, cela ne t'a pas manqué le côté adrénaline ?

Si mais moins, parce que tu prends aussi un peu d'âge, je devais avoir dans les vingt-quatre ans, vingt-cinq ans, alors que, déjà, j'ai fait de la boxe Thaï, toute ma jeunesse, jusqu'à dix-huit ans, j'étais quelqu'un qui était très... je jouais au foot. Boxe Thaï, compétitif. Tout le temps, tout le temps. À l'école, j'étais un peu une terreur de l'école. (Aman 5/08/2009)

En avoir assez de vivre dans l'angoisse

L'économie de la rue, et particulièrement le trafic de drogue, génère une grande angoisse de tous les instants qui peut constituer une raison pour en sortir :

Donc quand j'ai vu que ça devenait normal, encore pire, c'était très normal. Je me suis dit que ça n'allait pas. Je vais aller jusqu'où comme ça ? Ça va durer combien de temps, jusqu'à ce que... je ne sache pas. Moi, je commençais à fréquenter des gens... Ils sont passés à la télé.

...Pour dire que là, à un moment donné, c'est du trop haut niveau.

Et donc tu as eu un déclic à un moment donné. Et tu me disais qu'on met du temps à décrocher.

Ce n'est même pas toi. Toi, tu décroches. C'est ton passé qui te rattrape. Il y a des choses qui te rattrapent. Tu es obligé de faire. On t'a rendu service. Il faut rendre service. (Aman 5/08/2009)

Nous, ce qu'on ne sait pas, c'est si à trente ans, on sera encore là, nous. On se pose des questions comme ça, malheureusement le soir quand on dort. Tu vois, le soir quand on dort, on se dit mais est-ce que je vais atteindre mes trente ans déjà. Est-ce que je ne vais pas être victime de quelque chose, gratuit, comme ça. Est-ce que demain, quand je vais sortir, ma mère ne va pas être victime d'une balle perdue ? On vit avec ces idées-là en tête, nous. Et ça ces problèmes-là, ce n'est pas tout le monde qui les a. Mais les enfoirés, ça reste nous. (Samir, 22/10/2008)

Après c'est pareil, tu as des grades, là-dedans, tu montes, tu fais des rencontres, ça, c'est des gens... moi, tout de suite, j'ai dit j'arrête.

TU T'ES SENTI EN DANGER AVEC CES GENS-LA

Pas moi... en danger. Mais oui, je mettais ma famille en danger. Carrément, tu mets ta famille en danger. Pourquoi ? Parce que tu vas les rendre... Même s'il t'arrive quelque chose, toi, tu es dans ta vie dure et ça bouge ! [...]

Je n'étais pas conscient que je pouvais leur [aux autres jeunes] montrer un mauvais exemple puisque ça se passait toujours bien. Dans le sens où, voilà, c'était normal. Une vie normale. Jusqu'à ce que cela en devienne normal. C'est là que je me suis rendu compte et je me suis dit comment ça se fait, cette vie-là, où tu es en stress, tu ne sais pas si tu vas te faire débarquer chez toi. Il faut trouver des planques sans cesse, changer ton fonctionnement, changer les trajectoires. Il y a cent milles trucs à ... Le téléphone, je ne t'en parle même pas. (Aman 5/08/ 2009)

Des parents qui n'encouragent pas/plus les pratiques illégales

Les parents peuvent aussi jouer un rôle pour aider leurs enfants à sortir de l'économie de la rue en les mettant face à leurs responsabilités. Souvent, ils incitent leurs enfants à aller travailler, parfois au dépend de leur scolarité. Pour Aman, l'obligation d'aller travailler lui a donné l'opportunité d'apprendre à gagner de l'argent autrement que par la vente de cannabis. S'il s'est aménagé ainsi une porte de sortie, des personnes rencontrées dans l'économie de la rue lui ont servi de relais pour trouver du travail légal :

Jusqu'à mes dix-huit ans. Bac pro et je suis sorti directement. Parce que même mon daron (père), à un moment, il me disait... Tu sais, c'était dur, il ne gagnait pas trop, on avait à manger tout le temps, on avait à manger toujours mais... « Alors à un moment, mon fils, il grandit, est-ce que je le laisse dans la rue? » Mon père, si ça se trouve, il disait ça, c'est sûr. Donc, il me mettait la pression en me disant : « l'école ou le travail ». En gros, il me disait, il faut aller au travail. Parce que quand je lui disais : « l'école ! » Il me disait : « oui, bon l'école, mais tu fais quoi là-bas ? »

« ben je passe un diplôme : comptabilité, informatique, plein de trucs ! »

Mais à un moment donné, on a été au boulot.

J'ai bossé, moi la première fois, j'avais dix-huit ans. Enfin, la première fois que j'ai bossé j'avais quatorze ans. [...]

[J'ai toujours travaillé] Toujours même malgré mes années folles. Toujours j'allais au boulot, je pouvais toujours fermer la boutique et aller au boulot. Mais moi, j'ai eu de la chance que beaucoup n'ont pas et n'auront jamais. On n'est pas égal mais là où on est égal c'est qu'on est tous parti de la même chose. Sauf les fréquentations que tu peux avoir : ou elles vont t'amener des choses pires, ou elles vont t'amener du positif complètement. (Aman 5/08/ 2009)

Certains jeunes sont croyants et donc vivent dans l'angoisse non seulement du fait d'enfreindre la loi des hommes, mais aussi de ne pas respecter les lois de Dieu. Ainsi un des discours recueilli évoque le fait que les parents d'un usager de drogue pouvaient maudire le dealer ou lui jeter un sort pour augmenter ses souffrances « lorsqu'il sera en enfer ».

2. Représentations des jeunes sur l'économie de la rue et sur leur environnement social

Interrogés sur leurs représentations de l'économie de la rue et du monde social dans lequel ils vivent, les jeunes et les adultes interrogés, avides de prendre la parole sur ce sujet, se sont lancés dans une longue diatribe critique sur la société, l'État, la police et le système scolaire. Dans cette critique, ils puisent également des arguments pour légitimer le fait de pratiquer des activités illégales.

2.1. Représentations sur l'économie de la rue

Pratiquer l'économie de la rue peut aussi impliquer de « tenir le quartier » c'est-à-dire de maintenir une sorte de paix sociale en limitant les activités illégales et en entretenant une espèce de maintien de l'ordre :

C'est illégal, certes. Mais nous, on s'est battu avec les toxicomanes, les vendeurs de came... à l'époque, ce n'était pas des rigolos, ce n'était pas des dix-sept ans qui vendaient de la came, jamais de la vie ! Dans les années quatre-vingt, tu n'as pas des dix-sept ans qui vendaient de la came, ça n'existait pas. Ou alors c'était un mec qui avait perdu sa famille, prison, il est sorti dans le quartier, manger. Combien on en a eu des comme ça ! Des clandestins ! On a tout eu ici ! Ils sont venus. Ils mangeaient, ils dormaient. Tout partout. C'était la famille. On les a fait rentrer. Certains sont partis mal avec des gens. Certains sont partis, ont changé de vie. Et des fois, ils reviennent bien longtemps après pour dire : on est toujours là. C'est vraiment lié par le sang presque. Et tu vois c'était vraiment... (Aman 5/08/ 2009)

Les jeunes revendiquent souvent des valeurs comme la camaraderie, l'esprit de groupe ou de quartier. Pour certains, la religion est la référence ultime, elle dicte leur conduite au quotidien par tout un ensemble de valeurs ou de règles d'éthiques qu'ils disent être dictés par la religion. Pour d'autres, c'est la force physique qui sera le mode de reconnaissance dans le groupe :

À l'époque, comment tu te faisais respecter ? C'était par la réputation parce que tu étais un bagarreur, non pas parce que tu étais un vendeur ou je ne sais quoi. À l'heure, les petits se font respecter parce que l'autre roule en belle voiture, il vend des tonnes et des tonnes ou des kilos. Mais c'est un faible dans sa tête. Nous, ce n'était pas pareil. Nous, on le faisait pour pouvoir s'en sortir. (Ibrahim/11/2008)

Il faut marcher bien avec les gens, même dans le business, soit droit. Si tu n'es pas droit dans la vie, il va t'arriver des problèmes. (Aman 5/08/ 2009)

Pratiquer l'économie de la rue signifie aussi ne pas « se faire avoir par le système » qui maintient les plus pauvres dans leur condition.

TU AVAIS TOUTE TA COMPTA DANS TA TÊTE ?

Ha toujours, ha oui, ça c'est une erreur très grave, sinon tu te mets dans un troupeau, et comme dit l'autre, t'es un « TBTMTF » : Tu Bosses, T'es de la Merde et Tu te la Fermes. (Aman 5/08/ 2009)

2.2. Représentations à propos de la Société

Les jeunes tout autant que les adultes constatent qu'aujourd'hui il existe un déficit de confiance dans l'avenir. Le sentiment de ne pas être accompagné vers l'âge adulte est récurrent pour les deux générations. Ils décrivent un cumul de discriminations du fait d'être issus de l'immigration, d'habiter dans un quartier pauvre, de ne vivre leur scolarité qu'à travers l'échec et l'exclusion. Les quartiers pauvres, et les emblématiques cités HLM dans leur régulière conformité et ressemblance les unes aux autres, sont perçus comme une preuve de leur enfermement social. Ainsi beaucoup reprochent à l'État de les avoir « parqués là » et dénoncent de n'avoir pour tout horizon que des murs et des paysages urbains monotones. Ils légitiment le fait d'enfreindre la loi par le fait que les règles de la société ne servent pas à améliorer leurs conditions d'existence, mais à reconduire les plus riches dans leurs privilèges. On ne peut, selon eux, accéder à un travail digne que « par piston ». Ils considèrent que leurs chances de s'enrichir, d'exercer un métier valorisant, d'accéder à la propriété, de fonder une famille, ou même de survivre, sont très minces du fait de cette situation. C'est un constat teinté d'amertume qui les amène à accuser la société de continuer à rejeter sa population immigrée et de perpétuer l'ostracisme dont leurs parents ont été victimes. Tous les paliers vers l'égalité et l'accès aux richesses ne fonctionnant pas, ils estiment qu'il n'y a qu'une valeur que cette société reconnaisse : l'argent. L'école ou le travail ne peuvent leur fournir cet argent, alors ils vont chercher par tous les moyens à l'acquérir pour s'offrir les biens qui vont les faire accéder à ce qu'ils estiment être la normalité. Selon eux, l'économie de la rue est « l'effet

secondaire du système» et « un faux problème ». Cette vision ne témoigne pas seulement d'une conception matérialiste du monde mais aussi d'une demande de reconnaissance qui passe par l'acquisition, par tous les moyens, et peu importe lesquels, des signes de la richesse. Le travail n'offre aucune gratification, ni matérielle du fait des salaires trop bas, ni symbolique, du fait de l'humiliation à endosser le statut d'ouvrier de leur père. Les enfants de parents immigrés portent en eux l'échec de l'espoir d'une vie meilleure que leurs parents avaient projeté pour eux.

Certains voient leur situation sociale comme un continuum de la situation géopolitique mondiale en agrégeant pêle-mêle les discriminations que subissent les Maghrébins de France, le conflit israélo-palestinien et le terrorisme d'Al Quaïda. Citant le titre du rappeur Rohff, l'un d'entre eux affirme qu'ils sont une « Génération Sacrifiée ». Selon Aman, quand on demande aux jeunes ce qu'ils veulent faire plus tard, ils répondent « policier ou voleur » : cela est dû, selon lui, aux séries télévisuelles qui présentent un monde binaire. Lui affirme avoir compris « qu'il n'y a pas que ça et que sans argent, on peut résister ».

L'argent apparaît donc, pour la majorité des jeunes rencontrés, être le seul régulateur possible des tensions sociales et le seul moyen pour effacer les problèmes dus aux inégalités de classe ou d'origine ethnique.

Les adultes qui ont pratiqué l'économie de la rue et en sont sortis pointent du doigt les difficultés qu'ont toujours les personnes issues de l'immigration à se faire une place dans la société française : « on a trente ans de retard sur ce sujet ». L'un d'entre eux affirme qu'en France, nous portons des « lunettes noires » c'est ainsi qu'il traduit le terme Anglo-Saxon « Color-blindness », qui signifie de refuser de voir que les gens peuvent être issus de différentes origines ethniques. Selon lui, en Europe, il y a des pays qui absorbent mieux leurs immigrés, comme l'Angleterre, la Suède et la Scandinavie. En France, dit-il : « on ne se pose pas les bonnes questions » et quand « les cités ont brûlé, c'était un signe de la dangerosité de ce phénomène et qu'en France, on est au bord du ravin ». Il prédit aussi que, bientôt, des murs de sécurité vont être construits pour séparer ces nouvelles « classes dangereuses » du reste de la population. Selon lui, en Angleterre, de l'argent a été attribué pour régler le problème des jeunes issus de l'immigration et des quartiers populaires, tandis qu'en France, du fait d'un manque de contrôle, les subventions pour les banlieues ont été mal utilisées.

Sur la question de l'immigration, selon lui, en France, le problème de l'assimilation des immigrés devrait être réglé en une génération, alors que là « cela fait cinquante ans que cela dure ». Signe de cette situation selon lui : « les Noirs et les Arabes » occupent les emplois les plus précaires et il n'y a pas de représentants politiques issus de ces populations. De plus, les pauvres ont un pouvoir

d'achat très faible et se nourrissent mal : les produits que l'on trouve dans les supérettes sont certes peu chers mais n'ont aucun goût à son avis. De fait, les enfants ne se nourrissent pas bien et ont des problèmes de développement. Toujours, selon lui, les associations peuvent faire beaucoup de choses et la population peut s'organiser indépendamment de l'État. Ce qui manque à nos dirigeants « pour résoudre le problème des banlieues », c'est la « bonne foi », c'est-à-dire une gestion plus sociale des quartiers. Nombreux sont les jeunes qui ont dénoncé les discriminations envers les plus pauvres.

MAIS COMMENT, TOI, TU TE PROJETTES DANS L'AVENIR ?

Mais nous, on ne se projette pas dans l'avenir, on n'a pas de perspective d'avenir. Tu veux qu'on se projette comment ? On ne se projette nulle part nous. Quel avenir on a ? On n'a pas eu d'enfance, comment veux-tu qu'on pense à avoir une vie d'adulte ? On n'a pas été aidé nous. Nous, on est né avec rien. Nous, on est né et à notre naissance, on nous a dit : « Et bien tiens, débrouille-toi. Voilà, tu vas manger et boire jusqu'à tant et à partir de là, il faut que tu fasses quelque chose de ta vie...

MAIS QUOI ?

Ha, il faut que tu fasses quelque chose de ta vie, mais ce n'est pas parce que tu fais quelque chose de ta vie que forcément tu seras heureux.

COMMENT ÇA ? JE NE SERAIS PAS HEUREUX, POURQUOI ?

Parce que c'est comme ça. Et bien, c'est la vie.

ET C'EST QUOI LA VIE ?

Et bien c'est la société.

ET FAUT FAIRE QUOI DANS LA SOCIÉTÉ ?

Dans la société, il faut suivre ses règles.

ET SI JE SUIS SES RÈGLES, JE VAIS ALLER MIEUX ?

Et bien, non. Ce sera encore pire, ils vont te demander des impôts, des taxes...

HA, COMMENT JE FAIS POUR M'EN SORTIR ?

Tu as une autre solution mais elle est risquée... [...]

Surtout que depuis qu'on est petit, on nous baratine avec « liberté, égalité, fraternité » mais il n'y a rien de tout ça. On est libre de faire quoi ? De zoner dans le quartier ? Même quand on va se promener à Paris, sans argent, on se fait contrôler sans arrêt : « vous faites quoi ici ? Vous n'êtes pas chez vous ! » Ils nous font ressentir qu'on n'est pas chez nous. On vit dans un monde de... à l'heure actuelle chez nous, comme partout en France, le racisme... On vit dans un nouveau système de racisme. Le racisme, ce n'est pas la couleur, le visage ou quoi que ce soit : c'est la situation sociale. On est raciste du pauvre, on n'aime pas le pauvre. Voilà. [...] Tu vois, donc voilà. À partir de là, chacun fait ce qu'il a à faire, comme je te l'ai dit et répété. On vit dans un État de... On est délaissé. On est délaissé. Même ici, on voit qu'entre les gens, quand ils grandissent, on voit que c'est l'argent qui règne. Même entre nous, c'est l'argent qui règne. Le respect, c'est celui qui a le plus d'argent. On va mieux parler à celui qui a le plus d'argent. C'est toujours l'argent. Tout revient toujours à l'argent. On vit dans une société de consommation et pour consommer, il faut avoir de l'argent. Et on n'en a pas donc on ne peut pas consommer, donc on ne peut pas vivre dans cette société. Donc voilà, ça pète. (Samir 22/10/2008)

Interrogés sur les associations qui leur sont dédiées, les jeunes ont critiqué, surtout sur Paris, le manque de moyens pour partir en séjour, ainsi que le fait que les activités proposées soient déconnectées de leurs besoins. Elles concernent en effet essentiellement la culture et le divertissement et non la recherche d'emploi ou le financement pour l'obtention du permis par exemple. Les jeunes ont par ailleurs critiqué les difficultés d'accès aux structures de loisirs (sportives par exemple) et des activités peu abordables et dont la sélection des personnes pouvant en profiter manque de transparence.

2.3. Représentations sur l'État

L'État est sur le banc des accusés quand les jeunes désignent un responsable de leurs problèmes. Ils lui demandent protection et soutien mais s'érigent contre les taxes et les impôts. L'État aurait délibérément organisé leur relégation sociale et les maintient dans la pauvreté. En outre, il arriverait à profiter tout de même de l'argent du trafic de drogue pour renflouer ses caisses et empêcher les gens de se rebeller car ils peuvent par là encore subvenir à leurs besoins. De fait, l'État est souvent accusé de laisser faire l'économie de la rue. Ces jeunes et ces adultes expriment ainsi un discours paradoxal : ils souhaitent à la fois un État fort et social mais avec une économie libérale dans laquelle chacun peut monter son commerce et travailler sans plus rien devoir à la communauté. L'État qu'ils dénoncent est, au contraire, au service des plus riches et des plus puissants et ne redistribue pas les richesses comme il devrait le faire. Il ne paie pas ses dettes et c'est pour cette raison selon eux que le système de sécurité sociale est en déficit.

Alors que nous, on n'a rien demandé à personne, ce que l'on veut, c'est vivre comme tout le monde : avoir une voiture, une femme, des enfants, avoir un petit pavillon et avoir un travail propre, on ne demande pas plus. On n'a jamais demandé des milliards, nous. On n'a jamais demandé à l'État : donnez-nous des Porches, des Ferrari. On n'a jamais demandé ça à l'État. On a demandé d'ouvrir aux jeunes des perspectives d'avenir et pendant leur scolarité, leur offrir une vie comme tout le monde. On ne demande rien de plus que de vivre comme tout le monde. Parce qu'on ne vit pas comme tout le monde, on vit comme des merdes, des crevures. À croire, qu'on ne mérite rien à la naissance, tu vois. Et voilà, et on voudrait que ça change mais ça ne changera pas. Parce que ça demande beaucoup d'argent. Tu vois, c'est ça le problème. Tout le monde le sait. Parce que pour faire ça, il faut donner de l'argent mais ce qu'ils veulent c'est : « comment on peut faire en sorte que ça aille mieux, sans donner d'argent ». C'est comme si je posais la question : comment je peux étancher ma soif sans boire ? Et bien, non ce n'est pas possible, on est obligé de mettre la main à la pâte. Et bien, non, on ne veut pas mettre la main à la pâte, on préfère mettre des sous dans des armements ou enrichir les riches, tu vois. Avec les nouvelles lois, on les voit les nouvelles lois. Tu crois qu'on est bête ? (Samir 22/10/2008)

On vit dans un monde difficile et moi, je dis que tout est calculé. Il y a précalculé et précalculé, le fait d'avoir mis [la drogue] dans les quartiers, c'est fait exprès, c'est comme les prisons, s'il n'y a pas de délinquants, il n'y a pas de prisons. On pousse les gens à faire des conneries pour pouvoir faire un quota pour amasser plus. Pour moi, l'argent de l'État, l'argent du contribuable, c'est aussi l'argent de tout délit, du business. On saisit admettons, trois kilos dans un quartier, plus de 100 000 euros qui vont aller dans les caisses de l'État. Moi, je n'aime pas le mot blanchiment, parce que c'est trop facile de dire l'argent, il est propre. Non, l'argent, c'est l'argent. Le billet de dix euros, qui était dans la poche du vendeur de sauce ? Il peut atterrir dans ta poche comme dans ma poche. Donc il n'y a pas de blanchiment et l'argent du contribuable plus les impôts, plus les cigarettes, les délits, les saisies et tout ça, ça revient dans les caisses de l'État. L'État c'est la première mafia. C'est un système capitaliste qui pousse les gens à bout. (Ibrahim/11/2008)

L'État nous en veut. Le plus gros délinquant, c'est l'État. Le plus gros délinquant qui mange dans le pain de tout le monde. Ce que l'État fait c'est du racket. C'est du racket et on n'a pas le droit d'en discuter avec lui : tiens je vais te taxer ça et je vais te prendre ça et puis c'est tout. L'État est encore plus violent que la rue. C'est l'État qui fait les guerres. On dit que la violence ne résout rien, mais pourquoi vous avez la bombe nucléaire ? Pourquoi vous avez des armées ? Pourquoi vous investissez dans des armes militaires ? Non, je ne dis pas que tu es l'État mais là, tu représentes l'État en l'occurrence. Tu me poses des questions, je te

réponds. C'est quoi le problème ? Parce que le problème, c'est qui, qui l'a posé ? C'est l'État qui l'a posé. Parce que, aussi, la délinquance est un fonds de commerce, pour eux aussi. Hé, ici, on en a plein dans la tête, c'est ce qu'ils ne savent pas. C'est ça qui m'énerve, parce qu'eux, quand ils parlent de légaliser la consommation de cannabis : tu crois vraiment que s'ils ne voulaient pas arrêter tout le monde, ils ne les arrêteraient pas ? Ils peuvent mettre des flics partout s'ils le veulent, ils en ont les moyens. Mais ils savent très bien que s'ils enlèvent aux pauvres ce qui ramène de l'argent, c'est là que ça va péter, tu vois. Si maintenant, tu vois toute la cité là, bon maintenant ça va, ils gagnent un peu de sous, tu vois, ça les fait fermer leur gueule, ça laisse les gens tranquilles, c'est pour ça qu'il n'y a pas de violence, il n'y a rien. Parce que là, ils ont de quoi manger. Si tu leur coupes ce business-là, tu vas voir, ce sera Sarajevo ici. Et la violence gratuite, elle sera multipliée par cent. Pourquoi ? Parce que les jeunes seront fâchés. Et tout le monde sait que quand on est énervé, on fait des choses qu'on n'aurait pas voulu faire. Sauf que là, ça va durer 24 h sur 24 et 7 jours sur 7. Pourquoi ? Parce qu'ils auront détruit des hommes mentalement. Ils auront enlevé la dignité d'un peuple qui est fier. Tu vois, ce n'est pas comme ça, ce n'est pas comme ça. On est expulsé de tout. (Samir, 22/10/2008)

Bon, il y a le business, le système et le travail. [...] Mais aujourd'hui, tu ne peux pas demander aux gens : « reste tranquille mais tu n'auras pas d'argent ». Aujourd'hui tu n'as pas d'aide parce que tu n'as jamais travaillé et pas assez pour avoir des aides, il fait quoi le mec en attendant : il regarde les autres manger, boire et il ne mange pas, il ne boit pas ? Après il ne paye pas son loyer, il se retrouve à la rue et il fait quoi, ben tout le monde s'en fout. [...] On est en France là, on va dans un autre pays, on est moins imposé. C'est ce que j'ai dit au mec des impôts : regarde-moi bien, tu peux rigoler là, le jour où je suis millionnaire, je quitte ce pays. (Aman 5/08/ 2009)

2.4. Représentations sur la Justice

Beaucoup des jeunes majeurs et d'adultes dénoncent la corruption des politiques et des puissants. La liste est longue des méfaits qu'ils reprochent à l'actuel gouvernement ou aux politiques précédentes concernant les quartiers pauvres. Ces critiques vont du coût exorbitant de la campagne présidentielle aux marchés publics qu'une commune passe avec un constructeur pour la construction d'une route dont ils ne voient pas l'utilité, ainsi qu'à des remarques négatives concernant le prix d'un gilet pare-balles d'un fonctionnaire de police, aux voitures de fonction de la ministre de la justice ou au coût de l'armement pour l'État. Selon eux, cet argent devrait être redistribué pour la jeunesse, dans les quartiers pauvres, servir à revaloriser le pouvoir d'achat ou être distribué directement aux familles. L'un des adultes rencontrés affirme qu'il ne leur faut que des avocats de « bonne foi » (ce terme revient plusieurs fois lors de l'entretien) pour appliquer la loi et qu'ainsi il y aura un peu plus d'égalité pour les jeunes issus de l'immigration.

De fait, la prison n'est pas perçue comme dissuasive au regard de la souffrance causée par la pauvreté. Ainsi, l'un des jeunes affirme : « en prison, on est garanti d'avoir une gamelle ». Tandis qu'un autre dénonce une justice « à deux vitesses ».

C'est comme si. Tiens je vais prendre un exemple : il y a ton fils, il tape quelqu'un, tu le tapes en expliquant qu'il ne faut pas taper. Tu veux qu'il comprenne quoi, il ne va rien comprendre le type, qu'est-ce que tu veux qu'il comprenne l'enfant. Je te pose la question. Il ne va rien comprendre, Et bien c'est pareil. Comment tu veux qu'on fasse du bien à quelqu'un qui nous fait du mal. Et bien, on ne peut pas, ce n'est pas comme ça la vie, la vie c'est du donnant, donnant toujours. [...]

On fait ce qu'on a à faire... Tu sais. Après, tu sais, il y a le bien et le mal. C'est difficile de dissocier le bien du mal, quand tu ne fais que du mal. C'est celui qui fait le mal qui te demande de faire le bien, c'est incohérent. Donc, ça ne peut pas rentrer dans la tête des gens. (Samir 22/10/2008)

Nous, on est très justice finalement, en tout cas, moi, personnellement et je le fais savoir à tout le monde, je ne suis pas quelqu'un qui est contre la justice, absolument pas. Je suis plutôt avec la justice mais la vraie justice, pas la justice... facile à dire. Je sais qu'ils inculpent des gens parce qu'il est noir, parce qu'il... Il y a des délits de faciès... Ce n'est pas que parce qu'il a fait la bêtise, cela aurait été un petit blanc sur une certaine bêtise, un petit blanc, on lui aurait dit : « fais ça ». Moi, j'ai vécu cette expérience, on s'est fait attraper à quinze, on m'a emmené, séparé dans un bureau et il a essayé de me parler : « voilà, si tu veux sortir... » Pourquoi ça ? Quand j'étais plus jeune, je ne sortais qu'avec des Beurs et des Blacks et j'étais pratiquement le seul aux yeux bleus, pratiquement le seul. Alors on venait comme ça au commissariat, me voir, pensant que.... Donc, il y a un délit de faciès. Ça, c'est important. Parce que c'est ça qui domine en partie, les jugements des gens. Tu mets un barbu à la télé, on va dire: l'Islam, alors que ce n'est pas vrai. Qu'est-ce que c'est que ça. Tu imagines les opprimés. On est opprimé. (Aman 5/08/ 2009)

Je trouve que c'est trop cliché, quand on dit délit, on voit direct le jeune de banlieue, donc cela ne m'intéresse pas. Alors que délit ça peut être pour tout le monde, même le président, il est dans le délit. De vouloir mettre des pressions, de dire : « voilà ma paye est de tant, je l'augmente de tant ». Quelque part, c'est un petit délit aussi. Je n'aime pas ce mot-là, c'est trop mettre un mot sur le dos d'un groupe, quand on dit délit, on dit jeunes de banlieue. (Ibrahim/11/2008)

2.5. Représentations sur la Police

Alors que les jeunes ou les adultes tenaient des discours politiques ou tout au moins critiques sur leur condition sociale, ils n'ont pas été aussi virulents que l'on aurait pu s'y attendre envers la police. Pourtant ont été dénoncés les multiples contrôles d'identité, l'excessive présence des agents et parfois même des pratiques en dehors de toute légalité de la part de ces derniers : par exemple, la violence physique disproportionnée, les insultes, la confiscation du cannabis ou de l'argent ou le fait de déposer de la drogue dans les affaires pour faire du chantage. Cependant, ces jeunes décrivent toutes ces atteintes à leurs droits comme une donnée parmi tant d'autres de leurs mauvaises conditions de vie. Pour plusieurs d'entre eux, il s'agit seulement de rapports de force³, à la différence que les agents de police sont revêtus d'uniformes qui les protègent et dont ils se servent parfois pour légitimer leur violence. Un autre jeune affirme que leur situation sociale les rend insensibles à toute répression ou sanction.

En fait, il faut que je t'explique que les flics et les jeunes, c'est un jeu. On est en train de ... Enfin, moi, maintenant, je ne suis plus dedans, à un moment donné, eux, ils rentrent dans le même jeu, le même délire que nous. C'est-à-dire que même moi, actuellement, quand je marche, quand je suis en bas de ma cité, j'ai des confrontations avec eux, parce que ça fait longtemps que je ne traîne plus à cause de la musique et tout.

³ Selon le sociologue André Rauch, ces confrontations avec la police sont significatives d'un malaise de la part de ces jeunes : « Chez ces jeunes, la transgression sert d'identification : occuper un rang dans une hiérarchie des rapports de force leur permet de se singulariser. Ces structures semblent en reproduire de plus anciennes, également contrôlées par les hommes. Mais elles tiennent leur sens de la résistance que des communautés opposent à une société qui les domine et à laquelle leurs membres ne peuvent s'assimiler. Leurs violences sont autant de manifestation de virilité que des transgressions par rapport aux civilités des classes sociales dominantes. » RAUCH André, « Menaces viriles sur les banlieues françaises », in *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours, contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, éditions Autrement 2007, p. 276.

Mais quand je suis en bas avec mes potes, ils sont là... Le discours, c'est que pour moi, ils sont bêtes parce qu'ils rentrent dans un discours bête. Ils ne savent pas qu'on est plus intelligents qu'eux, dans le sens où, ils nous provoquent certes, mais on fait comprendre à la personne qui est flic, que ce n'est pas parce que tu es derrière l'uniforme que forcément, tu te crois au-dessus de tout. Parce que, demain, tu sors de ton service, tu travailles dans la même ville que nous, on y habite, on peut se croiser. Tu travailles dans ton service, c'est

clair qu'à un moment donné ce ne sera plus la même chose. Et moi, je me souviens, quand j'étais jeune, c'est ce que je disais. Je disais : « oui d'accord, tu fais le malin, mais tu es un keuf de telle ville, moi, j'habite cette ville, tu termines ton service donc forcément, tu prends le métro, tu prends la voiture, forcément, tu vas passer devant là où on habite, donc à un moment donné, on va se croiser. Et là, ils réfléchissaient. [...] Et maintenant, j'en croise plein, on se regarde, enfin moi, je les regarde dans les yeux, et ils baissent la tête. Mais par contre, quand ils sont en équipe, ce n'est plus la même chose. Donc c'est... double personnalité. C'est ça, leur problème. (Ibrahim/11/2008)

Quand la police vient, c'est pour arrêter des gens. Pourquoi, il n'y a pas ce dialogue, je n'ai jamais vu de dialogue. Avant il y avait les îlotiers, c'était pas mal parce qu'il y avait du positif là-dedans, parce que les îlotiers étaient là pour faire de la prévention, on montre qu'il y a un uniforme mais avec du respect, même si la rue n'est pas à toi, tu peux faire comme si elle était à toi mais tu sais qu'elle n'est pas à toi quand même, c'est l'État mais tu habites là effectivement et il faut respecter. Personne ne vient et ne nous respecte, comment veux-tu qu'on grandisse, nous ? (Aman 5/08/ 2009)

La prison ! Ha ! Mais ça, ce n'est pas pire que ce qu'on vit tous les jours, la prison. Nous, ce qu'on vit, c'est la misère. Nous, ce qu'on vit, c'est voir nos parents pleurer parce qu'il n'y a pas d'argent. Nous, ce qu'on vit, c'est le matin, réveillés par les huissiers. Tu vois, c'est ça qu'on vit. Donc à partir de là, la prison, tu l'emmerdes. Ça ne te dérange pas la prison. Ce n'est pas ça qui va te faire peur. La prison. Surtout que maintenant, plus les générations passent, plus on est doué d'une plus grande intelligence. Donc à l'heure actuelle, les jeunes, ils n'ont pas peur des flics. (Samir, 22/10/2008)

2.6. Représentations sur l'École

Les discours que les jeunes tiennent sur le système scolaire montrent une claire désillusion et une absence de perspective à long terme. Elle est même, selon les jeunes, un instrument de la disqualification et de la relégation sociale. Quand les jeunes ont pu aller jusqu'au bac, ils se plaignent souvent d'avoir mal été orientés. Les filières professionnelles vers lesquelles ils ont été orientés, parfois du fait de leur comportement, les propulsent sur le marché de l'emploi, alors qu'ils n'ont aucune compétence, ni de maturité pour travailler. Les freins à l'emploi comme la discrimination ou le racisme font qu'ils sortent aigris et pleins de rancune pour un système éducatif auquel ils n'ont pu s'adapter.

C'est le cas d'Ibrahim par exemple. Sans aucune motivation parce qu'on l'a orienté en comptabilité, il se retrouve aujourd'hui à travailler dans le domaine culturel. Il dénonce en outre le fait que les professeurs manquent de proximité avec les élèves et que c'est à l'extérieur de l'école qu'il a appris l'histoire de la colonisation et de l'esclavage.

Jusqu'à la troisième après je suis allé au lycée, et ensuite je me suis retrouvé un an sans école, après ils m'ont mis dans un autre lycée, pendant deux ans en BAC PRO secrétariat, j'avais 22 ans et après BEP. Et je me suis dit l'école ça ne paie pas. (Ibrahim/11/2008)

L'exemple de Lounès est significatif de ce parcours vers l'économie de la rue. D'exclusion en exclusion, il s'est retrouvé pratiquement un an sans scolarité, et de délits en délits, il s'est enfoncé dans des conduites délinquantes de plus en plus graves. Bien que sa mère ait déménagé dans une autre banlieue, il revient dans son quartier d'enfance fréquenter ses copains et refuse d'aller à l'école.

Selon un adulte de 37 ans, certains jeunes ont des problèmes familiaux du fait d'être issus de familles pauvres et sont pressés de gagner de l'argent car il leur manque le strict nécessaire (fourniture scolaire, chaussures) : dans ces conditions un enfant ne peut se concentrer sur sa scolarité.

Il y a des bac + 3 qui travaillent à Bac -1. (Kamel, 21 ans)

On nous a fait croire qu'on pouvait réussir. (Samir, 22/10/2008)

On nous dit : " si tu te conduis bien, plus tard ça va marcher pour toi", alors que ce n'est pas vrai [...] Avec un bac pro, les profs nous disent qu'on va trouver du travail alors que c'est faux mais quand on leur dit qu'on veut être artiste, ils nous découragent. [...] Le personnel éducatif manque de proximité avec les élèves, c'est pour cela que les jeunes ne s'y retrouvent pas. [...] On m'a orienté en Bac Pro parce que je foutais le bordel. C'est en dehors de l'école que j'ai appris l'histoire de la colonisation et de l'esclavage. (Ibrahim/11/2008)

2.7. Demandes et préconisations des jeunes

Des jeunes sortis de l'économie de la rue ou en voie de l'être peuvent s'investir au niveau local et auprès des plus jeunes. Ils ont une connaissance fine de leur quartier. De plus, certains ont acquis des "savoirs pratiques" dans l'économie de la rue qui peuvent être utilisés dans un travail légal, comme des aptitudes au management ou un goût pour le commerce. D'autres ont un charisme qui peut être mis à profit dans un groupe de jeunes.

Interrogés sur leurs demandes explicites concernant des solutions concrètes pour sortir les jeunes de l'économie de la rue, les plus nombreux ont refusé des solutions individuelles ou visant un groupe particulier mais ils sont allés vers des propositions de changement pour l'ensemble de la société. Cela concerne par exemple l'augmentation des revenus minimum ou des bourses d'études plus élevées.

MAIS QU'EST-CE QU'IL FAUDRAIT ?

Qu'est-ce qu'il faudrait faire ? Augmenter les bourses, augmenter le RMI, donner plus de moyens partout, c'est ça RMI, ça veut dire quoi : revenu minimum d'insertion mais qu'est-ce que tu me parles de revenu minimum d'insertion, c'est du foutage de gueule, ça. Revenu minimum mais qui veut se contenter du revenu minimum franchement dans ce monde, dis-moi. Qui veut du minimum ? Mais personne ne veut le minimum, déjà les gens qui ont beaucoup, ils en veulent encore plus. Mais tu veux nous parler à nous de minimum, franchement. Mais ne vous foutez pas de notre gueule putain, vous nous prenez pour des cons. Donnez-moi un truc normal ! Donnez-nous un revenu d'insertion tout court. Donnez de l'argent, vous allez voir que le monde ira mieux. Il ne sera jamais parfait parce qu'on vit dans un monde où l'homme, il est mauvais à la base. On vit dans un monde depuis Adam et Ève où l'homme est mauvais donc il y aura toujours des guerres

partout. Car il y aura toujours des bâtards, des enfoirés, des enculés. Si je peux me permettre d'insulter parce que c'est les seuls mots qui valent. Maintenant c'est vrai que la France est moins pire comparée à d'autres pays mais moi, je n'en ai rien à foutre que ce soit moins pire. Moins pire que quoi, je n'en ai rien à foutre, je ne suis pas là pour comparer je suis là pour vivre, je n'en ai rien à foutre des comparaisons. Il y a des gens qui préfèrent crever que de vivre comme ça. Pourquoi les gens se suicident de nos jours, pourquoi ils se tirent une balle dans la tête parce que la vie ne vaut même pas la peine d'être vécue. C'est bien beau de dire aux gens « soit optimiste », mais va voir ce que les gens vivent. Avant de sourire à tout, il ne faut pas être optimiste, ni pessimiste, il faut voir la réalité. Il faut faire des choses concrètes, propres. C'est des vraies briques qu'il faut poser. Ce n'est pas : tu poses une brique, tout le monde voit que t'as posé une brique et tu te casses. Non, mais il faut le construire le mur après. (Samir, 22/10/2008)

3. Les parents et leurs attitudes face à l'inscription de leurs enfants dans l'économie de la rue

Parfois, la responsabilité de l'entrée dans l'économie de la rue est rejetée sur les parents par certains politiques. Le cas de Leïla, mère de Lounès, montre que ce type de situation peut être plus complexe: malgré tous ses efforts et toutes les démarches que sa mère a entreprises, le fils s'enfonce dans l'illégalité et dans la marginalité.

Pour analyser ce cas, nous avons à notre disposition un triple éclairage : celui des professionnels, celui de Leïla elle-même à travers de nombreux entretiens et discussions informelles ainsi qu'un entretien mené avec son fils. Cela nous permet de dessiner un tableau complet des difficultés de cette famille, difficultés aussi bien sociales, que scolaires et affectives.

Le cas de Valérie est bien différent de celui de Leïla par la position qu'elle tient sur l'économie de la rue et montre toutes ses difficultés à élever ses enfants et à leur proposer des alternatives au monde de la rue.

Enfin, le cas de Maria nous apporte des éléments sur la souffrance de vivre avec un ancien braqueur tenaillé par le désir de gagner de l'argent rapidement et d'être invariablement insatisfait de sa situation.

3.1. Leïla et Lounès : mère et fils en prise avec l'économie de la rue

Ce cas est emblématique de l'entrée dans l'économie de la rue car on y trouve tous les « ingrédients » qui « fabriquent » un délinquant : un jeune, exclus de l'école, aîné de sa famille et dans une position difficile vis-à-vis de celle-ci avec des parents qui se disputent lors d'un divorce, un père absent et alcoolodépendant, et une mère en prise avec des contraintes familiales lourdes.

Par ailleurs, ce jeune adhère faiblement aux règles scolaires et son comportement lui vaut des exclusions dans tous les trois collèges où il est affecté. Il connaît alors des périodes sans scolarité extrêmement longues, périodes augmentées du fait des délais longs (trois mois) pour le passage en commission d'affectation au rectorat et d'un accompagnement de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) qui tarde à se mettre en place (six mois entre la décision judiciaire et le premier entretien). Pendant cette période, Lounès, commet des actes de plus en plus graves. Sa mère, Leïla, condamne les activités illégales de son fils et a su prévenir rapidement les structures pouvant l'aider telle qu'une association pour la jeunesse. Cependant, ses entretiens avec l'Aide Sociale à l'enfance (ASE) ou avec la juge chargée du dossier de Lounès, ne portent pas les fruits escomptés. Dans le premier cas, elle ne donne pas prise en taisant certaines informations et dans le second, elle n'arrive pas à convaincre son fils d'adopter le comportement adéquat à une audition devant un juge. Elle-même sort tout juste d'une procédure de divorce longue et coûteuse, et peine à s'affirmer devant sa famille tout en assurant le quotidien avec un salaire à peine suffisant. C'est un accompagnement global de la famille qui serait nécessaire, aussi bien en ce qui concerne la scolarité (les frères cadets éprouvent aussi des difficultés) que sur le plan psychologique et social. Un éclairage de ce cas à travers les entretiens menés avec la mère, le fils et son frère, ainsi que l'association qui les suit (chef de service et éducatrice), nous montre que, si un jeune concentre sur lui toute l'attention de par son comportement à l'école et ses activités délictueuses, c'est en fait tout son environnement qui dysfonctionne qui devrait être pris en compte.

Le cas de Lounès : la progressive entrée dans l'économie de la rue

Leïla est mère de quatre garçons et est divorcée. L'aîné, Lounès, 15 ans, fait son entrée dans l'économie de la rue comme guetteur ; il exécute aussi certaines « commissions ».

Lounès vit dans un quatre pièces avec sa mère et ses trois frères, et depuis peu son oncle, sa tante et leur enfant les ont rejoints. La grand-mère est venue un temps habiter avec eux. Son oncle vend du cannabis mais il ne veut pas que son neveu traîne dans la rue. Pour Lounès, se sont mobilisées les structures suivantes (ordre chronologique) : un service de prévention spécialisé, la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), une juge spécialisée pour enfant et le Centre d'Action Educative- Protection Judiciaire de la jeunesse. À l'issue d'une réunion pluridisciplinaire, une AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert) a été proposée à Lounès qui l'a refusée. Il faut savoir que l'ASE considère que l'adhésion du jeune est une condition première pour cette mesure.

La succession chronologique des faits montre l'ascension vers des actes de plus en plus graves, qui correspondent avec les difficultés qui surviennent dans sa famille et les périodes où il se trouve déscolarisé et sans aucune activité.

En 2007, à 13 ans, Lounès a subi une bastonnade par d'autres jeunes devant son collègue qui a été filmée avec un téléphone portable. Comme l'appareil n'a pas enregistré la première fois, les agresseurs ont recommencé à le frapper pour pouvoir filmer la scène. Il « décroche » après le premier trimestre de la cinquième.

Il coupe des antivols de vélo pour « les grands », pour cela il est toujours équipé d'une pince dans son sac.

En mai 2008, il est repéré dans la rue par l'équipe de prévention spécialisée qui entre en contact avec lui.

Juin 2008 : La mère de Lounès, Leïla, demande conseil à l'équipe « prévention/sécurité » car Lounès a toujours une pince dans son cartable afin de briser les antivols des vélos. Cette équipe l'oriente vers une structure de prévention de son quartier.

Juin-juillet 2008 : Lounès passe les deux mois d'été chez sa famille en Kabylie.

2008 : Lounès est exclu de deux collèges pour violence verbale et défis envers l'autorité. Il fait partie d'un groupe violent pratiquant le racket, agresse un enfant de 13 ans. Comme l'enfant refuse de se plier au vol, il le tabasse et lui casse un genou. Les parents de la victime portent plainte.

En octobre 2008 : Lounès est de nouveau exclu pour vol de la carte bleue et du portable d'une professeure et pour absentéisme.

Novembre 2008 : première sortie de Lounès avec son père (karting) depuis le divorce de ses parents il y a deux ans ; depuis cette sortie, Lounès évite son père.

De septembre 2008 à mars 2009 : conduites à risques de Khaled (fils de Leïla, 10 ans): pistolet à billes, jeu du foulard, couteau à beurre emporté à école pour « tuer » une mère de famille, énurésie (« pipi au lit ») depuis 9 ans jusqu'à ce qu'il en parle avec une éducatrice, selon les propres termes de l'enfant. Depuis une discussion de l'éducatrice avec Leïla, Khaled ne dort plus avec sa mère.

De novembre 2008 à mai 2009 : Lounès n'est plus scolarisé.

Janvier 2009 : Lounès vole un GPS (audience en mars 2009) avec deux autres enfants.

Mars 2009 : Lounès vole un scooter (audience en avril 2009).

Mai 2009 : Le père de Lounès retrouve du travail (garagiste) (CDD de deux mois). Lounès accepte d'aller à l'école contraint par la violence de son oncle qui l'a battu à coup de ceinture mais il ne tient que deux jours et continue de faire le guetteur le soir après l'école.

Son oncle a fait le tour des grands de la cité en disant à chacun d'eux, que Lounès n'était pas un bon client pour eux et que si l'un d'entre eux l'embauchait, il aurait affaire à lui. Lounès ne passe plus ses soirées dehors : il revient vers 20h30 et certains soirs exceptionnellement à 23 h (alors qu'auparavant, il n'était jamais chez lui avant 2 h du matin).

Juin 2009 : L'un des petits frères de Lounès qui a de très bons résultats à l'école mais qui a perdu tous ses cahiers cet hiver manque de redoubler suite à une erreur de l'école. Leïla se bat pour qu'il passe en classe supérieure. Cet enfant se fait railler par ses camarades du fait de ses bons résultats. Selon la chef de service d'une association, il est dépendant aux jeux sur internet et déjoue les protections que sa mère met en place sur l'ordinateur.

Été 2009: Lounès passe les deux mois de l'été 2009 en Kabylie⁴ avec son oncle, sa femme et leurs enfants et ses frères. Leïla et ses fils déménagent dans une autre banlieue.

⁴ Michel Kokoreff note que la mise à l'écart par un séjour au pays est souvent utilisée par les familles maghrébines pour remettre les enfants dans le droit chemin. Cette tentative est souvent vouée à l'échec :

Septembre 2009 : Lounès refuse d'aller dans son nouveau collège, il est tous les soirs dans son ancien quartier.

En octobre 2009 : le frère vient s'installer chez sa sœur avec sa femme enceinte.
La grand-mère aussi habite dans le foyer

L'entourage de Lounès

J'ai beaucoup entendu parler de Lounès avant de le rencontrer : par sa mère qui a accepté tout de suite de répondre à mes questions et par l'association de prévention du quartier qui suit la famille. La mère ne parle que de son fils parce qu'il a des conduites délictuelles mais elle n'a jamais abordé avec moi le fait que ses deux autres fils ne vont pas bien (sauf parfois en usant de termes euphémisants). En effet, ils ont des pratiques à risques (autostrangulation) ou se mettent en échec à l'école. L'un d'entre eux est par contre la risée de ses camarades à l'école car il travaille bien. Cet hiver, il a perdu tous ses cahiers.

Son fils aîné commence à se désintéresser de l'école dès la cinquième. Un peu plus tard, sa mère contacte l'équipe de prévention spécialisée car elle s'inquiète du fait qu'il porte toujours une pince-monseigneur dans son sac pour briser les chaînes des vélos. Cette équipe l'oriente vers l'association qui s'occupe de la jeunesse dans le quartier. Elle et ses enfants seront suivis par une éducatrice et un psychologue. Lounès commet des délits de plus en plus graves, se fait exclure des collèges. Pendant toute cette période, il refusera de voir son père. Ses parents ont en effet divorcé en 2004 à la suite de nombreuses disputes. Le père de Leïla a eu du mal à accepter le divorce et lorsque Leïla lui a demandé de l'aide, il lui a dit qu'elle n'aurait pas dû divorcer (il s'agit de la version des faits de Leïla bien entendu). La directrice de l'association qui les accompagne m'explique que pour Leïla, revoir son ex-mari était difficile car il avait été violent. Un jour, elle avait même dû appeler la police. Le domicile de sa femme lui est désormais interdit. Elle ne lui laisse donc pas beaucoup de place pour remplir ses fonctions de père, mais quand il le fait, elle critique ses choix : par exemple les enfants se sont plaints des sorties qu'ils faisaient avec lui, car il les emmenait juste au square du quartier.

En septembre 2009, Leïla attendait qu'un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) soit nommé pour suivre Lounès qui ne va plus à l'école et retourne travailler.

Elle n'a pas de problèmes d'autorité avec lui puisqu'elle affirme que si elle lui demande de rester à la maison, il lui obéit, mais il est extrêmement désagréable et frappe ses petits frères. Si elle ne lui

demande pas⁵, c'est qu'elle considère que la place d'un garçon de bientôt seize ans n'est pas à la maison (celle-ci étant le domaine des femmes et des enfants pré pubères).

Le parcours de Leïla est marqué par la soumission à ses parents et aux traditions maghrébines. En effet, à dix-sept ans, son père l'envoie, ainsi que sa sœur, en Algérie, afin qu'elles puissent profiter d'une éducation musulmane et éviter ainsi les tentations du monde occidental. Privée de toute scolarité, et après avoir pleuré pendant deux ans, le mariage lui apparaît comme unique porte de sortie, et la préparation de la fête, lui fait oublier ce qu'elle a souffert. Elle se marie à dix-neuf ans avec un cousin qui lui plaît. Elle se rend immédiatement après le mariage au consulat d'Algérie afin qu'on lui refasse les papiers qu'on lui avait confisqués. Visiblement cette demande est courante car la démarche se fait rapidement. Elle rentre en France enceinte et le couple s'installe chez ses parents où son frère cadet habite encore.

Elle me dira que son frère a aussi beaucoup souffert de la séparation avec ses sœurs mais elle lui reproche le fait qu'il n'a pas suivi l'école alors qu'il en avait la possibilité. Aujourd'hui, il vit du trafic de cannabis. À la suite de plusieurs formations en bureautique, secrétariat et informatique, elle trouve un emploi de secrétaire dans un grand groupe de téléphonie mobile. Cependant, son mari semble décidé à s'amuser, il sort tous les soirs et sombre peu à peu dans l'alcool. Leïla se retrouve en fait à élever seule ses quatre enfants. Elle se décide, après deux ans de discussions avec sa famille qui s'y oppose, à demander le divorce. Une fois celui-ci prononcé, sa belle famille lui donnera raison. Une fois divorcée, c'est son frère qui vient souvent chez elle et impose ainsi peu à peu une tyrannie sur sa sœur. Cette cohabitation ne plaît pas du tout à Lounès comme il me le dira lors d'un entretien.

La première fois que je lui ai parlé, j'étais au pied d'un immeuble avec un groupe d'adolescents dont Lounès fait partie, quand son père arriva pour ramener ses petits frères. Il est à quelques mètres de Lounès qui ne fait pas un geste pour aller le saluer. Discrètement, les jeunes font des blagues sur le père de Lounès visant son alcoolodépendance ; les rires et les insultes fusent, à

⁵ En 1966, Germaine Tillon faisait déjà ce constat du statut spécial de l'aîné dans les familles maghrébines sans pour autant les stigmatiser : « A travers tout le Vieux Monde, au nord et au sud de la Méditerranée, l'observateur contemporain peut ainsi recueillir d'antiques coutumes originales qui se ressemblent, et l'ont peut ainsi rencontrer un peu partout des hommes qui eurent dans leur famille une certaine position assez périlleuse au point de vue psychique : celle d'aîné. Ce petit bonhomme que ses cadets traiteront comme un personnage, que son père par pudeur n'osera pas embrasser devant un membre âgé de la famille, qui sera adulé par sa mère, sa grand-mère, ses tantes, ses sœurs, s'il n'a pas une très bonne nature, deviendra facilement insupportable » (p.111-112) Ou encore : « Il ne faut pas se hâter de parler de régression, car l'Algérie est un pays jeune et le poids du nombre appartient à des garçons de moins de vingt ans dont la plupart, à cause de la guerre, ont été élevés par leur mère. Or les mères algériennes se font un devoir de battre leurs filles, pour les habituer à la soumission, mais elles ne contrarient *jamais* leur fils. Ce type d'éducation ne donne pas nécessairement des « blousons noirs », du moins dans les campagnes, mais par contre, dans les grandes cités et les faubourgs populeux, combiné avec l'exemple de la rue et l'absence du père, il a produit les résultats qu'on en pouvait attendre : c'est pour éviter les grossièretés des gamins que dans beaucoup de villes algériennes les femmes ont repris le voile ». TILLON Germaine, *Le harem et les cousins*, Paris, édition du Seuil, (1966), 1975, p. 207-208.

peine chuchotés entre eux. Lounès a l'air un peu gêné, ne sachant que faire ; dans un premier temps, il mime l'indifférence, puis il est de plus en plus mal à l'aise. Alors que je ne lui avais jamais parlé directement jusque-là, je lui suggère d'aller dire bonjour à son père : il s'exécute immédiatement comme s'il était soulagé d'en avoir reçu l'instruction. Quand il revient, il me regarde différemment et à ce moment, je sais qu'il acceptera l'entretien.

Un jour, alors que la mère de Lounès doit payer une amende pour un vol qu'il a commis, celui-ci lui propose de s'en acquitter. Elle refuse en lui disant qu'un enfant de 15 ans n'a pas d'argent. Un autre jour, il lui a offert un billet de cinquante euros qu'elle a brûlé. Quand nous avons rencontré Leïla en novembre 2008, son fils était sollicité par les autres jeunes pour faire de l'économie illégale mais il ne répondait pas aux demandes. Quelques mois plus tard et malgré les coups de ceinture de son oncle, il passe toutes ses soirées en bas des immeubles de son ancien quartier.

Leïla arrive à 37 ans dans une complète indépendance : elle est parvenue à se défaire de son mari, de sa famille et du quartier. Cependant, la rencontre avec une personne de l'Aide Sociale à l'enfance ne lui inspirera pas confiance (elle l'a trouvé froide et distante) et de fait, elle ne racontera pas à cette personne l'ensemble de sa situation. C'est vrai qu'il n'est pas évident de raconter toute sa vie à quelqu'un que l'on voit pour la première fois. On se rend compte également que l'attitude de Lounès concentre toute l'attention sur lui parce qu'il commet des délits, alors que les souffrances de ses frères « moins graves » ne seront pas abordées par Leïla. Ainsi, les personnes qui connaissent le mieux sa situation sont les éducateurs de l'association parce qu'ils voient les enfants dans des temps périscolaires, savent ce qui se passe à l'école et accompagnent la famille dans des moments de la vie quotidienne. Lorsque Leïla me parlait de son fils, j'imaginais un jeune homme déterminé, un peu en avance sur son âge car sachant déjà ce qu'il voulait. C'est ainsi qu'elle me l'a décrit. Les relations entre la juge et l'enfant ont par ailleurs été difficiles, notamment en raison d'une attitude et d'une tenue vestimentaire inadéquates adoptées par l'enfant lors de sa confrontation avec la juge, cette dernière n'ayant pas manqué de le lui faire remarquer.

De même, le portrait que me dressait l'éducatrice d'un jeune engagé dans des délits qui vont crescendo en termes de gravité confirmait cette préconception avant notre premier entretien. Or rien de tout cela n'a correspondu lors de ma rencontre avec ce garçon de 15 ans, en surpoids, timide, toujours enfourchant un vélo et qui demandait quand aurait lieu la prochaine sortie en karting.

Alors que Leïla maîtrise parfaitement les services sociaux et sait obtenir ses droits, elle ne comprend pas en quoi consiste l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) qui a été prononcée selon elle en raison de la conduite délictuelle de son fils, mais aussi parce qu'il subit des violences de la part de son oncle. Personne n'a informé Lounès de ses droits contre la violence. Les adultes

autour de Lounès n'offrent pas un cadre structurant, soit parce qu'ils se battent eux-mêmes avec leurs propres difficultés (besoin d'émancipation de la mère, fragilité du père), soit parce qu'ils exercent leur autorité de manière violente et arbitraire (l'oncle, la police), soit parce que ce n'est pas leur rôle (professeur) ou alors qu'ils ne connaissent pas l'entière situation de la famille (la juge, l'éducatrice de l'ASE). De fait, aucun adulte n'a dit à cet enfant que son oncle n'avait pas le droit de le frapper et qu'il existait des moyens de le protéger contre cette violence.

Dans un cas comme celui-ci, des temps de rencontres entre différents professionnels amélioreraient l'accompagnement.

3.2. Valérie : le déni face à l'économie de rue

Ce cas est emblématique du parent qui est dans le déni que ses enfants puissent appartenir à l'économie de la rue et qui se défie de toute aide.

3.2.1. Un moment de crise dans sa vie pour elle et pour ses fils

Infirmière, 39 ans, française d'origine guadeloupéenne, Valérie travaille de nuit en CDI, et vit avec ses deux fils : Jacques et Simon de 16 et 17 ans, qui font leur entrée dans l'économie de la rue et passent leurs soirées à l'extérieur, en bas de l'immeuble. Le décès d'un jeune dans le quartier lui fait prendre une décision: pour que ses fils échappent au monde de la rue, elle va les confier à leur père.

Alors que Leïla va demander l'aide des éducateurs, accepter de rencontrer un psychologue et parler volontiers des problèmes de son fils, Valérie se méfie des travailleurs sociaux en général. Selon elle, ce sont des gens qui n'ont pas réglé leurs problèmes mais qui veulent régler ceux des autres. On retrouve dans son discours la même critique unilatérale que celle des jeunes vis-à-vis de la société : l'État organise « l'endormissement des jeunes » et « le peuple se comporte comme un mouton ». Chez Valérie comme chez les jeunes, le discours consacre le culte de l'individu. Il faut se réaliser soi-même, quitte à ce que cette réalisation implique de ne pas se préoccuper des autres.

Petit à petit, elle a forgé la conviction que pour se réaliser, il fallait s'accomplir à toute force au dépend des autres. À 39 ans, elle s'identifie à son père qui les a quittés lorsqu'elle était jeune car la vie de famille ne lui convenait pas. Débordée par le comportement de ses fils, elle envisage de les confier à leur père. De plus, ses fils, pense-t-elle, n'ont plus besoin d'elle, elle aspire donc

maintenant à faire des projets pour elle, au niveau professionnel, son travail ne lui convenant pas. Elle a besoin aussi de faire le point dans sa vie pour repartir vers autre chose afin d'« épater » ses fils, selon ses propres termes. Ces derniers ne se privent pas pour critiquer ses choix de vie et lui reprochent que les autres profitent d'elle (à propos par exemple de sa famille). Lors de l'entretien, elle me confiera qu'elle trouvait que ses fils avaient raison. Elle traverse donc une crise de confiance dans laquelle ses fils ne lui renvoient qu'une image négative d'elle-même.

Le travail de nuit lui convient car elle « n'est pas du matin ». Elle a fait aussi « le choix » de ne pas travailler plus car cela réduisait son temps libre, ce qui l'amène à ne pas avoir les mêmes objectifs que ses collègues, comme acheter une maison par exemple. Lors de cette période de travail intense ou de travail de nuit, ses fils atteignaient leur quinzième et seizième année et les soirs où elle travaillait, elle leur demandait d'aller chez sa sœur qui habite le quartier. Jusqu'au jour où ils refusèrent et commencèrent à avoir des problèmes à l'école, ce qui mena à l'exclusion d'un collègue de l'un des fils. Ils commencèrent à commettre également à cette période des délits (violence et vols) et elle a dû se rendre plusieurs fois au commissariat pour cela. Elle tentera alors de travailler plutôt au cours de la journée mais cela ne lui convient pas pour les horaires et parce qu'en travail de nuit, il est plus facile d'obtenir des jours de congés en plus des heures de récupération. Finalement, elle se décidera à caler son rythme de travail professionnel sur ses propres besoins.

Ce témoignage expose de manière simple et claire un constat d'impuissance dans l'éducation de ses fils. Elle donne trois explications à ce phénomène. (1) La première réside dans le fait, comme nous l'avons déjà précisé plus haut, qu'elle identifie sa situation à celle qu'elle a vécue étant jeune quand l'absence de son père a commencé à se faire sentir pour elle. (2) D'autre part, en tant que femme, elle a le sentiment qu'elle ne peut plus rien apporter à ses fils. Dans ses représentations, ceux-ci doivent être éduqués dans la « maison des hommes ». (3) Une troisième raison réside dans le fait que toujours selon elle, elle n'offre pas à ses fils un cadre structurant : ainsi, elle ne condamne ni le fait de rester entre jeunes « en bas », nous l'avons dit pour des raisons d'éducation masculine, ni celui de pratiquer le trafic de drogue. Ces deux aspects lui apparaissent comme des formes de révoltes légitimes face à une société qui se laisse dominer par des formes insidieuses de pouvoir, telles que des conditions de travail difficiles, les antidépresseurs et les drogues. Contre ces formes d'oppressions insidieuses, il faut se libérer de toute vision normative et laisser de côté ce que l'on nous a appris. Dans ce sens, la prison est finalement conçue comme un moindre mal. De plus, elle a du mal à reconnaître que ses enfants peuvent commettre des délits. De même, elle minimise leurs difficultés à l'école.

3.2.2. Valérie et sa conception de l'éducation des garçons

Valérie est dans le déni que ses fils puissent appartenir à l'économie de la rue ou même avoir des difficultés à l'école ; elle considère la rue comme un lieu de socialisation masculine dont elle ne mesure pas tous les enjeux. En même temps elle voudrait les sortir du quartier.

Selon Valérie, les garçons d'un certain âge n'ont plus besoin de leur mère. Elle ne supporte pas par ailleurs qu'ils puissent avoir un comportement d'enfants. Elle se sent limitée en tant que femme pour leur éducation et regrette l'absence de père dans leur éducation. Il s'agit d'une représentation non seulement sur l'éducation des jeunes hommes mais aussi sur la responsabilité des familles monoparentales dans la genèse de la délinquance qui est souvent relayée parmi la population, chez certains professionnels ou dans les médias. Or, Laurent Mucchielli montre que, d'une part, le modèle de la famille nucléaire fondé sur le mariage, le travail du père et l'éducation des enfants par la mère ne date que des années 1950. Par ailleurs, citant d'autres recherches francophones et anglo-saxonnes, que les familles monoparentales ne produisent pas spécialement de la délinquance⁶.

3.3. Maria et sa bataille au quotidien contre l'attrait de son mari pour l'argent « facile »

Maria, sur proposition d'une association de quartier, a tout de suite accepté de me raconter son histoire et l'entretien a duré deux heures. Elle vit avec quelqu'un qui a été braqueur et a fait de la prison pour cela. Lui est âgé de 31 ans, cela fait six ans et demi qu'ils vivent en couple, ils ont deux filles.

J'ai 26 ans, je suis issue des quartiers. L'économie souterraine, l'économie de la rue, a toujours existé, même la bricole du dimanche : ça en fait partie. Il y avait toujours un bâtiment dans lequel il se passait des choses, maintenant il y a plusieurs bâtiments où il y a de la drogue et de la prostitution. Je vis avec quelqu'un qui vivait de l'économie de la rue et moi, je suis éducatrice en prévention spécialisée. J'arrive à gérer mais c'est compliqué, il faut de la distance. Si ton mari t'explique, des courses à faire pour les grands, faire la mule de halles en halles, donc je peux comprendre parce qu'il me l'explique, il n'y a pas de profil type, tout le monde peut faire ça : rendre des petits services aux grands. [...]

La première fois qu'il a commis un délit, il n'a pas eu de punition. Il vient d'une famille nombreuse, « habillée par la croix rouge et nourrit par les Resto du cœur ». Le père touchait les allocations familiales mais il n'en faisait pas profiter sa famille et s'est acheté une maison dans son pays d'origine avec. Abdel a demandé à sa mère des baskets parce que les siennes étaient trouées, celle-ci lui a demandé d'aller voir son père car elle n'avait pas d'argent. Son père lui a répondu : « tu as treize ans, tu veux des baskets : tu te débrouilles ! ». À

⁶ MUCCHIELLI Laurent, « La place de la famille dans la genèse de la délinquance », *Regards sur l'actualité*, 2001, n° 268, p. 31-42.

l'école, on se moquait de lui car il avait des trous à ses baskets, comme il angoissait de retourner à l'école ainsi chaussé, il a agressé un enfant dans la rue et lui a pris ses baskets. Selon Maria à ce moment, « il s'est senti fort et ça ne lui a posé aucun problème ». (Maria 27/09/2009)

Son mari était dyslexique : « on savait qu'il n'allait pas faire de grandes études alors sur lui, on ne pariait pas cher, quand tu aimes beaucoup l'argent parce que tu n'en as jamais eu, qu'est-ce que tu peux faire ? » Abdel s'est alors mis à faire des braquages contre des banques et des bureaux de change. Son mari « n'aime pas trop en parler avec [elle], car il ne donne pas cette image de quelqu'un avec une arme ».

Il a eu une première privation de liberté en EPM (centre fermé pour mineurs) à l'âge de 16 ans, ensuite il a été incarcéré pendant cinq ans puis 28 mois en 2003.

Quand il était jeune et qu'il vivait chez ses parents, Abdel emmenait des motos volées dans sa chambre en dépit des reproches de son père qui le battait pour cela. Il a vécu malgré ses mauvais rapports avec son père chez ses parents, car selon Maria « ils ont eu du mal à le lâcher ». En effet, toujours selon Maria, toute la famille profitait de l'argent illégal et sa mère le soutenait dans cette activité au point de cacher du cannabis dans son four ou de lui en apporter en prison afin qu'il continue à « becrave » (faire de l'argent de manière illégale). La première fois que Maria a pris conscience du positionnement ambigu de la mère d'Abdel, c'est lorsque la mère lui a expliqué avec force détails et sans s'émouvoir comment allait se dérouler le parloir : « comme si c'était normal » remarque Maria. Cette mère n'a en effet jamais condamné les activités illégales de son fils. Le seul jour où elle a été troublée, c'est lorsqu'elle a rencontré un commissaire dans la rue qui lui a affirmé qu'il ne partirait pas à la retraite sans avoir remis son fils en prison. Selon Maria, les belles sœurs ont pris conscience, l'âge venant, qu'Abdel était une sorte de « sacrifié de la famille ». La mère d'Abdel l'encourageait à gagner de l'argent dans l'économie parallèle et toute la famille était complice, à tel point que la nuit, ils venaient prendre de l'argent dans son sac.

Quand Maria a rencontré Abdel, elle ne se doutait pas qu'il avait des activités illégales. Elle a compris en voyant les endroits chics dans lesquels il l'emmenait, qu'il n'aurait pu lui offrir étant donné qu'il ne travaillait pas. Maria décrit que, de toute façon, elle était fascinée par lui, car le fait de sortir avec lui, lui donnait une aura particulière dans le quartier : « je pouvais traverser le quartier à n'importe quelle heure, il n'y a personne qui m'aurait embêté ».

Selon Maria, le salut d'Abdel ne viendra pas d'un éloignement du quartier mais de sa famille, qui lui demande implicitement d'amener de l'argent au foyer. Pendant des années, grâce à lui, les siens n'ont manqué de rien : il a ainsi fourni, par exemple, les fournitures scolaires et les vêtements pour la rentrée de tous les enfants.

Aujourd'hui il ne lui reste rien de ce qu'il a volé. « Parce que ce n'est pas la famille qui va t'envoyer des mandats pour manger, parce que maintenant tu as un goût du luxe, il te faut une télé, un très bon avocat qui te sort rapidement de prison, parce que c'est injuste, tu n'as pas mérité la prison ».

Quand il sort de prison, s'il a deux milles euros, il va acheter du cannabis pour le revendre. Il emploie l'expression « il faut que je me refasse » pour dire qu'il doit retourner à l'économie souterraine.

Mais aujourd'hui, la justice le rattrape : « il a fait sa dernière peine, mais le jour où il est allé à la préfecture faire renouveler sa carte de séjour, il a été arrêté et est resté six mois en prison car on lui a reproché de ne pas avoir d'emploi ». Il avait, en fait, trouvé un travail mais au début c'était une couverture et le soir il faisait l'économie souterraine. Aujourd'hui, il a gardé uniquement cette activité légale : il est déménageur.

Par principe, Maria a toujours refusé l'argent des braquages et encore moins les biens dérobés lors de cambriolage, jusqu'au jour où ils ont eu deux enfants. Elle s'est mise alors à garder des bijoux étant donné qu'elle voyait son mari faire des allers et retours en prison. Elle reconnaît aussi que cet argent a été investi au pays d'origine dans la construction d'une maison.

Récemment, la famille est revenue habiter près des parents d'Abdel et elle sent qu'il a envie de retourner vers l'économie de la rue. Cela correspond aussi avec la sortie de prison de ses complices braqueurs. En fait, selon Maria, il n'a jamais complètement rompu avec ce passé, au point d'en garder les accessoires qui lui servaient pour voler. Ainsi il a toujours conservé précieusement une paire de gants en cuir souple et des cannes de Golf (qu'il ne pratique pas). Il affirme qu'il travaille comme « un chien » et il dit à ses deux filles qu'ils sont pauvres. Selon Maria, ils ne le sont pas, car elle estime avoir hérité de la culture ouvrière de ses parents, qui considèrent que tant que le réfrigérateur est plein, tout va bien. Aujourd'hui, elle sait qu'il va retourner dans l'économie illégale car « il fait de belles rencontres en prison ». Selon Maria, son mari est « comme un toxicomane ».

Cet exemple est intéressant car la famille est souvent présentée par certains professionnels de structure pour la jeunesse comme un cadre assez structurant permettant de sortir quelqu'un de l'économie de la rue. Or on voit ici que la famille peut au contraire entraîner à l'activité illégale : d'autres accompagnements seraient donc nécessaires, aussi parce que les multiples passages en prison participent à la création d'une identité définie par la délinquance.

Synthèse du premier chapitre : les jeunes et leurs proches

Des jeunes et des adultes ont été interrogés sur leur parcours de vie, leurs motivations, leurs représentations concernant l'économie informelle et les institutions. On leur a demandé en outre leurs recommandations au sujet de mesures de prévention. Si je ne posais pas de questions sur les notions : de territoire, de bande, sur la description du trafic et de son organisation, les jeunes acceptaient volontiers de se confier. Ils ont exposé ce qui constitue leur univers familial, leur quartier et leur perception de la société dans laquelle ils vivent. Ensuite, leur confiance ayant été gagnée, ils ont évoqué leurs propres conceptions de l'économie de la rue.

Avec les parents, nous avons abordé leurs propres difficultés et celles qu'ils rencontrent du fait d'avoir un (des) proche(s) dans l'économie de la rue.

Les jeunes interrogés ont entre 15 et 37 ans. Ils sont tous d'origine étrangère mais sont nés pour la plupart en France. Certains ont eu (ou ont encore) maille à partir avec la justice, d'autres ont réussi à échapper aux sanctions pénales. Ils sont vendeurs de cannabis, d'héroïne, guetteur, voleur à la tire, détiennent l'argent d'un trafic.

Les mères interrogées ont des enfants « guetteurs » qui font leur entrée dans le trafic de drogue. Une autre femme qui a accepté de participer à l'étude est mariée avec un ex-braqueur de banque.

Ces entretiens et les observations ethnographiques menés à Paris et dans des villes de Seine-Saint-Denis (Saint-Denis, Saint Ouen et Stains) permettent de décrire et de mieux comprendre les processus d'entrée, d'inscription et de sortie de l'économie de la rue.

Processus d'entrée

Interrogés sur les raisons de leur choix « contraint » de l'option illégale, les jeunes et les adultes interrogés évoquent une nécessité impérieuse : dans un monde qu'ils se représentent comme étant en guerre contre les pauvres, un modèle ouvrier est pour eux synonyme de résignation et d'humiliation. Ils considèrent qu'ils vivent dans une société qui les rejette dès l'apprentissage à l'école. Bien souvent, c'est sur les épaules d'un adolescent que reposent de lourdes responsabilités matérielles ou morales. Elles les contraignent à subvenir aux besoins de leur famille (la plupart de ces jeunes sont les aînés de leur famille). Cela peut les amener en outre à tenter de gagner une position de dominant par n'importe quel moyen, dans le groupe qui leur est le plus accessible (cela peut être un groupe de jeunes du quartier). Certains des jeunes ont regretté le fait de ne pas avoir été suffisamment accompagnés durant leur adolescence.

L'économie de la rue peut apporter des satisfactions matérielles et symboliques immédiates à des jeunes qui cumulent des échecs sur plusieurs pans de leur existence. Le trafic de drogue par exemple, outre l'argent qu'il rapporte, procure des sensations fortes, une reconnaissance dans un groupe et permet d'acquérir des « savoirs pratiques », en ce qui concerne par exemple le fait d'entretenir des relations sociales et commerciales, qualités que le jeune ne soupçonne pas avoir. Le groupe devient alors un ciment dans lequel cette nouvelle identité va se construire. Leur jeune âge fait qu'ils passent indifféremment et sans mesurer réellement les risques, d'activités légales à des activités illégales lors de moments où ils ne sont plus contraints par l'école ou leurs parents. Tout devient ludique entre les jeunes d'un quartier, des activités sportives ou culturelles aux courses poursuivies avec la police.

Cette économie informelle repose sur un jeu subtil de services à rendre et de solidarités, présent dans tout groupe social mais qui peut enliser un jeune dans l'illégalité, notamment quand cela devient contraignant du fait d'être en dette (matérielle ou symbolique). La rencontre avec une clientèle, une certaine ingéniosité pour se maintenir dans le trafic et les gains rapportés peuvent achever d'inscrire durablement un jeune dans le trafic.

Sortir de l'économie de la rue

Ce qui peut aider un jeune à ne pas rester dans l'économie de la rue sont (1) la diversité de sujets d'intérêts, tels que le maintien dans la scolarité et des activités sportives ou culturelles, (2) des relations sociales en dehors du trafic, (3) des parents présents et structurants. Même si certains affirment ne plus craindre ni la police ni la prison, pratiquer une activité illégale génère une grande angoisse. Par ailleurs, les jeunes et les adultes que nous avons rencontrés n'ont jamais souhaité faire carrière dans l'économie informelle mais l'ont présenté comme une ultime solution pour remédier à leur situation sociale.

Représentations sur l'économie de la rue

Outre le fait qu'elle rapporte un revenu, l'économie de la rue permet, selon les jeunes et les adultes interrogés, de maintenir une sorte de paix sociale dans un quartier. C'est aussi l'occasion pour eux d'y développer des valeurs : solidarité, esprit de groupe, partage et camaraderie. Cela signifie surtout pour eux le moyen d'échapper à une économie sociale et marchande dans laquelle ils ne parviennent pas à se faire une place, afin de sortir de leurs conditions de défavorisés.

Représentations sur la Société

Les jeunes et les adultes rencontrés ont dressé un tableau sombre de la société dans laquelle le fait d'habiter un quartier populaire, d'être pauvre et issu de l'immigration, les « marque au fer rouge » et les empêche d'accéder à de meilleures conditions de vie que leurs parents. Beaucoup mettent en haut de la hiérarchie de leurs maux le fait d'être issu de l'immigration. Avoir d'autres

cultures de référence n'est pas en soi une blessure mais ce qui fait souffrance ce sont les discriminations associées à cette appartenance. Dans la société française actuelle, ils ne voient pas d'autre ascenseur social que l'activité souterraine et illégale. Dans une telle vision, argent et acquisition de biens matériels leur apparaissent comme seuls régulateurs des tensions sociales et de la honte qu'ils ressentent d'être pauvres. Ils vont donc tenter par tous les moyens d'acquérir les signes extérieurs de la richesse.

Représentations sur l'État

L'État est désigné, par les jeunes et les adultes qui font ou ont pratiqué l'économie de la rue, comme le principal responsable de leurs difficultés et de leurs conditions d'existence : mauvaise gestion de l'argent public, pénalisation des plus pauvres, constructions de cités ghettos... En effet, tous dénoncent une organisation voulue de leur relégation sociale. Et paradoxalement, ils souhaitent un État fort et social tout en lui reprochant de prélever trop de taxes et d'impôts.

Représentations sur la Justice

Contre des lois qui répriment leurs activités illégales, ils opposent une critique de la Justice (corruption, justice à deux vitesses) et ils invoquent l'injustice sociale, l'inégalité des salaires et la raison des plus puissants.

Représentations sur la Police

Les forces de l'ordre ne sont pas perçues comme un problème spécifique en soi mais comme une donnée comme une autre de leurs mauvaises conditions de vie. Ils conçoivent les rapports qu'ils entretiennent avec elle uniquement sous l'angle de la force physique, où se joue et se surjoue leur virilité. L'un des jeunes regrette les îlotiers qui établissaient des relations fondées sur le respect avec les jeunes.

Représentations sur l'École

Le système scolaire est considéré comme un instrument de leur disqualification sociale. S'ils sont allés jusqu'au BAC, ils ont subi des orientations, souvent du fait de leur comportement, vers des filières qu'ils n'ont pas choisies. Ne trouvant pas d'emploi du fait de cette formation, de leur peu de motivation et de leur inadéquation au marché du travail, ils ont croisé l'économie de la rue qui est devenue pour eux le seul espace où ils pouvaient acquérir des "savoirs pratiques", des satisfactions et un revenu.

Préconisations de jeunes et des adultes

Interrogés sur leurs préconisations concernant la prévention et la sortie de l'économie de la rue, les personnes interrogées recommandent de véritables changements sociaux : revenu d'insertion,

augmentation des bourses d'études notamment. Les jeunes parisiens demandent de pouvoir partir en séjour l'été, des aides pour passer le permis de conduire et plus d'accessibilité aux services proposés par les associations qui leur sont dédiées.

Les parents

Les entretiens menés avec des parents montrent que ceux-ci ont beaucoup de difficultés à se positionner par rapport à l'économie de la rue quand le fils ou le mari y est engagé. Que les familles condamnent les activités illégales ou qu'elles les cautionnent, elles ne sont jamais complètement satisfaites de voir leurs proches pratiquer des activités illégales. L'analyse du contexte familial, social, scolaire et affectif des jeunes et des difficultés de tous ordres de leurs parents (qui doivent se battre avec leurs propres difficultés personnelles et sociales), permet de montrer que lorsqu'un jeune est dans la délinquance, c'est tout son environnement qui est en souffrance.

CHAPITRE 2 - UNE EXPERTISE DES STRATÉGIES ET DES DIFFICULTÉS DES PROFESSIONNELS DE TERRAIN

Entrer en contact avec des jeunes engagés dans des activités illégales placent les professionnels dans une situation difficile et met en tension les équipes qui ne disposent pas d'un référentiel commun, et par ricochet sont hésitantes quant à savoir si elles peuvent en parler ou non, et quel positionnement adopter.

Ainsi, nous avons observé la coexistence de différentes façons de considérer l'économie de la rue qui influencent la façon de se positionner:-

certaines professionnels sous-estiment l'impact de l'économie de la rue en ce qui concerne les dégâts qu'elle peut causer dans la vie d'un jeune et de sa famille;

d'autres renvoient ce problème à la sphère privée du jeune, en considérant qu'il s'agit d'un secret, et adoptent alors des stratégies plutôt individuelles pour aider le jeune ;

d'autres considèrent que les problèmes de société sont à l'origine de l'économie de la rue ;

d'autres encore estiment que les jeunes, une fois de plain-pied dans l'économie de la rue, échappent à leurs actions.

Même s'il n'existe pas spécifiquement de programme d'actions ciblées pour la prévention de l'entrée dans l'économie de la rue, nous avons relevé un faisceau d'actions liées aux difficultés que peuvent rencontrer un jeune. Certaines mesures concernent des problèmes qui peuvent favoriser l'entrée dans l'économie de la rue, d'autres permettent de sortir de son milieu et de faire d'autres expériences. Ces pratiques des professionnels déjà en œuvre sur le terrain sont autant de leviers pertinents pour proposer des pistes de travail permettant in fine d'élaborer un programme structuré de prévention de la délinquance. L'examen des difficultés rencontrées par les professionnels puis des pratiques que l'expérience de terrain leur a permis de mettre en place doit permettre de dégager des pistes de travail issues de leurs préconisations.

1. Les difficultés rencontrées par les professionnels

Les difficultés rencontrées par certains professionnels affectent différentes dimensions du travail d'accompagnement et de la relation éducative. L'absence de référentiel commun en ce qui

concerne le positionnement face à l'économie de la rue conduit à la coexistence de différentes représentations dans la façon de l'appréhender, qui génèrent des attitudes professionnelles différentes. De ce fait, le cadrage normatif est fluctuant en fonction des professionnels auxquels les jeunes sont confrontés. En plus de l'absence de ligne directrice transversale, ces professionnels doivent aussi faire face à des partenariats difficiles avec les autres institutions, ce qui complexifie et densifie leur travail d'une part, et peut les discréditer auprès des jeunes, d'autre part.

1.1. Les représentations des professionnels sur l'économie de la rue

Le contexte social et économique (difficultés scolaires, pauvreté, chômage, problèmes de logement, familles monoparentales, etc.) est souvent présenté par certains professionnels comme une raison de l'entrée des jeunes dans l'économie de la rue. « L'appât du gain » et l'opportunité d'obtenir de l'argent rapidement apparaissent pour eux comme une concurrence directe aux actions qu'ils peuvent alors proposer aux jeunes. Selon d'autres professionnels, les jeunes ont tendance à « fanfaronner », à propos de l'argent qu'ils gagnent. Des études menées sur l'économie de la rue ont effectivement montré que, pour la majorité des jeunes, elle ne génère pas de gains importants⁷. Le profit ne concernerait qu'une minorité d'entre eux seulement : la plupart, si l'on fait un ratio temps-argent, ne gagnent pas plus qu'un SMIC. Cependant la richesse fantasmée que procurerait l'économie de la rue semble avoir un réel impact sur ces jeunes :

« Je pense qu'effectivement l'économie parallèle, ça rapporte énormément de fric, c'est tellement facile mais c'est une angoisse épouvantable, c'est de l'argent sale comme disent les gamins, et de manière étonnante, même si on leur propose, et il y a cette espèce d'ambiguïté et de paradoxe, entre le fait de travailler et de gagner "pinuts" (rien du tout), par rapport à ce qu'ils peuvent gagner s'ils sont dans l'économie parallèle, mais inversement, ceux qui ont fait un certain parcours, [...], on s'aperçoit qu'ils sont prêts à travailler dur pour gagner peu, mais proprement plutôt que de gagner de l'argent sale. » [Cadre dans une association de prévention, juin 2009].

Enfin, il faut souligner qu'en l'absence de ligne directrice et de mission dédiée spécifique, certains professionnels ne se sentent pas toujours investis d'une mission en ce qui concerne les actions qu'ils pourraient mener particulièrement envers les jeunes engagés dans l'économie de la rue. Certains professionnels inscrivent ainsi les actes délinquants « dans une perspective plus large » (ce sont leurs propres termes). Ils affirment ne pas vouloir se « focaliser » précisément sur ces

⁷ BEN LAKHDAR Christian, *Le trafic de cannabis en France, Estimation des gains des dealers afin d'apprécier le potentiel de blanchiment*, OFDT, Novembre 2007, p. 20 : « Ces estimations permettent de réaffirmer (CNV, [1994]) que le commerce de cannabis n'est que peu profitable au bas de l'échelle de distribution. Ce commerce ne commence à être lucratif qu'à partir du 2ème intermédiaire, quand les volumes annuels échangés sont supérieurs à la dizaine de kilos ».

actes mais entendent envisager le jeune dans toutes ses autres dimensions sociales. Le but revendiqué est alors d'amener les jeunes vers d'autres activités en développant de nouveaux intérêts. Des professionnels considèrent, en effet, que pour la plupart des jeunes, ce peut n'être « qu'un moment » de leur vie, et qu'ils pourront se stabiliser plus tard et s'insérer dans la société normée entre 25 et 30 ans. D'autre part, ces activités illégales n'occupent pas tout leur temps. Néanmoins, la plupart des professionnels notent que l'existence d'un trafic peut « foutre en l'air tout un quartier » et que tous les jeunes en subissent les conséquences de manière plus ou moins directe.

Nous pouvons discerner deux types d'interprétations quant aux raisons de l'entrée dans l'économie de la rue chez les professionnels rencontrés :

soit les raisons vont être interprétées comme le fruit des caractéristiques individuelles du jeune, de son profil, soit les raisons sont attribuées aux difficultés structurelles liées à une société individualiste.

Dans la vision où l'individu prime, « le jeune sait ce qu'il fait », a « fait un choix », et parfois même il peut être perçu comme une sorte de héros rebelle à la société normative. Ce peut être encore des figures, souvent teintées de troubles psychologiques, de personnes capables de puissantes influences qui sont invoquées : grand pervers, manipulateur, séducteur, « de victime il est devenu bourreau ».

Dans la vision où la société est en cause, en revanche, le jeune est en prise avec tellement de problèmes de société du fait des processus de discrimination, de la pauvreté, des dysfonctionnements familiaux et d'une école élitiste qu'il est inévitablement conduit à entrer dans l'économie de la rue.

1.1.1. L'explication de type individuel

Dans ce type d'explication, certains professionnels considèrent que le jeune, en s'engageant dans l'économie de la rue, fait un acte de rébellion. Il serait alors une sorte de « héros » aux capacités hors du commun, capacités qu'ils investiraient dans un cadre déviant :

« Ils sont dans leur ego et dans la pulsion, mais tu vois, Bakari a 15 ans, il n'a pas été scolarisé pendant un an et demi, sans 4e, il a rattrapé son retard avec 16 de moyenne en maths et il est passé en 3e. » [Éducatrice, structure de prévention, juillet 2009].

L'éducatrice vantera aussi les mérites de ce jeune, ses talents artistiques et sa grande intelligence. Dans un tel schéma explicatif où c'est l'individu qui est au centre des raisons qui vont faire qu'un jeune entre dans l'économie de la rue, les solutions ne pourront être qu'individuelles : ce sera de faire « le choix d'en sortir », d'en avoir « la volonté », ou encore de « rencontrer une fille ».

« C'est vrai qu'un gamin qui sort de taule, il est déjà stigmatisé, donc c'est compliqué de rentrer dans le travail. Le gamin qui n'a rien foutu pendant des années et qui a obtenu les possibilités de vie par l'économie parallèle... Ce n'est pas évident. La position générale d'une société qui condamne, mais qui ne fait que condamner, tout en lui laissant faire. On condamne la consommation de drogue, on condamne le trafic, on condamne les gamins qui vendent mais en attendant, je suis désolé mais je ne vois pas de changement, mis à part la condamnation et les gamins qui tombent. [...] Et les gamins le savent ça, qu'ils vont avoir la «case prison ». Il n'y a pas de réponse, c'est une vraie difficulté. C'est eux-mêmes par des chutes, de la souffrance, qu'ils vont se décider d'en sortir. Après ça peut-être même rencontrer une fille, avoir un bébé, il y en a plein qui s'en sont sortis comme ça, en vieillissant, parce qu'ils en ont eu marre d'être dans un circuit infernal, mais ce côté infernal... Ce n'est pas l'emprisonnement, comme pensent certains, qui va le sortir de là, c'est le gamin qui se sort lui-même. Ce n'est pas une claque qui empêche un gamin de faire une bêtise. Ce n'est pas une claque, ni vingt claques... La question de l'enfermement, elle est là. Il y a des personnes qui sont convaincues que de taper sur un gamin ou de l'enfermer, ça résout le problème. Ce n'est pas ça qui résout le problème, c'est le gamin. Parce que s'il veut, le lendemain, il y retourne, en plus, il connaît. » [Cadre d'une association de prévention, juin 2009].

Dans cette vision, on trouve aussi la question du capital symbolique développé par Sauvadet⁸, auquel certains professionnels de terrain se réfèrent d'ailleurs, qui insiste sur l'importance de la reconnaissance sociale et l'acquisition d'un statut aux yeux des pairs.

« Il n'y a pas que l'argent, il y a aussi la reconnaissance des pairs. Pour le trafic, il n'y a pas besoin de savoir lire, ils gagnent ainsi une position qu'ils n'auraient jamais pu avoir » [Éducateur, novembre 2008].

On retrouve le rapprochement entre l'économie de la rue et l'addiction qui est prégnante dans cette vision :

« Un cadre : - Et ils ont une poussée d'adrénaline en plus.

Un éducateur : - C'est comme dans la toxicomanie, il n'y a pas que le produit. C'est le produit plus les corollaires : le mode de vie, le grand flip...

Un cadre : - Passer du crack à l'économie de la rue : quand on gratte un peu : il n'y a pas que l'argent. » [Réunion avec une association de prévention, janvier 2009].

La limite de cette vision réside dans le fait que les mesures qui peuvent être apportées par ces professionnels peuvent sembler limitées avant même d'être appliquées, puisque le jeune est censé se détourner de l'économie de la rue par des faits « naturels » ou relevant du hasard de la vie, ce qui laisse peu de place pour des pratiques de prévention.

1.1.2. L'explication de type sociétal

Dans ce type d'explication, certains professionnels considèrent que devant le peu de ressources et d'opportunité offertes aux jeunes des quartiers pauvres, le trafic (de drogues par exemple) peut se présenter comme une possibilité viable. Sont alors énumérés les logements insalubres, la misère, les familles monoparentales ou la polygamie, les difficultés scolaires ou d'accès à l'emploi. Bien

⁸ SAUVADET Thomas, *Le capital guerrier, Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris Armand Colin 2007. Pour la notion de capital symbolique, nous renverrons également à BOURDIEU Pierre, *La Distinction - Critique Sociale Du Jugement*, Paris, Les Editions De Minuit, 1996.

entendu, ces éléments participent au processus d'entrée dans l'économie de la rue mais ils ne sauraient constituer l'entière explication de ce phénomène. Sinon, tous les jeunes de tout un quartier commettraient des actes délictueux. Or, ce n'est pas le cas. Il est intéressant de noter que les jeunes eux-mêmes tiennent un tel discours de justification par le contexte social. Là encore, si c'est ce constat qui est fait, l'analyse et les méthodes de prévention seraient vouées à l'échec car les solutions résident dans des modifications structurelles de la société (pauvreté, chômage, discrimination, logement, etc.) et dans des temps longs qui ne sont pas ceux du passage à l'âge adulte dans une trajectoire individuelle. De cette analyse, ces professionnels vont dépeindre une vision fataliste des jeunes face à l'économie de la rue.

Un éducateur : « [l'économie de la rue], on sait comment ça marche : les jeunes n'ont pas de relations avec l'ANPE, mais avec la Mission Locale et avec le service Santé, [tel] quartier possède beaucoup de logements insalubres et il y a aussi toute une déconstruction sociale : beaucoup de familles monoparentales... ».

Un éducateur : « ça aussi c'est une bonne pratique : réinvestir les lieux mais en fait, le trafic est un symptôme : de l'ennui, de la désertification des services publics, pour un gamin dans le quartier le seul adulte qui le calcule, cela va être celui qui deale ».

Un éducateur : « j'ai des jeunes à « Bac + 4 » qui ont repris le trafic de leurs grands frères dans les années 90, ils ont fait du trafic et se sont barrés. Ils voulaient s'en sortir absolument quitte à séquestrer leurs propres frères. Il y a eu des histoires de tortures à cause de jeunes qui ont balancé » [Réunion avec une association, novembre 2008].

« Nous, on entend plein de choses, on voit plein de choses mais avec ça, nous, on ne peut rien faire, tant que les personnes ne viennent pas nous voir. [...] Après, quand tu veux sortir du business, tant que ça ne viendra pas de toi, tu n'en sortiras pas. [...] Moi, franchement, je n'ai jamais convaincu un mec qui gagne mon salaire en une journée à aller bosser pour gagner ce salaire, enfin même pas ce salaire. C'est une réalité à prendre en compte » [Éducateur, association de prévention, juillet 2009].

Ces deux types d'explications, individuelle ou sociétale, des processus d'adhésion à l'économie de la rue génèrent ainsi leurs propres limites, mais elles possèdent aussi leurs versant positif : en ce qui concerne les solutions à adopter, l'approche individualiste va aboutir à un accompagnement psycho-éducatif qui va tenter de peser sur le déroulement biographique d'un jeune en soutenant ses "bons choix" ; l'approche structurelle va quant à elle plutôt favoriser l'accompagnement social pour contrebalancer les carences de la société.

1.2. Positionnements professionnels par rapport aux jeunes

L'absence de référentiel professionnel commun conduit certains professionnels à s'appuyer sur leurs représentations personnelles de l'économie de la rue pour en déduire leurs stratégies éducatives et d'accompagnement. Ces stratégies différentielles induisent de fait des positionnements différents selon les professionnels, ainsi que des positionnements hésitants, lorsqu'ils sont face aux jeunes concernés par l'économie de la rue ou en voie de l'être. Les problèmes de positionnement concernent prioritairement les prises de contacts et la démarche

« d’aller vers », l’affirmation explicite de son positionnement professionnel sur l’économie de la rue et le rôle éducatif, ainsi que le respect de la « juste distance » lorsque la relation est parvenue à s’établir.

1.2. Prendre contact

Certains professionnels s’interrogent sur les meilleures façons de faire et de prendre contact avec des jeunes qui vendent de la drogue dans un quartier. Ainsi, selon un professionnel, certains éducateurs « passent devant sans aller les voir » tout en s’interrogeant sur le fait que leur attitude puisse être perçue comme une forme de « compromission problématique ». De même, des éducatrices se demandent de quelle manière les aborder en prenant en compte le fait qu’ils font partie intégrante du quartier et sont donc en interaction avec les plus jeunes.

Concernant la question de la légitimité, il faut relever que certains de ces professionnels ne se sentent pas légitimes pour aborder la question du trafic. En effet, ils estiment ne pas en avoir les compétences :

« Pour le trafic de drogue, il y a des associations qui s’occupent de cela et nous, on oriente les jeunes vers elles mais cela dépend aussi de l’éducateur » [Éducateur, association de prévention, mai 2009].

D’autres soulignent que cela ne fait pas partie de leur mission :

« Le trafic a toujours existé, mais la criminologie ce n’est pas mon métier. Le trafic dépend de l’offre et de la demande. La question des trafics ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c’est que ce sont des freins à la socialisation. On sait comment ça marche. » [Éducateur, association de prévention, octobre 2008].

D’autres raisons expliquent les difficultés de prise de contact : notamment, les jeunes qui sont dans le trafic peuvent ne pas connaître la structure et n’être pas connus d’elle. Le plus souvent, le travail de rue permet plutôt de consolider des liens que de prendre de nouveaux contacts. Enfin, quand ils fréquentent une structure, les jeunes le font pour une activité, trouver une aide ou chercher un travail, mais leurs activités illégales n’y sont pas abordées.

1.2.1. Prendre position sur l’économie de la rue

Parfois, les éducateurs, qui ont établi une relation de confiance avec un jeune, obtiennent des révélations sur ses conduites délictueuses. Ces confidences mettent le professionnel dans une situation difficile car il s’interroge alors sur ce qu’il doit faire de cette confidence et sur la meilleure façon d’aider le jeune sans lui porter préjudice. Par exemple, un professionnel qui considère que

les leviers de prévention sont politiques ou structurels, perçoit difficilement comment affirmer son positionnement face à l'économie de la rue.

« [Le trafic] cela a toujours été mais on en parle plus maintenant, maintenant on parle aussi des affrontements entre bandes de jeunes mais ça existait avant aussi. Notre travail c'est un pansement sur les maux de la société. Pour moi, c'est difficile de condamner le trafic » [Éducateur, association de prévention, décembre 2008].

Certains professionnels entretiennent la croyance que le fait de ne pas connaître les activités délictueuses du jeune leur permet en outre de protéger leur intégrité professionnelle. Ainsi, à propos du silence des jeunes sur leurs activités illégales, un éducateur déclare qu'en se taisant, les jeunes « nous protègent ».

La plupart du temps, les jeunes et les professionnels abordent le sujet d'une manière détournée. Par exemple, après des arrestations de masse sur un quartier, une personne de l'association X fait remarquer : « c'est désert, en ce moment! », ce à quoi les adolescents ont répondu : « oui, ils sont partis au ski avec l'association Y ». En réalité, les jeunes en question ont été incarcérés, ce qui fait dire à la directrice d'une association : « c'est un jeu d'hypocrite : tant qu'on ne prononce pas les mots 'tu es un vendeur', ça va ». Cela signifie que les jeunes savent que les professionnels sont au courant des événements mais les deux parties s'entendent pour ne pas mettre les mots qui conviennent sur l'économie de la rue. Autre exemple : suite à un premier rendez-vous avec une équipe de prévention, une éducatrice m'annonce que l'équipe est unanime pour ne pas s'impliquer davantage dans l'étude. Étant dans le non-dit avec les jeunes, ils n'arrivent pas à parler de leur conduite délinquante et donc ils ne voient pas comment me présenter aux jeunes, alors qu'eux-mêmes ne parviennent pas à aborder le sujet.

« On a laissé le trafic de côté d'un commun accord, tacite, avec les jeunes, ils ne veulent pas de notre aide et il y a [d'autres] jeunes qui ont besoin de nous par ailleurs » [Éducateur, association de prévention, mars 2009].

Ainsi, l'absence de référentiel commun génère de réelles difficultés pour ces professionnels lorsqu'il s'agit d'aborder le sujet de l'économie de la rue avec les jeunes en termes préventifs et éducatifs.

1.2.2. Proximité et juste distance

Une connaissance fine et les liens tissés avec le quartier permettent d'établir la confiance avec les jeunes et leurs familles, mais, pour certains éducateurs, cela peut être facteur de confusion en ce qui concerne la perception des activités illégales des jeunes. Ainsi une éducatrice fait remarquer que : « certains collègues font plus copains qu'éduc' ». Ces mêmes éducateurs « se sont fondus dans le paysage » selon une chef de service qui estime que leur regard n'est plus aussi aiguisé qu'il

devrait l'être et d'autre part, qu' « ils peuvent accepter de faire des compromissions » : par exemple, entamer des démarches à la place d'une personne, traiter une problématique qui ne relève pas des missions de la structure au lieu d'orienter quelqu'un.

Certains éducateurs embauchés justement pour leur proximité avec un quartier donné, leur âge, leur capacité à « savoir vivre avec » peuvent éprouver des difficultés à se positionner du fait d'une trop grande proximité, qui peut aller jusqu'à reproduire les « codes du quartier » dans leurs relations professionnelles en équipe, y compris en termes de comportements sexistes. Deux éducateurs, anciens sur le quartier, ont ainsi recommandé à leurs collègues féminines de ne pas aller dans certains endroits qu'ils considèrent comme dangereux ou plutôt réservés aux hommes (comme un terrain de football). La directrice d'une association nous fait remarquer que dans ces rapports difficiles de genre et de rivalité masculine, les femmes peuvent pourtant occuper une place stratégique pour atténuer les conflits et la violence que certains jeunes provoquent avec des hommes adultes⁹.

Parfois des professionnels affirment que les gains obtenus dans l'économie de la rue font que ces jeunes n'ont pas besoin des professionnels ; c'est-à-dire que lorsque le jeune franchit un certain degré d'implication dans l'économie de la rue, ces professionnels ont des difficultés à lui proposer des solutions alternatives :

« C'est toute la connaissance que doit avoir un éducateur de son territoire, un éduc' qui connaît bien son quartier a une bonne connaissance de l'économie de la rue, l'éducateur n'habite pas le quartier, les jeunes sont à la fois dans le trafic et dans l'insertion. Les jeunes qui sont que dans le trafic, nous n'avons pas de contact avec eux, ce n'est pas notre public.

[...] C'est de la neutralité bienveillante, c'est-à-dire que si nous voulons pouvoir travailler, il faut qu'ils nous acceptent, il faut que l'on continue à être légitime, à être attractif, et ça souvent, c'est accepté. Parce qu'on ne va pas faire du travail de rue, là où ils sont, faire de la présence sociale là où ils sont, on n'est pas très loin mais on ne va pas là où ils sont. [...] on ne fait pas un travail vers ce public »

POUR QUELLES RAISONS ?

« Il faut que je module mes propos, ceux qui sont carrément dedans, qui vivent de ça, qui s'achètent des voitures pour montrer qu'ils existent, n'ont pas besoin de nous. Par contre, ceux qui ont besoin de nous, ce sont ceux qui ne sont pas encore gagnés par l'économie parallèle, eux, ont besoin de nous, ce sont des processus, des dynamiques. Parce que dans les jeunes qu'on accompagne, il y en a beaucoup qui sont convoqués au commissariat, et qui ont des procédures judiciaires. » [Cadre dans une association de prévention, juin 2009].

Une éducatrice a affirmé que, pour elle, la bonne pratique était de se plonger en immersion dans un quartier et de garder le secret sur sa profession. Ainsi, me raconte-t-elle, un jour qu'elle partageait un repas avec des habitants du quartier, suite à une mobilisation autour d'un squat, une mère de famille lui a demandé :

« Mais Houria, tu ne veux pas chercher du travail plutôt que de rester tout le temps avec nous? ».

⁹ Sur les rapports de genre, nous renverrons à : JAMOULE Pascale, *Des hommes La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, La Découverte, 2008.

Si cette pratique est minoritaire car les associations de prévention ne l'adoptent plus désormais, pour cette éducatrice, cette remarque était le signe d'une bonne acceptation de sa présence dans un quartier. Reste que les habitants pourraient avoir bien des difficultés à demander une aide précise et particulière à une personne dont ils ne connaissent ni le statut professionnel ni les motivations de sa présence.

1.3. Participer à la diffusion d'un cadrage normatif

Certains professionnels éprouvent des difficultés à diffuser un discours de prévention et d'information sur les conséquences sociales ou pénales de l'économie de la rue, considérant que les jeunes « savent ce qu'ils font », et « ont fait le choix » de l'économie de la rue parce qu'« ils en ont mesuré toutes les conséquences ». De ce fait, ils ne participent pas au rappel du cadre normatif envers les jeunes déjà engagés dans l'économie de la rue. En face de ces professionnels, des jeunes de 11 à 20 ans en voie d'arrêter ou ayant arrêté l'école, baignent dans un imaginaire abreuvé de culture, musicale et filmique, vantant les mérites de l'économie parallèle¹⁰ et peuvent effectivement tenir un discours revendicatif concernant le « choix » de pratiquer l'économie de la rue.

Le cadrage normatif diffusé auprès des jeunes souffre également des relations entretenues entre des professionnels et les forces de l'ordre et de leur positionnement envers elles. De même, des éducateurs, du fait de leur expérience de la scolarité, peuvent avoir des difficultés à en promouvoir les valeurs auprès des jeunes.

1.3.1 Prendre ou non la parole des jeunes « au pied de la lettre »

Les avis divergent lorsque se pose la question du degré de conscience qu'ont les jeunes de leurs actes et des risques qu'ils prennent. Cette question est importante car l'intervention et le discours des professionnels dépendent de l'évaluation que ces derniers se font du degré de connaissance des jeunes quant à la portée de leurs actes. Des professionnels ont remarqué que la plupart des jeunes montrent une certaine naïveté. Ainsi, même s'ils disposent de certaines informations, ils ne mesurent pas forcément toutes les implications de leurs choix. Selon un professionnel, lorsqu'un jeune a été incarcéré alors qu'il était mineur, il croit « que la prison pour majeur c'est pareil et que des éducateurs vont venir le réveiller ». De même, une association parisienne signale qu'il arrive souvent que des jeunes se vantent de ne pas donner leur identité, ni à l'association, ni à la police,

¹⁰ Les films que les jeunes voient et revoient sans se lasser sont : *Le Parrain*, *Scarface*, *Le Gang des Postiches*.

croyant ainsi échapper aux forces de l'ordre. Selon la directrice de cette association, ces jeunes évoluent dans une représentation faussée et enfantine de la réalité. De même, des jeunes peuvent sortir de prison et s'étonner que l'inscription dans le casier judiciaire les empêche de postuler dans la fonction publique.

Selon la directrice d'une association, certains jeunes « ne se rendent pas compte » de ce qu'ils font : ils comparaissent devant un juge pour braquage et donnent une version « cow-boy » de leurs actes. Or, c'est précisément sur ces représentations que l'équipe va travailler en essayant de leur faire prendre conscience de toutes les conséquences de leurs actes. Traditionnellement, ce rôle de cadrage normatif est dévolu à la famille. Dans ces quartiers populaires où la sociabilité extérieure avec les pairs prend une place importante, les parents peuvent parfois ne plus être en mesure de remplir leur rôle de représentant de l'autorité et des normes. Il s'agit pour ces professionnels de faire accepter aux jeunes que les conflits avec les adultes peuvent être constructifs et ne pas s'inscrire uniquement dans le registre de la violence. Cette attitude des professionnels est intéressante car elle ne conforte pas le jeune dans ses représentations faussées de la réalité et pose un cadre normatif auquel il peut adhérer s'il le souhaite, et qui lui permet au moins de disposer de repères.

D'autres professionnels considèrent en revanche que les jeunes disposent de connaissances sur la pénalisation du trafic car ils ont des exemples autour d'eux de répression de l'économie de la rue et des dégâts que cela peut provoquer dans la vie d'un jeune : ils suivent ainsi les procès, quand un de leurs amis est jugé par exemple. Mais cette connaissance empirique mériterait d'être étayée par les éducateurs : « ils ont des informations mais ils ne se les approprient pas » [Cadre, structure de prévention, décembre 2008].

1.3.1.1. Des relations ambiguës avec les forces de l'ordre

Les avis sont partagés entre certains professionnels en ce qui concerne les relations qui devraient être entretenues avec les forces de l'ordre pour que le cadre normatif soit plus lisible par les jeunes. De plus, certains d'entre eux soulignent les difficultés rencontrées pour travailler avec ceux-ci dans l'intérêt d'un jeune.

Tandis qu'une structure déplore le manque de contacts avec les policiers du quartier qui sont venus contrôler des jeunes lors d'un atelier de recherche d'emploi, une autre est réfractaire à une collaboration avec les forces de l'ordre. Dans ce deuxième cas, les raisons sont doubles : d'une part, une intervention d'un commissaire auprès d'un jeune s'est soldée par un « dialogue de sourds », le commissaire refusant de reconnaître que certains de ses agents pouvaient user de la

violence de manière disproportionnée ; d'autre part, les jeunes se plaignaient au commissaire des contrôles au faciès, du nombre important d'interpellations parfois à l'encontre d'une même personne, du tutoiement de la part des agents de l'ordre, des fouilles systématiques¹¹... Selon un éducateur, cette rencontre a été vécue comme une « confrontation entre victimes et bourreau ». Par ailleurs, la collaboration proposée par la police résidait uniquement dans la demande de divulgation d'informations sur les jeunes qui fréquentent la structure.

Dans des quartiers du nord de Paris et de Seine Saint Denis, on constate que les jeunes cherchent souvent la confrontation avec la police. Cependant, les professionnels des structures qui participent à l'enquête indiquent que les policiers entrent « un peu trop volontiers dans ce jeu ». Ainsi, des professionnels estiment qu'il n'est pas rare que les policiers aient des comportements arbitraires et qu'ils aient recours à la violence physique de façon disproportionnée. Dans ce contexte, il est très difficile pour les éducateurs de faire passer un message de respect mutuel.

Dans un quartier de Paris, la confrontation est fréquente. Citons le cas d'un jeune homme qui a été brutalisé par un policier. Sa famille, conseillée par un avocat, a décidé de porter plainte. Or, quelques temps plus tard, ce jeune, par ailleurs bien connu des services de police, mais qui s'était assagi entre temps selon une association, a été contrôlé par les forces de l'ordre qui ont découvert sur lui des morceaux de crack. Selon les dires de ce jeune, la drogue aurait été déposée dans ses affaires par les policiers eux-mêmes, par vengeance envers la plainte déposée. Dans un cas comme celui-ci, les associations manquent d'interlocuteurs dans les services de police du quartier pour intervenir avant que la situation ne s'envenime.

La directrice d'une association précise aussi que lorsque des familles décident de porter plainte contre la police, cela peut être destructeur pour elles en raison de leurs faibles moyens économiques et de leurs manques de ressources institutionnelles. Ainsi une directrice qui a « vu des familles se défaire par un procès de cette sorte » conseille aux familles de ne pas porter plainte en cas d'entrave à leurs droits afin de ne pas aggraver une situation.

Parfois les policiers ne connaissent pas les professionnels du quartier : ainsi, un éducateur s'est fait arrêter alors qu'il fermait la structure, les policiers pensant qu'il était un usager de drogue.

Selon la directrice d'une structure, la confrontation d'un jeune avec des adultes peut être constructive. Cependant, la confrontation avec les représentants de l'ordre se fait sans aucune anticipation des conséquences néfastes qu'elle entraînera pour leur avenir :

« Ces affrontements sont nécessaires, ils aiment ce type d'altercations, à nous de trouver des alternatives à ce genre de confrontations type qui leur sont nécessaires, parce que, nous, on sait en tant qu'adultes, on sait que ceux-là qui aiment tellement ça, dans la famille, il n'y a pas ça, il n'y a pas cet affrontement

¹¹ Sur ce sujet, nous renverrons à : « Comprendre les violences urbaines », *La Documentation française, Regards sur l'actualité*, numéro 319, Paris, mars 2006.

nécessaire avec des adultes en bonne santé, et donc cet affrontement est nécessaire mais plus tard un casier judiciaire, ça pèse » [Cadre, association de prévention, juin 2009].

1.4. Des partenariats difficiles avec les autres institutions

Tous les professionnels rencontrés sont unanimes pour déplorer des lourdeurs ou lenteurs institutionnelles et une faible concertation entre intervenants qui nuisent à la cohérence du travail auprès des jeunes et de leurs familles.

Lors des entretiens avec les équipes, sont le plus fréquemment citées : l'Aide sociale à l'enfance et les institutions judiciaire et scolaire.

1.4.1. Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

Les difficultés de coordination avec les services de protection de l'enfance sont mises en évidence dans le discours des professionnels. Une éducatrice se plaint de devoir aller chercher les informations pour savoir si l'ASE est au courant d'une situation sociale : elle donne l'exemple récent d'une jeune femme de 28 ans qui s'occupe seule de ses frères et sœurs à la suite du décès de leur mère.

Le manque de moyens est aussi relevé. Selon la chef de service d'une association, dix enfants ont été repérés comme étant en danger et la structure a donc fait en sorte que l'ASE se saisisse de leur cas. Si cela a semblé fonctionner pour deux enfants pour qui un placement a été décidé, les autres enfants n'ont pas pu être mis à l'abri en raison d'un manque de place ou du fait qu'ils ont des troubles du comportement.

Enfin, certains professionnels souhaiteraient que l'ASE intervienne plus en amont en ce qui concerne la prévention pour des jeunes ayant des problèmes, c'est-à-dire avant qu'ils ne passent à l'acte notamment. Du fait d'un manque de places, en région parisienne, car la capacité d'accueil est compromise notamment du fait de demandes urgentes, les professionnels de la prévention se heurtent à des refus catégoriques quand ils demandent qu'un jeune soit placé en internat. Selon eux, une meilleure coordination avec l'ASE permettrait d'examiner de plus près la situation de jeunes pour qui le fait de rester dans leur milieu représente un réel danger. De manière plus globale, d'autres professionnels estiment que la réponse par l'éloignement comme seul aboutissement possible est aussi à « repenser » car les problèmes peuvent suivre le jeune dans l'établissement d'accueil. Il peut ainsi arriver que le jeune rencontre dans ce lieu d'autres jeunes

de son quartier ou encore d'autres délinquants. Cette accumulation de risques n'incite pas les internats à accueillir ce type de public.

Des séjours plus souples et plus courts seraient à concevoir lors d'un travail de médiation avec la famille. De plus, ces professionnels font parfois un travail pour convaincre un jeune et sa famille des bienfaits de l'internat et se heurtent ensuite à un refus catégorique de la part de l'ASE. Le constat fait par certains professionnels est que les dispositifs existants sont trop peu nombreux et inadaptés. Le jeune qui ne trouve pas de réponses à ses problèmes est placé le temps de l'attente, temps durant lequel ses problèmes risquent de prendre de l'ampleur.

1.4.2. L'institution judiciaire

Les professionnels sont unanimes sur le fait que le temps est trop long (parfois six mois d'attente) entre le prononcé d'une mesure d'éloignement, de placement ou éducative et la mise en place de cette mesure ou la rencontre avec un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ). Dans cette situation :

« [Les jeunes] accumulent les délits, on est dans un contexte parisien où on manque de professionnels et il faut l'accord de la famille, les peines ne sont pas appliquées tout ça, et arrivés à la majorité, ils n'ont pas eu ce déclic, et ils accumulent des délits et dès qu'ils passent à la majorité, ce n'est plus pareil, ils ont des condamnations » [Éducateur, association de prévention, mai 2009].

Il manque également des places dans les centres prévus pour cette population :

« Les politiques n'ont même pas les moyens de leur répression, par exemple un jeune a une injonction d'aller dans un Centre Éducatif Fermé et il n'y a pas de place. Donc le juge a préconisé un éloignement du quartier et derrière il n'y a pas les moyens d'appliquer cette décision, le jeune se sent encore plus en toute impunité » [Cadre, association de prévention, juin 2009].

En effet, le jeune qui a commis un délit revient dans son quartier et sa vie ne change pas, il reprend ses activités et revoit ses amis comme auparavant. De fait, les professionnels de prévention ne peuvent agiter la menace d'une sanction pénale car celle-ci ne sera pas immédiatement effective. Par contre, quand le jeune atteint la majorité, il devient passible de peines de prison pour les mêmes délits qu'il a pu commettre en toute impunité, ce qui conduit un éducateur à remarquer : « mais pour l'envoyer en prison, il n'y a jamais de problèmes de places ». Les mesures punitives des mineurs ne jouent donc pas un rôle de prévention et d'éducation mais peuvent au contraire favoriser l'enlèvement d'un jeune dans des conduites délictuelles.

Les associations peuvent être un relais entre un jeune et la justice, mais encore faut-il que les faits soient connus de l'association et qu'il ne la fréquente pas uniquement dans le but de donner « une bonne image » au juge :

« Il faut faire attention de ne pas être une caution pour le juge, car pour le jeune ça peut être intéressant d'avoir un rapport positif, ce que l'on fait. Mais si on écrit ce rapport, c'est que l'on a des choses à dire ou une alternative à l'incarcération. Cela fait partie du travail de l'éducateur » [Cadre, association de prévention, juin 2009].

1.4.3. L'institution scolaire : le cas des exclusions

Le problème se pose de la même façon lorsqu'un élève est exclu d'une école : l'attente trop longue d'une nouvelle affectation peut anéantir une année scolaire.

« En même temps sept mois pour seulement avoir une proposition de collège et dans ce délai d'attente que les enfants ne peuvent pas concevoir, les parents non plus d'ailleurs, ne sont pas en mesure d'appréhender cette attente, d'en faire quelque chose, parce que dans ce temps, il est où le gamin ? Dans la rue, en trois mois, il commence à construire sa disqualification, son éloignement. Le temps du jeune... Les éducateurs qui suivent les jeunes observent que le gosse commence à cumuler les gardes à vue, ne plus rentrer chez lui, etc., l'éducateur prend alors contact avec l'intervenant responsable de la mesure éducative, et, lui, répond qu'il est débordé » [Cadre, réunion restitution de l'étude, juin 2009]

Comme dans le cas de la justice, mais du fait des spécificités d'un établissement et de son personnel, la mesure punitive ne trouve aucun sens pour le jeune :

« Il y a des établissements où on peut faire quelque chose et d'autres où il y a une telle violence de la part du chef d'établissement, par exemple le temps d'échange avec un jeune au sujet de son temps d'exclusion, on a régulièrement des jeunes qui ont été exclus et il n'y a pas eu de mots, ils ne comprennent toujours pas, ils sont restés fixés sur une chose qui pour eux n'a pas de sens, ou en tout cas, a un sens malfaisant, mauvais etc., et du coup, nous, on ne va pas dire si c'est l'école qui a eu tort, moi, je ne vais pas me priver de le dire si c'est le cas effectivement, parce que cela peut être aidant mais il y a quand même un problème de violence produite par l'institution, et par l'organisation, ne serait-ce que parce qu'il n'y a personne qui puisse prendre ce jeune là, à ce moment là, dans son environnement direct, qu'il soit familial ou scolaire, et que du coup, il n'y a que dans la rue qu'il puisse éventuellement trouver du soutien » [Cadre, association de prévention, juin 2009].

Des professionnels n'hésitent pas à parler de violence institutionnelle pour qualifier l'abandon de certains élèves à leur sort :

« Il y a de la violence endogène à l'institution scolaire. Se construit au sein de l'établissement scolaire la déscolarisation, dans l'indifférence de l'institution » [Cadre, association de prévention, juillet 2009].

Si des élèves donnent des signes de leur mal-être ou de décrochage par rapport à l'enseignement, il reste toujours que le problème n'est pas pris en charge assez tôt, en dépit de signes visibles¹² :

« Il y a des jeunes mis à la marge de l'institution, qui sont mis à mal par l'école : mauvaise orientation, [par exemple] un jeune qui n'est pas [intéressé par la] comptabilité, dont le parcours scolaire est régi par la souffrance, il y a aussi de la violence intra-scolaire (entre élèves). Et une autre cause d'exclusion de jeune, des jeunes qui vont à l'école, par exemple, mais sont dans l'absentéisme, ils n'assistent pas à certains cours,

¹² Benjamin Moignard montre même que l'école en organisant la sélection des élèves participe à la création de bande de délinquants : MOIGNARD Benjamin, *L'école et la rue : fabrique de la délinquance*, 2008, Presses Universitaires de France, Paris, p. 166.

ils sont exclus à l'intérieur, ils emportent la rue dans l'école » [Cadre, association de prévention, septembre 2009].

Ces temps de latence ou de vide institutionnel représentent, pour des jeunes qui ont peu ou pas du tout d'activité extrascolaire culturelle ou sportive, des sas d'entrée vers l'économie de la rue, n'ayant rien d'autre ni personne à quoi/qui se raccrocher.

L'ensemble de ces difficultés liées à l'absence de cadre de référence commun et aux partenariats complexes à mettre en œuvre n'ont pourtant pas entravé l'expérience et la mise en application de pratiques professionnelles efficaces, ou « bonnes pratiques », qui se sont développées en s'adaptant aux problèmes émergents sur le terrain. Les examiner en miroir des difficultés précitées devrait permettre de dégager des pistes de travail pour proposer un dispositif cohérent de prévention de l'économie de la rue.

2. Pratiques et préconisations des professionnels

Les professionnels, dans cette partie de l'enquête, ne prétendent pas à une expertise en matière de travail socioéducatif en direction des jeunes inscrits dans l'économie de la rue, mais valorise des outils et des éléments de pratiques qui permettent d'engager un travail avec ce public.

Les professionnels mettent l'accent sur l'accès à l'insertion, sur l'approche globale des jeunes et de leur famille ainsi que sur l'accompagnement personnalisé comme pistes de soutien efficace. D'autres expériences s'appuient sur des dynamiques de groupe, en particulier le groupe dit "naturel" (aussi appelé "bande" par les médias).

Renforcer le travail de rue, renforcer l'accompagnement, permet de créer ou de repérer des moments propices pour aborder le sujet de l'économie de la rue avec les jeunes, mais aussi de lutter contre la déscolarisation et l'errance. Certains professionnels insistent également sur la nécessité de promouvoir les initiatives de travail en réseau.

2.1. Développer les passerelles d'insertion et de sortie de l'économie de la rue

Les professionnels mettent en avant des outils comme les chantiers d'insertion, les espaces dynamiques d'insertion, les emplois des Régies de quartier et les stages BAFA, comme autant de leviers permettant un premier contact avec l'emploi.

Les jeunes de ces quartiers populaires et souvent stigmatisés accèdent difficilement à l'emploi. Les structures d'aide à l'insertion des jeunes rencontrent des difficultés pour « accrocher » un suivi avec ces publics et leurs propositions ne sont pas toujours « à la hauteur » des attentes.

« L'insertion professionnelle ce n'est même pas un outil, c'est une rustine, la mission locale, c'est du vent. Ils proposent une formation qui s'appelle : « plateforme de mobilisation » sans regarder si le jeune a le profil. Ils proposent aussi des stages bidon sur Internet alors que le jeune connaît cela par cœur, les jeunes veulent un boulot et ils font donc six mois de stage dans la plateforme et ensuite ils ne trouvent pas de boulot, alors que les entreprises veulent quelqu'un d'opérationnel » [Éducateur d'une association de prévention, octobre 2008].

Par contre, les offres d'emplois, même d'une journée, sont jugées pertinentes par les professionnels rencontrés car elles donnent rapidement accès à une activité ce qui permet aux jeunes de se confronter, sans trop d'engagement, au monde du travail. En outre, cela leur permet d'ajouter une ligne sur leur CV et d'obtenir une première immatriculation de sécurité sociale.

Les chantiers d'insertion répondent à ce besoin d'accéder à une offre de travail, qui demande peu de pré-requis, et qui permet une première mise en contact concrète avec le monde du travail :

« Les chantiers, ça marche bien, souvent parce qu'il ne s'agit pas d'un engagement à temps complet dans un travail, pour ceux qui sont vraiment pris, ils sont plus dans la spontanéité, dans le tout de suite maintenant » [Cadre d'une association de prévention, novembre 2009].

Cela permet, selon une directrice, de développer une « pédagogie de l'action » avec des jeunes, qui offre des opportunités, des alternatives au deale :

« Les jeunes sont dans le trafic et dans l'insertion et à un moment ça se joue, il n'y a pas d'un côté, ceux dans le trafic et de l'autre, ceux qui essaient de s'en sortir » [Cadre d'une association de prévention, juillet 2009].

S'il est mineur, il ne pourra pas être rémunéré mais il bénéficiera d'un séjour ou d'une activité de son choix. Les régies de quartiers sont des dispositifs de forme associative créés à l'initiative de synergies locales (habitants, bailleurs, municipalités...). Elles promeuvent la participation démocratique et permettent de développer des activités locales. Ces régies sont souvent sous traitantes d'entreprises privées ou publiques et effectuent des travaux de réfections de bâtiments ou d'entretiens ou, encore, participent à des projets culturels. Les jeunes embauchés avec ce type de contrat doivent être majeurs. Là encore, les entreprises locales et les municipalités ont un rôle à jouer. Le seul problème est que certains des emplois proposés peuvent être perçus comme dévalorisants par les pairs. Or, ce sont des emplois locaux, que les jeunes accomplissent dans leur quartier. [Entretien avec le directeur de la régie de quartier de Bobigny (93), décembre 2009].

Le BAFA (Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur) demeure un excellent moyen d'insertion qui permet de renforcer les compétences des jeunes et de les responsabiliser, selon la directrice d'une association :

« C'est du savoir être, cela responsabilise, c'est du bon sens et de la technique et la technique cela s'apprend à tout âge » [Cadre d'une association de prévention, décembre 2008].

Cette formation permet aussi d'exercer une première expérience professionnelle et de travailler pendant les vacances scolaires. Des partenariats entre les structures de prévention et les organismes de formation au BAFA permettraient aux jeunes d'expérimenter leurs premiers stages dans les associations implantées dans leur quartier.

Toutes les initiatives d'insertion directe dans une activité professionnelle sont à promouvoir, afin de prévenir une logique d'enfermement dans l'économie de la rue et de réinscrire le jeune dans une perspective d'insertion professionnelle.

2.2. Renforcer le travail de rue et dialoguer sur l'économie de la rue

2.2.1. Le travail de rue

Pour ces jeunes, la rue est un espace de socialisation. Y trouver sa place, en tant que professionnels, ne va pas de soi dans cet espace où les jeunes sont engagés dans des luttes de pouvoirs :

« L'année dernière, il y a eu un décès au centre-ville, pour une question de place et de territoire. C'est extrêmement prégnant sur un quartier : le statut sur un quartier, la place, ce qui est légitimé à faire ou à dire, et surtout à ne pas faire et à ne pas dire » [Cadre dans une association de prévention, juin 2009].

L'enjeu est, d'abord, de maintenir une présence adulte et « contenante » dans l'espace public :

« Ça aussi c'est une bonne pratique : réinvestir les lieux ; en fait le trafic est un symptôme, de l'ennui, de la désertification des services publics ; pour un gamin, dans le quartier, le seul adulte qui le calcule, cela va être celui qui deale » [Éducateur d'une association de prévention, septembre 2009].

Un éducateur, lors d'une maraude, confie : « tu vois, ce jeune est devant la porte de cet immeuble, depuis plusieurs mois, il fait le guet ». Le défi pour l'éducateur est de trouver un mode d'approche de ces jeunes, en adoptant une attitude aidante, mais qui témoigne de sa compréhension de ce qui se joue. Certains professionnels manquent d'outils, de propositions, pour aller au-devant des jeunes.

La Directrice d'une association de prévention relate que l'accueil fait à des éducateurs par des jeunes inscrits dans l'économie de la rue, n'est pas aussi hostile qu'on pourrait l'imaginer, s'ils disposent d'outils pertinents :

« On a été surpris. Il y avait un forum pour l'emploi et, donc, les éducateurs sont allés vers eux pour leur donner des « flyers » (carton d'invitation) ; ils sont allés dans les halls d'immeuble et cela s'est bien passé, à leur grande surprise » [Cadre d'une association de prévention, juin 2009].

Un éducateur relate, aussi, une campagne de recrutement pour un « chantier » (CDD de quelques jours) : il allait à la rencontre des jeunes avec lesquels il ne parlait pas habituellement, et il a reçu un excellent accueil du fait qu'il avait « quelque chose à leur offrir ».

Selon une éducatrice, le contact avec les jeunes qui vendent de la drogue, est facilité si l'on se fait connaître des parents et des plus jeunes, ce qui implique une présence lors des week-end set en soirées qui favorisent les rencontres avec les proches et de tisser des liens avec les habitants. Ce travail en proximité permet de recueillir de multiples éléments. Des éducateurs souhaiteraient disposer de grilles d'observation et de recueil d'expériences afin d'organiser ces informations qui contribuent à une meilleure compréhension de l'environnement social dans lequel évolue le jeune et ses proches.

2.2.2. Le travail avec les groupes de pairs

La rue est un espace de socialisation, où des jeunes se construisent au sein de groupes. D'où l'importance d'activités et de moments collectifs avec des groupes dits « naturels », ou groupe de pairs. De telles activités permettent d'établir d'autres solidarités, de favoriser la prise de responsabilité et l'engagement d'expériences collectives et positives. Cela peut se concrétiser sous la forme d'ateliers de recherche d'emploi, des actions de recherches d'activités rémunérées pour réunir les fonds nécessaires à un séjour hors du quartier ou encore pour mener un projet ou un spectacle artistique. Certaines structures préconisent de mettre un local à disposition des jeunes, tandis que d'autres considèrent que c'est moins le local qui est nécessaire, que l'existence de lieux prêts à les accueillir sans être spécifiquement dédiés aux jeunes. Une structure à Paris prête ses locaux à une association de jeunes pour leurs réunions et leur apporte le soutien logistique nécessaire à la réalisation de leurs projets. Dans un quartier de Seine Saint Denis, une structure a mis en place un « atelier cuisine » géré de manière quasiment autonome, pendant un après-midi par semaine, et qui remporte un franc succès. Selon la directrice, un tel engouement s'explique par la convivialité, mais aussi par le fait que, dans nombre de familles pauvres, la nourriture est mise « sous scellés » (n'est pas à disposition mais cachée ou mise dans des placards fermés à

clés). La dynamique de projets permet de responsabiliser les jeunes, de les valoriser en leur permettant d'exprimer leurs compétences et de les aider à prendre confiance. Mais elle rencontre des limites matérielles, et induisent des quiproquos entre jeunes et professionnels :

« On leur a proposé des chantiers éducatifs, avec une entreprise ou avec un bailleur, de participer à la réfection d'un immeuble, partie peinture, avec l'argent, un séjour, des vacances, une formation, à la clé. Après plusieurs jeunes ont demandé. Mais ensuite il n'y a plus eu d'entreprise qui voulait participer. Alors, comme il y avait eu ces désistements, l'association a payé elle-même des séjours ; ce n'est pas bien, car ça peut leur laisser croire qu'on peut leur donner de l'argent sans contrepartie » [Éducateur d'une association de prévention, juillet 2009].

2.2.3. Dialoguer sur l'économie de la rue

La possibilité d'aborder le sujet de l'économie de la rue dépend du « lien de confiance » qui unit l'éducateur et le jeune. Le plus souvent, les professionnels affirment qu'ils ne peuvent pas aborder de « front » le sujet sans risquer d'altérer la relation. Il y a des moments propices, par exemple, lors d'une activité. Ou encore lorsqu'un jeune confie ses inquiétudes : ainsi, une directrice explique qu'avec une « nourrice » (jeune chargé de conserver l'argent, souvent âgé de 13 à 15 ans), une discussion est possible car le jeune a du mal à mesurer – ne dealant pas directement – les conséquences de son implication dans le trafic. Les jeunes peuvent aussi aborder ce sujet de manière indirecte en évoquant le comportement des « autres ». Parfois, le moment « propice », sera celui d'une interpellation ou celui où une procédure judiciaire s'engage, ou encore lors d'un séjour en prison. L'enjeu des discussions est aussi de démystifier les soi-disant profits « juteux » de l'économie de la rue.

Selon un éducateur, la difficulté est de trouver un point d'accroche pour amener le jeune à réfléchir :

« Il faut sortir de l'habituel : « je m'en fous de ce que tu fais, je ne veux pas le savoir ». Non, tout l'enjeu va être de les approcher, sans être moralisateur non plus ; parce qu'entre la police et le juge, ils ont intégré un décor, mais qui manque de cohérence. Donc, nous, on intervient pour qu'ils se posent la question : « Qu'est-ce que je veux ? Qu'est-ce que je peux faire ? », pour les sortir de la question matérielle et pour qu'ils se projettent dans l'avenir. La difficulté c'est de trouver un point d'accroche, pour qu'ils soient motivés à passer des semaines à travailler pour un salaire pas très important, plutôt que de gagner cinquante euros tout de suite. »

ET COMMENT TU FAIS ?

« Il faut relever la confiance en soi, ils font partie de ces gamins à qui on a dit : « t'es nul et tu n'y arriveras jamais ». Ce que renvoie beaucoup la société, en tant que fils issu de l'immigration. Après, ils entrent dans un jeu : « si c'est comme ça qu'on est vu, c'est comme ça qu'on va être ».

COMMENT TU FAISAIS POUR PARLER DE ÇA AVEC LES JEUNES ?

« J'écoutais beaucoup ce qu'ils se disaient entre eux, dans la salle d'accueil de l'association et ils parlaient devant moi de leur prochain coup. Alors je leur disais : « j'ai entendu et si on me pose des questions...? ». Alors les jeunes répondaient : « mais ce n'est pas toujours vrai, ce que l'on raconte ». Je leur disais mon inquiétude : « ce que vous faites c'est répréhensible ; il y a des lois ». Au début, ils disaient : « t'inquiète, on va se démerder, y'a pas de risques ! » Et petit à petit, ils sont venus se poser : « je ne trouve pas ma place, je n'aurai jamais de boulot ». Mais quand ils voulaient chercher un travail, c'est parce que le lendemain, ils

avaient rendez-vous avec un juge, et qu'ils avaient eu six mois pour en chercher. Donc d'abord, il faut les remettre dans la réalité, en leur disant qu'il y a des dispositifs, mais pas n'importe comment. Et souvent ils viennent me remercier alors que je n'ai rien fait à part être là et réfléchir avec eux. Mais pour eux, c'est beaucoup de les sortir d'un certain milieu et de leur montrer qu'ils sont capables de faire des choses » [Éducateur d'une association de prévention, juin 2009].

Des associations utilisent des jeux éducatifs, tel que « La place de la loi »¹³ qui permet d'informer de façon ludique.

Ces techniques d'approche pour engager une discussion construite sur le thème de l'économie de la rue, pourraient aussi se doubler de l'organisation de débats plus formels. En effet, la plupart des structures rencontrées animent ou organisent des ateliers d'informations sur les conduites à risques concernant l'alcool, les drogues, l'épidémie du VIH-sida, les risques liés à la conduite des deux-roues, etc. Ces ateliers se déroulent soit à l'école, au sein même des classes, ou dans les associations, avec des groupes dits « naturels ».

La mise en place de réunions, groupes de parole ou encore d'ateliers d'informations sur les dangers de l'économie de la rue pourrait renforcer le travail engagé auprès des jeunes. Selon une directrice, il faut, comme pour les messages de prévention sur le VIH-sida, « être cash et brutal » dans la forme. Mais, selon elle, ce serait à l'école de porter ce message. Pour d'autres intervenants, au contraire, les associations sont les mieux placées pour aborder ce sujet puisque ces activités ont lieu dans l'espace public. La question est complexe et controversée ; le besoin est exprimé, au sein des équipes, d'élaborer un discours de prévention cohérent, partagé par les professionnels et qui peut soutenir l'intervention éducative auprès des jeunes.

Une structure a élaboré une collaboration avec une association de juristes afin d'informer les jeunes sur les risques qu'ils prennent, la responsabilité des parents, les conséquences liées au fait de garder un colis pouvant contenir de la drogue chez soi ou de le transporter. Certains professionnels ont des difficultés à s'approprier un discours sur les risques liés aux activités illicites : « si l'ensemble des adultes portaient ce discours, il pourrait être plus facilement relayé auprès des jeunes ». Une éducatrice fait aussi observer, l'intérêt d'une prévention par les pairs, où des jeunes plus âgés relaient des messages vers les « petits ».

Engager un dialogue avec des jeunes inscrits dans des activités illicites pose un problème de cadre légal. Le fait d'inscrire les démarches dans un cadre partenarial où les objectifs de préventions sont partagés par l'ensemble des acteurs locaux peut contribuer au développement d'initiatives.

¹³ Voici la présentation du jeu sur le site de l'association qui le promeut : « Posons-nous un instant la question de savoir comment les adultes peuvent-ils apprendre la loi aux jeunes si eux-mêmes l'ignorent ». Les conditions essentielles pour jouer, selon leur site, sont celles-ci : « Des adultes qui osent s'impliquer avec des enfants y compris en affichant leurs ignorances. Accepter de ne pas connaître la réponse pour parler de ce qui pourrait la fonder. Accepter de parler des règles qui organisent la vie en société » http://www.apcej.com/Nouveau-site/Place_loi_accueil.html) Site consulté le 9 décembre 2008.

Selon des professionnels, les dispositifs issus des Contrats locaux de sécurité peuvent aussi structurer un cadre partenarial intéressant :

«Le Groupement local de traitement de la délinquance (GLTD), dispositif qui regroupait des éducateurs, le substitut du parquet des mineurs, la police... est tombé en sommeil. Le GLTD s'arrête, donc, il y a eu la proposition d'une cellule de veille, avec un élu à la santé, un élu à la tranquillité publique, un élu à la jeunesse, le procureur, le substitut au mineur, le commissaire et des acteurs locaux, comme des bailleurs, le foyer, la prévention spécialisée, une référente santé » [Cadre d'une association de prévention, juillet 2009].

Le développement de l'action éducative en direction des jeunes inscrits dans l'économie de la rue, exige des cadres de travail collectifs qui prennent en compte globalement ce phénomène, sans le réduire à une simple question de sécurité.

2.3. Prévenir la déscolarisation

Lors des ateliers de restitution de l'étude, qui se sont déroulés au cours de la recherche, certains professionnels de la jeunesse ont souvent insisté sur le fait que la déscolarisation précoce, qui commence parfois par des exclusions à répétition de l'école, constitue une « voie royale » pour s'inscrire dans l'économie de la rue.

Il existe des difficultés intrinsèques à l'institution scolaire, qui doivent être prises en compte pour mieux travailler avec celle-ci. L'école peut produire de l'exclusion, car l'institution se trouve parfois dans l'obligation d'exclure un élève. En particulier, lorsque celui-ci a été violent physiquement envers d'autres élèves ou un professeur ; l'exclusion pourra s'imposer comme seule sanction possible, certains faits pouvant d'ailleurs susciter l'émotion de la communauté scolaire (personnel et élèves), fragiliser le fonctionnement de l'établissement et induire des grèves et des arrêts maladie. Mais lorsque l'exclusion est prononcée, il n'y a pas de personnels dans l'établissement pour prendre en charge ces élèves, ce qui permettrait de pratiquer « l'exclusion-inclusion », c'est-à-dire donner du sens à la sanction afin de ne pas briser le lien éducatif.

La mise en place d'action de partenariat entre acteurs de prévention et Éducation Nationale, pour répondre aux besoins de ces publics rencontrant des difficultés, demeure marginale . Ainsi, des structures promeuvent la scolarisation à temps partiel pour des élèves en situation de rupture, mais sa mise en œuvre est problématique :

« Il y a des dispositifs à inventer parce que cette année, on a proposé cinq ou six projets d'action bien ficelés, en cinquième, « l'école en alternance » - une scolarisation à temps partiel. Il y en a qui ne veulent pas se lever le matin, un accueil à la carte, ça se défend et c'est jouable mais ça dépend du chef d'établissement, c'est vrai » [Cadre d'une association de prévention, septembre 2009].

De même, une directrice de SEGPA témoigne de ses difficultés à mettre en œuvre un dispositif de « réussite éducative » :

“Je n'ai jamais pu en faire profiter un élève de la SEGPA, car la chef d'établissement était contre. J'ai fait partie d'un dispositif inter-académique sur le décrochage scolaire, avec une prise en charge globale, avec activités psychologiques ou culturelles et la mobilisation de plusieurs acteurs. J'avais justement un élève [qui pouvait être concerné] mais sa famille s'y oppose de manière radicale car on va avoir une vue sur ce qui se passe chez eux et donc ils ont refusé cette prise en charge. La mère refuse alors qu'ils vivent dans vingt mètres carrés à sept mais ils refusent l'aide alors que ça pourrait activer les choses. Donc cela veut dire qu'ils vont essayer péniblement de tenter une prise en charge dans un Centre Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) où il y a des listes d'attente pendant des mois, et que ce ne sera que deux heures par semaine, sachant que c'est un élève qui relève du soin. Moi, je ne peux le prendre qu'une heure ou deux par jour, compte tenu de son comportement donc cela veut dire que le reste du temps, il est dans la rue et là ce n'est pas de mon fait. Un éducateur voit de temps en temps la famille, un psy de temps à autre, ce n'est pas assez, là ce n'est pas de notre fait ». [Entretien avec la directrice d'une SEGPA (Enseignements généraux et professionnels adaptés dans le second degré) décembre 2009].

La plupart des structures de prévention rencontrées souhaitent travailler plus étroitement avec les établissements scolaires : selon eux, l'échange associations-établissements scolaires serait profitable pour l'avenir d'enfants dont les difficultés pourraient être repérées et prises en charge plus tôt, soit, pour certains, dès le primaire. Il arrive que les parents ne se rendent pas compte que leurs enfants ne vont plus à l'école et ils n'en sont informés que lorsque la sanction tombe, c'est-à-dire lors de l'exclusion. Selon la directrice d'une association, ce type de situation pourrait être évité, s'il y avait plus de travail de proximité entre le personnel éducatif et les parents. Elle cite pour exemple un Conseiller Principal d'Éducation (CPE) qui se plaint que les parents n'aient pas répondu aux courriers envoyés ; or, selon cette directrice, il faut appeler les familles car parfois les adultes ne savent pas lire ou décryptent mal les termes employés dans les courriers administratifs ; les enfants peuvent également « confisquer » le courrier. De même, selon une autre éducatrice, la récente exclusion de deux élèves scolarisés en primaire, du fait de leur comportement, sans qu'aucune des structures qui les suit n'en soit informée, témoignent des problèmes de coordination des différents acteurs du quartier.

Pour éviter qu'un élève ne passe tout le temps de son exclusion dans la rue, des associations ont mis en place un dispositif d'accueil des élèves exclus temporairement en contractualisant un partenariat avec l'établissement scolaire. Cela permet à l'élève d'éviter une rupture avec le suivi éducatif, ainsi que la déscolarisation, et cela permet en outre de donner du sens à la sanction et de lutter contre l'échec scolaire. Pendant cette période, la confiance sera établie ou rétablie avec les familles. Tout ce dispositif participe donc de la prévention de l'entrée dans l'économie de la rue. Concrètement, pendant son exclusion, l'élève vient à l'association avec une fiche de liaison remise par l'établissement, où est inscrite la durée de l'exclusion et les devoirs à faire. Le matin, il fait ses devoirs et peut disposer d'un soutien en lien avec le professeur principal qui peut se déplacer dans

la structure. Le reste du temps, il est occupé grâce aux autres activités de l'association. Dès le début de l'exclusion, une médiation est établie avec les parents, qui permet que l'accompagnement éducatif se poursuive après la « punition ». Une évaluation et un bilan seront établis conjointement par l'établissement, l'association, le jeune et ses parents. Ce dispositif a été rendu possible parce que cette association a développé des compétences en accompagnement à la scolarité et a tissé de nombreux partenariats avec l'Éducation Nationale (création d'un emploi à mi-temps avec un assistant d'éducation du collège, participation de professeurs bénévoles).

Dans cet accompagnement, le travail de médiation avec les parents est central et tend vers une plus grande implication de leur part et un soutien pour la scolarité de leur enfant.

Mettre en place un accompagnement de proximité des élèves en situation d'exclusion temporaire ou définitive reste donc une priorité. Lorsque l'élève est en attente d'un nouvel établissement, il est dans une situation fragilisante qui le rend vulnérable face aux sollicitations de l'économie de la rue.

2.4. Soutenir les parents, développer la médiation familiale

L'économie de la rue peut causer de véritables dommages sur les familles et, parfois, en révéler les dysfonctionnements.

Plusieurs professionnels soulignent l'intérêt des groupes de parents (la plupart du temps, il s'agit de mères) pour créer un espace de parole qui leur permettent d'élaborer collectivement sur leurs problèmes et envisager des solutions :

« Cette mère ne doit pas être isolée, il faut rompre l'isolement, lui faire rencontrer d'autres mamans qui sont dans la même situation. Pour cela, on met en place un accueil des mamans, elles ont besoin de parler ensemble, pour pouvoir reconnaître qu'elles sont en difficulté. Les familles doivent être des ressources pour ne pas que l'éducateur soit happé, à jouer, par exemple, le rôle du père. Et poser des questions comme : « Comment avoir une parole d'autorité ? Je n'y arrive plus ! Qu'est-ce qui a conduit à ça ? » [...] On peut ensuite les orienter vers des consultations familiales, vers un soin, vers du thérapeutique... » [Cadre d'une association de prévention, juillet 2009].

Une éducatrice affirme que les dysfonctionnements familiaux éclairent bien des difficultés des jeunes inscrits dans l'économie de la rue. Elle regrette que les éducateurs manquent de formation en thérapie familiale. Cela servirait, selon elle, à dédramatiser certaines situations et à travailler sur les ressources et les potentiels des membres de la famille. Pour aider les familles, il faut qu'elles admettent l'existence de problèmes ou d'une situation d'échec dans l'éducation de leurs

enfants. Selon une éducatrice, une prise en charge des enfants en difficulté, dès le primaire, permettrait de réduire les risques d'entrée dans la délinquance.

L'économie de la rue peut exacerber les tensions intrafamiliales, ce qui peut rendre pertinent des projets de séparation temporaire qui permettent à la famille (le jeune et ses parents) de souffler. Mais peu de structures adaptées permettent de telles séparations temporaires.

Les séjours montés par la prévention spécialisée peuvent remplir partiellement cette fonction :

« Un séjour permet de cerner les problèmes d'un jeune, et d'en apprendre plus en une semaine qu'en six mois, sans le groupe de pairs de façon élargie, sans la famille, sans le quartier. Si on arrive à garder la dynamique de l'été, on peut emmener un enfant vers l'autonomie » [Éducateur d'une structure de prévention, juillet 2009].

Toutefois, les séjours sont aussi l'objet de malentendus et de tensions entre jeunes et professionnels : l'été, alors que la ville se vide de la plupart de ses habitants, les jeunes ressentent encore plus le désarroi d'être pauvres et de ne pas pouvoir profiter réellement des vacances et ils formulent une demande pressante auprès des associations afin de partir en séjour.

2.5. Prendre en compte la souffrance psychosociale

L'accompagnement personnalisé et global permet de décrypter le sens de certains comportements problématiques. Par exemple, dans une cité de Seine Saint Denis, après que de nombreuses arrestations pour réprimer un trafic de drogue ont été effectuées, un jeune fit son apparition dans le trafic. Il se postait, pour faire le guet, à l'endroit même où un grand nombre d'arrestations avait été réalisé ; « comme s'il voulait se faire lui aussi arrêter », remarque une éducatrice. Celle-ci découvrit, que cet emplacement était aussi celui où son père s'était suicidé quelques années plus tôt, en se jetant d'une fenêtre. Ce père avait lui-même des activités délictueuses. Sa mère, sous antidépresseur, est dans le déni des activités illicites de son fils. L'attitude fanfaronne de ce jeune lorsque les forces de l'ordre se manifeste, révèle en fait une grande souffrance, qui ne peut être comprise que si l'on a connaissance de son histoire familiale. L'approche globale des situations, prenant en compte, notamment, l'histoire personnelle, familiale, l'histoire du quartier et des groupes de pairs modifie la perception de la situation des jeunes.

Une directrice affirme que les jeunes qui ont un « leadership fort », présentent souvent des « troubles de la personnalité. » Les catégories étiologiques de la psychiatrie offrent des grilles de lecture des comportements qui restreignent les problèmes d'individu à une pathologie et qui prennent mal en compte les dimensions sociales du phénomène de l'économie de la rue.

Toutefois, les éducateurs sont en prise avec la souffrance psychosociale des jeunes. La prise en charge précoce des troubles qui se manifestent chez l'enfant (qu'ils s'agissent de problèmes de santé mentale, de troubles du langage - dyslexie, bégaiement, etc.... -, alimentaires - boulimie, anorexie -, addictifs - produits psychoactifs, jeux pathologiques - ou encore de comportements violents) constitue « la meilleure prévention possible », selon la directrice d'une association. Lors de cette étude, de nombreux récits ont fait état de jeunes qui présentaient des troubles importants qui n'avaient pas été pris en charge.

Une directrice parle de « négligence institutionnelle » à propos de ces défauts de prise en charge précoce qui peuvent être préjudiciables à ces jeunes, tout au long de leur vie. Elle évoque un jeune dont le bégaiement n'a pas été corrigé, et qui éprouve d'énormes difficultés d'insertion et qui est exposé à des situations de mépris social, voir à des rejets et des violences.

2.6. Soutenir les plus jeunes

Le trafic, auquel ils assistent depuis leurs fenêtres, peut exercer un effet de fascination sur les plus jeunes qui, parfois, affirment précocement que « plus tard [ils vont] faire pareil ». Plusieurs professionnels se disent inquiets après avoir vu des enfants de cinq ans « jouer à vendre de la drogue », version du jeu de « la marchande » en accord avec des cités d'où les commerces licites ont disparu. Une structure de prévention s'est préoccupée de l'accès aux jeux pour les enfants et elle les initie à des jeux coopératifs où les enfants doivent mettre en œuvre des stratégies collectives et solidaires pour gagner une partie. D'autres structures s'emploient à sortir les enfants du quartier, pour qu'ils puissent voir autre chose et diversifier leurs expériences.

Les enfants ont besoin d'entendre une parole adulte et structurante sur ces activités illicites. Le trafic de drogue, plus que de la fascination, produit une véritable angoisse chez les plus jeunes, comme en témoigne cette anecdote rapportée par une chef de service éducatif :

« Lors d'un contrôle de police près d'un square, des jeunes adolescents qui se trouvaient à proximité ont déposé des morceaux de cannabis enveloppés dans des sacs plastiques dans le cartable d'un enfant de six ans. Ces adolescents ont ensuite été contrôlés par la police tandis que le petit de six ans traversait le groupe sans se faire arrêter. Le petit garçon a eu très peur, et disait ensuite aux jeunes : « arrêtez, je vais mourir, je vais mourir ! ». Par la suite, il a raconté aux autres enfants qu'il avait eu l'impression de transporter un mort dans son sac. La chef de service n'a pas osé l'aborder pour ne pas l'effrayer car il avait encore la marchandise sur lui. Elle craignait que les adolescents pensent qu'elle allait prendre la marchandise. Elle a voulu éviter « des réactions en chaîne ». Ne connaissant pas les jeunes qui étaient présents, il lui était difficile d'intervenir. Elle s'est malgré tout adressée à un autre groupe d'adolescents, témoins de la scène,

pour leur expliquer quelles pouvaient être les conséquences de ce type d'actes sur les plus jeunes » [Cadre d'une association de prévention, novembre 2008].

Cette scène montre bien la vulnérabilité des enfants, et comment ils peuvent se retrouver impliqués dans des trafics, sans qu'il soit question de choix ou de libre arbitre. On perçoit aussi toute la difficulté, pour un professionnel, à intervenir sur-le-champ dans un contexte où il peut légitimement craindre que son intervention aggrave la situation.

Synthèse du second chapitre : Pratiques et préconisations des professionnels

Cette seconde partie rend compte de l'expérience des professionnels en contact avec des jeunes inscrits - ou en voie de l'être - dans l'économie de la rue et elle décrit leurs stratégies et leurs difficultés.

L'intervenant en prise avec l'économie de la rue perçoit mal son cadre d'action et ses limites : d'un côté, il doit aller à la rencontre de ces jeunes, car sa mission est de les aider à sortir de la délinquance, et le trafic peut être regardé comme une forme de délinquance comme une autre ; d'un autre côté, ces jeunes étant en quelque sorte « fixé » sur leur lieu de vente, l'intervenant doit rester auprès d'eux de longues heures pour engager un travail et gagner leur confiance, et cela au risque d'une proximité qui pourrait être perçue comme une forme d'acceptation et de « caution » accordée à l'activité de ces jeunes.

La prévention de l'économie de la rue ne bénéficie pas d'un cadre clairement défini. Concernant la consommation de drogues, le cadre de la réduction des risques structure l'intervention des professionnels. L'agent de la réduction des risques, de par son référentiel professionnel défini par une loi de santé publique, ne se pose pas la question de savoir s'il « cautionne » ou non l'usage de drogue, puisque son travail requiert d'admettre cet usage comme une donnée du réel pour s'employer à en réduire les nuisances et les dommages.

Certains professionnels se dégagent des difficultés du travail sur les questions du deal en affirmant que ces jeunes ne relèvent pas de leur champ de compétences, mais de structures de soins ou de la justice. D'autres développent même le sentiment que ces jeunes ne sont pas « récupérables » ou bien qu'ils n'ont pas besoin d'insertion ou de soutien éducatif puisqu'ils gagnent « beaucoup d'argent ».

L'absence de cadre clair oblige les acteurs de terrain à adosser leurs stratégies éducatives sur leurs représentations personnelles. Certains développent une approche plus individuelle et psychologisante, quand d'autres portent un regard plus social et structurel sur le phénomène. Les positionnements professionnels, les stratégies éducatives et les discours de prévention varient d'une structure à l'autre, voir d'un professionnel à l'autre au sein d'une même structure.

L'économie de la rue vient questionner les pratiques : comment aller à la rencontre de ces jeunes, gagner leur confiance, adopter une position explicite sur le trafic et respecter la juste distance dans la relation éducative ? Comment, sans être « moralisant », informer les jeunes des risques qu'ils encourent ?

D'autre part, les relations tendues avec la police affectent la lisibilité du message de rappel à la loi : les jeunes perçoivent la police comme injuste et les acteurs de prévention peinent à construire un partenariat constructif, fondé sur une reconnaissance mutuelle, avec les forces de répression. Des difficultés apparaissent avec d'autres partenaires, notamment, avec l'Aide sociale à l'enfance (ASE) dont les délais de prise en charge ne répondent pas aux situations d'urgence rencontrées par les acteurs de prévention ; ou avec l'institution judiciaire, qui peine à réduire le délai entre le prononcé d'une mesure et sa réalisation effective, ce qui ne facilite pas la prise de conscience. C'est également le cas avec l'institution scolaire, avec qui un meilleur partenariat devrait être développé pour limiter l'impact des exclusions scolaires.

Malgré les difficultés, les professionnels développent des pratiques et des outils pour la prévention de l'économie de la rue. Il n'existe pas d'actions spécifiques envers ces jeunes mais un faisceau d'actions, de pratiques et d'outils que les associations mobilisent. À la lumière de leurs expériences, les professionnels dégagent six grands axes de travail :

1. Développer les passerelles d'insertion et de sortie de l'économie de la rue : l'offre d'emploi, même de courte durée, permet une première rencontre avec le monde du travail.
2. Renforcer le travail de rue et dialoguer sur l'économie de la rue : le travail de rue est l'outil privilégié de rencontre avec les jeunes inscrits dans l'économie de la rue ; il permet de nouer des liens de confiance, d'engager un travail avec les groupes « naturels » et de faire évoluer leurs représentations sur le trafic.
3. Prévenir la déscolarisation : l'accompagnement éducatif des élèves en situation d'exclusion temporaire et/ou définitive est une étape essentielle dans la remobilisation de l'élève et de sa famille.
4. Soutenir les parents, développer la médiation familiale : par l'organisation de groupes de parole ou de séjours pour leurs enfants.
5. Prendre en compte la souffrance psychosociale : une approche globale permet de prendre en compte les difficultés personnelles du jeune et de faciliter la prise en charge de troubles psychiques.
6. Soutenir les plus jeunes : témoins des trafics qui sont pour eux un objet d'inquiétude, voir d'angoisse.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette étude, en donnant la parole aux jeunes engagés dans l'économie de la rue et aux professionnels qui les entourent, a permis d'éclairer les processus sociaux qui conduisent à l'économie souterraine, ainsi que la perception endogène des jeunes qui la pratiquent. Nos entretiens montrent que l'option illégale est un choix de vie par défaut qui n'est par conséquent jamais envisagé en termes de « carrière ». Les éclairages des professionnels qui suivent ces jeunes montrent que ceux-ci souffrent à plusieurs niveaux : scolaire, affectif et plus largement social. Les jeunes majeurs et les adultes dressent un constat amer de cette société et de la place qu'elle leur accorde du fait d'être issus d'un milieu populaire. Les institutions passées aux cribles de la critique montrent qu'une distance peut se creuser entre des jeunes et une société dont ils considèrent qu'elle est régie par des lois injustes.

Les professionnels à partir de leurs expériences de terrain, repèrent des points de blocage et élaborent des stratégies pour une meilleure prévention de l'économie de la rue. La diffusion d'une culture commune sur l'économie de la rue, dans l'ensemble des structures permettrait notamment d'harmoniser les positionnements professionnels et de faciliter le choix d'une stratégie éducative. La difficulté à mettre en œuvre des partenariats densifie considérablement le travail quotidien. Leurs expériences les conduisent à préconiser de renforcer le travail de rue, de créer des temps de discussion autour de l'économie de la rue, d'investir les temps périscolaires, de renforcer la prévention de la déscolarisation et de promouvoir des passerelles vers l'emploi.

Il faut préciser que l'élaboration collective de cette expertise a conduit certains professionnels à s'interroger sur les intentions du groupe de travail « économie de la rue » dans sa recherche de pratiques professionnelles de terrain. Certains craignent effectivement de recevoir des injonctions de la part des financeurs concernant leur façon de travailler. Ainsi, si l'expertise des professionnels a permis de dégager les axes de travail sur lesquels adosser un dispositif de prévention de l'économie de la rue et un discours commun de prévention, ces professionnels devront naturellement être associés à leur conception.

Pistes à explorer issues de ces entretiens :

Du côté des jeunes :

- Les expériences associatives menées par des personnes ayant appartenu à l'économie de la rue montrent que l'esprit de solidarité, de camaraderie, les relations de don/contre don

(exprimé avec la formule : « service à rendre ») peuvent trouver à se réinvestir dans des activités collectives légales notamment créatives.

- Certains des jeunes engagés dans l'économie de la rue font montre de « savoirs pratiques », par exemple : capacités commerciales, managériales, sociales, capacités à mémoriser et à anticiper. En redonnant confiance à ces jeunes et par des accompagnements individualisés ces « savoirs pratiques » devraient pouvoir être réinvestis dans le cadre d'un projet d'insertion.
- Les jeunes demandent à être accompagnés lors de leurs études (augmentation des bourses), pour obtenir le permis et pour accéder aux structures sportives et culturelles.

Du côté des parents :

- Les entretiens avec les parents montrent que les liens entre les institutions devraient être améliorés et que les associations pour la jeunesse ont un rôle important à jouer comme médiateurs avec d'autres institutions comme l'Aide Sociale à l'enfance, la Protection Judiciaire de la Jeunesse et l'Éducation Nationale .
- Il est important de restaurer la confiance des parents dans leur rôle éducatif et de les soutenir : par exemple en créant des groupes de parole. Une action devrait tout spécialement cibler les mères en difficulté avec leurs fils (entre 11 et 18 ans).

Du côté des professionnels et des institutions :

les professionnels dégagent six grands axes de travail :

1. Développer les passerelles d'insertion et de sortie de l'économie de la rue : l'offre d'emploi, même de courte durée, permet une première rencontre avec le monde du travail.
2. Renforcer le travail de rue et dialoguer sur l'économie de la rue : le travail de rue est l'outil privilégié de rencontre avec les jeunes inscrits dans l'économie de la rue ; il permet de nouer des liens de confiance, d'engager un travail avec les groupes « naturels » et de faire évoluer leurs représentations sur le trafic.
3. Prévenir la déscolarisation : l'accompagnement éducatif des élèves en situation d'exclusion temporaire et/ou définitive est une étape essentielle dans la remobilisation de l'élève et de sa famille.
4. Soutenir les parents, développer la médiation familiale : par l'organisation de groupes de parole ou de séjours pour leurs enfants.

5. Prendre en compte la souffrance psychosociale : une approche globale permet de prendre en compte les difficultés personnelles du jeune et de faciliter la prise en charge de troubles psychiques.
6. Soutenir les plus jeunes : témoins des trafics qui sont pour eux un objet d'inquiétude, voir d'angoisse.

BIBLIOGRAPHIE

Ben Lakhdar Christian, *Le trafic de cannabis en France*, Estimation des gains des dealers afin d'apprécier le potentiel de blanchiment, OFDT, Novembre 2007.

BOURDIEU Pierre, *La Distinction - Critique Sociale Du Jugement*, Paris, Les Editions De Minuit, 1996.

JAMOULE Pascale, *Des hommes. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, La Découverte, 2008.

KOKOREFF Michel, *La force des quartiers, de la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Editions Payot et Rivages, 2003, p. 214 à 216.

MOIGNARD Benjamin, *L'école et la rue : fabrique de la délinquance*, 2008, Presses Universitaires de France, Paris,

MUCCHIELLI Laurent, « La place de la famille dans la genèse de la délinquance », *Regards sur l'actualité*, 2001, n° 268, p. 31-42.

MUCCHIELLI Laurent, « Note statistique de (re)cadrage sur la délinquance des mineurs », *Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie* [En ligne], Confrontations, mis en ligne le 16 décembre 2009, Consulté le 14 janvier 2010. URL : <http://champpenal.revues.org/7053>

RAUCH André, « Menaces viriles sur les banlieues françaises », in *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours, contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, éditions Autrement 2007, p. 276. 267-289.

SAUVADET Thomas, *Le capital guerrier, Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris Armand Colin 2007.

TILLON Germaine, *Le harem et les cousins*, Paris, Edition du Seuil, (1966), 1975.

Revue :

Comprendre les violences urbaines, La Documentation française, Regards sur l'actualité, numéro 319, Paris, mars 2006.

Sur le travail de rue :

GROUPE HORS-MURS DU GREAT, FAGASS, Charte du travail social « hors murs », Widerdruck, Bern 2005.

MARTEL Geneviève, sous la dir. de Caroline Savard, *Le travail de rue : une pratique préventive auprès des jeunes à risque d'adhérer à un gang ? Synthèse de l'évaluation*, Société de criminologie du Québec, Pour la Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, Ministère de la Sécurité publique du Québec, Mars 2008.

Textes officiels :

Circulaire de l'éducation nationale du 21 mai 2009 (n° 2009-068).

Site internet :

« La place de la loi », un jeu de l'Association APCEJ

http://www.apcej.com/Nouveau-site/Place_loi_accueil.html) Site consulté le 9 décembre 2008.

Annexe : Entretiens avec la population

Cette annexe présente des extraits de quatre entretiens typiques (trois jeunes et une mère de famille) au regard des objectifs de l'étude et de l'ensemble des données recueillies.

SAMIR

... Tu leur construis des terrains de foot, tu les emmènes au théâtre, pendant qu'ils sont jeunes et inconscients, ça les amuse mais pendant combien de temps ils vont savoir que sans argent, on ne fait rien ? Un jour, ils se réveillent ces jeunes-là. Un jour, le jeune, il a envie d'aller au cinéma avec sa copine. Un jour, le jeune, il a envie de s'habiller correctement. Un jour, le jeune, il a perdu sa trousse, s'il dit à son père qu'il a perdu sa trousse, sachant que c'est une famille défavorisée, il va se faire défoncer par son père, etc. Il faut qu'il retrouve une trousse et comment tu veux qu'il retrouve une trousse ? Donc c'est plein de petites choses comme ça, des petites choses comme ça. Et la seule solution, c'est la monnaie, c'est l'argent et voilà. On est là, on ne nous donne pas de perspectives, on nous donne rien du tout, on est entouré de murs. Tu sais, tu te réveilles le matin, tu vois toujours la même chose. À première vue, c'est normal mais le lendemain, le jour d'après, le jour d'après, c'est quoi que tu vois quand tu vois les murs ? Ils reflètent quoi les murs ? Ils reflètent la misère. En plus... Voilà, la seule chose qu'il faut, c'est donner de la monnaie aux jeunes. Il faut leur donner le moyen de vivre. Ils ne vivent pas pour aller à l'école seulement, ils vivent pour s'épanouir. Et ils n'ont pas ce moyen-là. Tu es né avec rien et tu veux quelque chose. On vit en plus... Ce n'est pas leur faute à eux, on ne peut pas t'en vouloir parce que tu es né dans telle famille, ou tu ne peux pas en vouloir à telle famille de ne pas avoir d'argent. Tu vois ? Après, comment tu veux... On fait ce qu'on a à faire. Tu sais. Après, tu sais, il y a le bien et le mal. C'est difficile de dissocier le bien du mal, quand tu fais que du mal. C'est celui qui fait le mal qui te demande de faire le bien, c'est incohérent. Donc, ça ne peut pas rentrer dans la tête des gens.

QUAND TU DIS, CELUI QUI TE DEMANDE...?

Bien sûr, quand je dis : « on nous demande », c'est la société, mais la société, elle n'est pas correcte avec nous, et elle nous demande d'être correct, on nous demande de nous en sortir. On nous donne des écoles délabrées, il y a peu de moyens, les enseignants même se plaignent qu'il y a peu de moyens. Dites-vous que les gamins, ils viennent pour étudier, ils passent des heures à écouter les profs qui se plaignent parce qu'il n'y a pas de moyens. C'est ça qu'on leur apprend. On va à l'école, il n'y a pas de moyens. On va en sport, il n'y a pas de moyens. On va au centre de loisir, il n'y a pas de moyens. On veut sortir avec les copains, il n'y a pas de moyens. On rentre à la maison, il n'y a pas de moyens. Les moyens... Oui, on accepte, un moment et un jour, ça pète. Un jour, on veut vivre comme tout le monde. On estime tous avoir le droit au bonheur. Surtout que depuis qu'on est petit, on nous baratine avec « liberté, égalité, fraternité » mais il n'y a rien de tout ça. On est libre de faire quoi ? De zoner dans le quartier ? Même quand on va se promener à Paris, sans argent, on se fait contrôler sans arrêt : « vous faites quoi ici ? Vous n'êtes pas chez vous ! » Ils nous font ressentir qu'on n'est pas chez nous. On vit dans un monde de... à l'heure actuelle chez nous, comme partout en France, le racisme... On vit dans un nouveau système de racisme. Le racisme, ce n'est pas la couleur, le visage ou quoi que ce soit : c'est la situation sociale. On est raciste du pauvre, on n'aime pas le pauvre. Voilà.

OUI, D'ACCORD. MAIS MEME S'IL Y A TOUT ÇA QUI EXPLIQUE, COMMENT TU EXPLIQUES QUE TU FRANCHISSES LE PAS VERS DES ACTIVITES ILLEGALES PAR EXEMPLE, PARCE QU'IL Y A QUAND MEME LA PRISON...?

La prison ! Ha ! Mais ça, ce n'est pas pire que ce qu'on vit tous les jours, la prison. Nous, ce qu'on vit, c'est la misère. Nous, ce qu'on vit, c'est voir nos parents pleurer parce qu'il n'y a pas d'argent. Nous, ce qu'on vit, c'est le matin, réveillés par les huissiers. Tu vois, c'est ça qu'on vit. Donc à partir de là, la prison, tu l'emmerdes. Ça ne te dérange pas la prison. Ce n'est pas ça qui va te faire peur. La prison. Surtout que maintenant, plus les générations passent, plus on est doué d'une plus

grande intelligence. Donc à l'heure actuelle, les jeunes, ils n'ont pas peur des flics. Tu vois, donc voilà. À partir de là, chacun fait ce qu'il a à faire, comme je te l'ai dit et répété. On vit dans un état de... On est délaissé. On est délaissé. Même ici, on voit qu'entre les gens, quand ils grandissent, on voit que c'est l'argent qui règne. Même entre nous, c'est l'argent qui règne. Le respect, c'est celui qui a le plus d'argent. On va mieux parler à celui qui a le plus d'argent. C'est toujours l'argent. Tout revient toujours à l'argent. On vit dans une société de consommation et pour consommer, il faut avoir de l'argent. Et on n'en a pas donc on ne peut pas consommer, donc on ne peut pas vivre dans cette société. Donc voilà, ça pète.

ET PAR RAPPORT A L'ARGENT, PAR EXEMPLE, TU VAS GAGNER BEAUCOUP D'ARGENT...

Non, non, non, tu n'as rien compris ! Non, non, non. Je ne te parle pas de gagner beaucoup d'argent, je te parle de... hé, les jeunes, quand ils dealent ou quand ils volent, ils n'y vont pas dans le but de devenir Bill Gates, hein ça n'a rien à voir. Ils veulent juste satisfaire leurs besoins, pas plus. Ils veulent juste satisfaire leurs besoins. Tu vois que, ici la délinquance à X., ce n'est pas de la délinquance gratuite, les jeunes ne sont pas là, à tout casser gratuitement. Il y a peu de vols à X.. Des vols, il n'y en a pas tant que ça, des vols. Est-ce que tu vois que comme à Y., à Y., il y a plus de vols qu'à X., par exemple, tu vois. Des Home Jacking à X., il n'y en a pas.

[...] Il n'y a pas de violence gratuite, ni quoi que ce soit. Ici, ce que les jeunes, ils ont besoin, c'est de vivre un peu plus. Parce que... et même en dealant, tout le monde a l'impression qu'ils vivent mieux. Pas du tout. Parce que, il faut arrêter de faire croire aux gens que vivre dans la rue c'est facile, que pour dealer, qu'on peut venir du jour au lendemain, sortir dans la rue et dealer, ce n'est pas comme ça... ce n'est pas du tout comme ça. On se rajoute des problèmes en dealant. Bon mais quand tu n'as pas le choix. Tu es obligé de confronter certaines choses, pour rétablir certaines choses, tu vois ce que je veux dire. C'est comme ça.

[...] Tout le monde sait ce qui est dangereux quand tu rentres dans ce business-là. Maintenant ce qui est malheureux, c'est que les jeunes sont prêts à risquer leur vie pour venir à vivre, pour venir à vivre, tu vois, c'est tout. Parce que bon, voilà. Après, nous, on a de la fierté, comme on dit, mieux vaut mourir debout que vivre à genoux. Parce que cela ne vaut pas le coup de vivre sans argent, comment tu veux vivre sans argent ? Les femmes ? Les femmes, quoi ? Les femmes si tu n'as rien, elles ne te regardent pas. Les amis ? Tu vas te faire des amis comment ? Ils vont dire : « viens en bas, viens en bas ». Ils vont voir que tu n'as rien, que tu es comme un clochard, ils ne vont pas te calculer. Tu vas faire quoi, qu'est-ce que tu peux faire ? Tu ne peux rien faire. Tu es bloqué. Donc il faut que tu t'en sortes d'une manière ou d'une autre. Tu essayes dans le bien, il n'y a rien, il n'y a pas de retour. Tu vois que dans le mal, c'est déjà un peu mieux. Qu'est-ce que tu choisis ? Parce qu'après, c'est survivre. C'est manger et boire. C'est l'instinct : ce que tu as besoin pour survivre, c'est manger et boire correctement. Parce qu'après... Ils veulent qu'on se contente du RMI. Mais RMI, ça veut dire quoi ? Ça veut dire revenu minimum d'insertion, ça veut dire que moi je dois vivre avec le minimum. On a fait un calcul « pile poil » pour que je respire mais ce n'est pas ça vivre. Mais ce n'est pas respirer, je suis un être humain, j'ai des sentiments comme tout le monde, j'ai des yeux comme tout le monde, j'ai envie de voyager comme tout le monde. J'ai envie de plein de choses comme tout le monde. Mais non. Pourquoi ? Peut-être parce que je suis arabe, peut-être parce que j'habite une cité. Après des possibilités, y'en a plein. Mais en fait, c'est que des possibilités qui sont en fait... c'est des contraintes, tout ça, contre nous. On ne veut pas nous laisser avancer. Dès qu'on veut avancer, on nous met des bâtons dans les roues. Aux infos, on nous stigmatise, partout on est rejeté. On est rejeté partout. On veut aller en boîte, on est rejeté par nos gueules, on veut faire ci, on veut faire ça, il n'y a pas d'argent, il n'y a rien. Tu veux faire quoi ? On ne représente rien. Qu'est-ce que l'on est nous ? On n'est rien. J'ai l'impression d'être à l'époque de Charlemagne, c'est le Tiers État. On fait quoi ? Ils veulent quoi ? Qu'on porte des cartons toute notre vie ? Pourquoi ? Si moi, je porte des cartons, est-ce que tu en connais des manutentionnaires riches ? Tu n'en connais pas. T'en connais des manutentionnaires qui voyagent beaucoup ou des manutentionnaires heureux ? Et bien non, il n'y en a pas parce que tu vis comme un chien, tu portes des cartons pendant tant d'heures, tu connais plus tes collègues que ta propre famille et voilà, tu ne survis pas, tu ne vis pas.

[...] Et bien moi, je pense que [mon père] n'a pas été heureux parce qu'un bon père ne se plaint jamais devant ses enfants. Et au fond, maintenant que tu es quelqu'un de grand, que tu es doué de conscience, est-ce que tu penses que ton père était si heureux que ça avec ce métier là ? Tu ne l'auras pas vu plus heureux avec un autre métier ? Il ne serait pas plus heureux avec un meilleur

revenu ? Alors maintenant la question qui revient, c'est à combien tu estimes le bonheur de ton père ? À combien tu l'estimes ce bonheur-là, pour qu'il soit heureux ? Est-ce que tu serais capable d'être malheureux pour que lui, il soit heureux ? À partir de là, tu es prêt à risquer la prison et la mort, c'est tout. Après ça devient de la bravoure, après tu le traduis comme tu veux, il y en a qui disent : « il vend de la mort ». Non, c'est de la bravoure. Malheureusement, on n'a pas eu le choix, etc. Après, t'as vu, tu peux tout voir... Tu sais la réalité, y'a pas de réalité. Il n'y a pas vraiment de réalité, tout dépend de quel angle, tu veux voir la chose. Après en haut lieu la vérité, ils la connaissent.

[...] Nous, on n'a pas peur de travailler, le travail cela ne me dérange pas. Quand tu dis : tu fais quoi ? Tu ne travailles pas ? Tu travailles, c'est du temps que tu consacres et ne crois pas que c'est un plaisir de faire ça, ce n'est pas vrai. Ce n'est un plaisir pour personne. À cette heure-ci, ça aurait été de la drogue, des bonbons, ou même du coton-tige qui vaudrait ce prix-là, on aurait vendu des cotons-tiges, ça n'a rien à voir. Nous, on n'est pas des fils de Satan, on ne pense pas à faire le mal, partout, on n'est pas des diables. On est des êtres humains comme tout le monde, on est doté d'intelligence, de sensibilité, on est des êtres humains. Maintenant si, eux, ils ne partent pas de cette base-là, comment veux-tu qu'on puisse avancer ?

On nous fait croire qu'on peut tous réussir mais ce n'est pas vrai. Même à l'école, moi-même, je n'ai pas continué l'école parce que j'ai été victime d'une discrimination à l'école alors que j'étais un jeune homme charmant et éloquent.

Il y a un groupe, le directeur, certains enseignants et le CPE, pour faire que je mette fin à ma scolarité. À quel âge ? À seize ans. Et malgré ça, j'ai continué. Mais comme j'étais jeune, je pensais que tous les profs étaient comme ça, donc qu'est-ce que tu veux que ça me pousse à faire des études ? Ça me pousse à emmerder l'école et malheureusement voilà. J'ai été ce qu'on appelle : victime du système. Tu vois et je ne suis pas le seul. C'est pour ça que je ne me plains pas. À l'heure actuelle, je ne me plains pas. Je ne me plains de rien du tout. Comme je l'ai dit, moi, je ne fais que ce que j'ai à faire. Pas plus. Ni plus, ni moins.

TU ETAIS EN QUELLE FILIERE ?

J'étais en seconde, initiation science de l'ingénieur. Et je n'ai pas pu continuer. Si j'ai continué. J'ai pu continuer parce que j'étais bon maintenant j'ai continué dans une voie que je ne voulais pas faire. Ce qui fait que je n'étais pas motivé, ce qui fait que voilà. On ne m'a pas mal orienté, on ne m'a pas donné le choix. C'est différent, moi, on ne m'a pas demandé ce que je voulais faire. Je voulais faire des études scientifiques. Moi, ce que je voulais faire c'est... Pourquoi pas devenir médecin. Je sais que j'en ai les capacités mentales. Je suis quelqu'un... Je m'estime être doué d'intelligence et bon, je peux faire des études et j'ai une aptitude à comprendre. Comme beaucoup. Mais non, il a fallu que je devienne manutentionnaire, que je fasse des choses dans la rue, que, que... Et ces choses-là, je ne les ai pas forcément voulues. C'est des choses qui sont venues comme : PAF ! Et pas le choix. C'est ce qu'on appelle la jungle urbaine. Sauf qu'il y a des gens qui sont plus dangereux que des lions. Tu vois et voilà. Imagine-toi un lion intelligent, qui a une proie et en plus, il peut parler avec sa proie. Le lion c'est des gens. Il y en a partout. Je parle de tout : dans la rue... Des gens comme ça, il y en a partout.

[...]ENTRE 18 ET 21 ANS, TU AS FAIT QUOI ?

Qu'est-ce que j'ai fait ? Qu'est-ce que j'ai fait ?

TU M'AS DIT QUE TU AVAIS FAIT DE L'INTERIM...

Oui, j'ai bossé.

TU AS FAIT TON BLE AUSSI J'IMAGINE.

Comment ?

TU AS FAIT TON BLE ?

Et bien, je suis obligé de le faire. Je suis obligé de manger et de boire sinon je serais mort de faim et de soif ou je serais tout nu peut-être avec une bouteille de vin et j'aurais mendié et moi, je ne veux pas en venir là. Donc j'ai fait ce que j'avais à faire comme je te l'ai dit. J'ai fait ce que j'avais à faire pour pouvoir survivre jusqu'ici. Nous, ce qu'on ne sait pas, c'est si à trente ans, on sera encore là, nous. On se pose des questions comme ça, malheureusement le soir quand on dort. Tu vois, le soir quand on dort, on se dit mais est-ce que je vais atteindre mes trente ans déjà ? Est-ce que je ne vais pas être victime de quelque chose, gratuit, comme ça ? Est-ce que demain, quand je vais sortir, ma mère ne va pas être victime d'une balle perdue ? On vit avec ces idées-là en tête, nous. Et ça ces problèmes-là, ce n'est pas tout le monde qui les a. Mais les enfoirés, ça reste nous.

Alors que nous, on n'a rien demandé à personne, ce que l'on veut c'est vivre comme tout le monde : avoir une voiture, une femme, des enfants, avoir un petit pavillon et avoir un travail propre, on ne demande pas plus. On n'a jamais demandé des milliards, nous. On n'a jamais demandé à l'État : donnez-nous des Porches, des Ferrari. On n'a jamais demandé ça à l'État. On a demandé d'ouvrir aux jeunes des perspectives d'avenir et pendant leur scolarité, leur offrir une vie comme tout le monde. On ne demande rien de plus que de vivre comme tout le monde.

Parce qu'on ne vit pas comme tout le monde, on vit comme des merdes, des crevures. À croire, qu'on ne mérite rien à la naissance, tu vois. Et voilà, et on voudrait que ça change mais ça ne changera pas. Parce que ça demande beaucoup d'argent. Tu vois, c'est ça le problème. Tout le monde le sait. Parce que pour faire ça, il faut donner de l'argent mais ce qu'ils veulent c'est : « comment on peut faire en sorte que ça aille mieux, sans donner d'argent ? ». C'est comme si je posais la question : comment je peux étancher ma soif sans boire ? Et bien, non ce n'est pas possible, on est obligé de mettre la main à la pâte. Et bien, non, on ne veut pas mettre la main à la pâte, on préfère mettre des sous dans des armements ou enrichir les riches, tu vois. Avec les nouvelles lois, on les voit les nouvelles lois. Tu crois qu'on est bête ?

TOI, SI TU AVAIS LA POSSIBILITE DE TROUVER UN BOULOT, TU LE PRENDRAIS EN FAIT ?

Mais bien sûr que je le prendrais. Admettons que j'ai besoin d'argent aujourd'hui, malheureusement, j'ai une contrainte ou même pas, j'ai un petit frère. Je te donne un exemple. Un jour, il s'amuse, il casse la voiture à quelqu'un. Il lui casse sa voiture sans faire exprès, tu as le propriétaire de la voiture qui vient me voir, il me dit : « bon, Et bien écoute, ton frère a cassé la voiture, il faut que tu me rembourses. Il faut que tu payes les dégâts ». Mais non, je n'ai pas d'argent. Qu'est-ce que je fais ? Je vais en intérim pour travailler ? On me dit qu'il n'y a pas de boulot. Mais il faut bien que je rembourse cette voiture, moi. Le pauvre monsieur, il faut bien que je lui rembourse à cause de la connerie de mon petit frère. Mon petit frère qu'est-ce que tu veux que je lui dise, il a 8 ans, tu veux que je le tape ? Parce que, que je le tape ou non, ça ne va rien résoudre. Malheureusement, on a tous fait des conneries étant enfant, qu'on soit riche ou pauvre. Mais le problème n'est pas là, le problème c'est que cette voiture, il faut la rembourser. Parce que le mec à qui tu as cassé sa voiture n'en a rien à foutre, ce n'est pas son problème, lui, il n'a rien demandé à personne. Si à l'intérim, il n'y a pas de boulot, non j'ai la pression du mec, il faut que je le rembourse là, comment je fais ? Et PAF t'as la solution. Et qu'est-ce que tu vas faire ? Tu vas dire, je vais penser à lui, je ne vais pas lui vendre de la drogue ? Et bien, non, on ne va pas penser comme ça. Parce que nous, on n'a pas pensé à notre bien. Jamais on ne pensera à notre bien, donc on ne voit pas pourquoi on penserait à celui des autres.

C'est comme si. Tiens je vais prendre un exemple : il y a ton fils, il tape quelqu'un, tu le tapes en expliquant qu'il ne faut pas taper. Tu veux qu'il comprenne quoi, il ne va rien comprendre le type, qu'est-ce que tu veux qu'il comprenne l'enfant ? Je te pose la question. Il ne va rien comprendre, Et bien c'est pareil. Comment tu veux qu'on fasse du bien à quelqu'un qui nous fait du mal ? Et bien, on ne peut pas, ce n'est pas comme ça la vie, la vie c'est du donnant-donnant toujours.

ET LES COPAINS, C'EST DES GENS SURS, EN QUI TU PEUX AVOIR CONFIANCE ?

Mais tu veux avoir confiance en qui dans ce monde de chien franchement. Il n'y a pas de confiance, confiance de quoi, confiance d'où ? La confiance est un luxe de nos jours. On ne donne pas notre confiance à n'importe qui, tu vois. Il n'y a pas de confiance, il n'y a pas de copain. Chacun sa route. Je t'ai dit nous, on est là dans une jungle urbaine, on est là pour survivre. On n'est pas là pour faire les « je-ne-sais pas quoi ». Comme disait un chanteur : « on passe notre vie à essayer de ne manquer de rien, on manque de tout, pas d'affection mais du sirop en cas de toux ».

Je t'ai dit nous, notre seul problème, c'est la monnaie. Parce qu'on est des êtres humains comme tout le monde, on n'est pas né avec un gène biologique, on est des êtres humains. Je ne sais pas comme... n'arrive pas à comprendre ! On n'est pas des mutants, on ne sort pas d'un dessin animé. C'est du sperme qui rentre dans un ovule et qui a fait un homme. Donc le problème, ce n'est pas de changer l'homme, eux, ils veulent changer l'homme. Mais pourquoi tu veux changer l'homme, l'homme c'est un être humain comme tout le monde, change ce qui le rend mauvais. Donne-lui des moyens, fais quelque chose pour qu'il s'en sorte ? Non, on préfère remplir des prisons. Tu sais qu'aujourd'hui les prisons sont surpeuplées et on pense à en construire d'autres. Tu vois, pour te dire que c'est des enfoirés. Au lieu de penser à vider les prisons, à faire en sorte qu'il y ait moins de gens qui y rentrent Et bien non. On crée d'autres prisons pour qu'il y ait encore plus de gens qui y rentrent. On sépare, on veut séparer, on éjecte la mauvaise graine. On la coupe, on l'éradique

mais sauf qu'on n'est pas des plantes, nous, on est des humains. Donc quand on rentre en prison pour rien, des années pour rien, c'est encore plus difficile. Et on est encore plus énervé, et en faisant cela, ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'envoyer un jeune en prison pour rien, quand il va ressortir, c'est ton fils, ton propre fils qui en sera victime. Tu vois, mais ils ne raisonnent pas comme ça, eux.

ET TOI TU EN CONNAIS DES JEUNES QUI SONT ALLES EN PRISON ?

Tout X., je le connais. Et encore, je connais pratiquement tout le monde dans ce département-là. Tu vois, moi, je connais la vie des gens, je sais comment ils vivent, il y en a même j'arrive à les décrire rien qu'en les regardant. Je les connais les gens, j'ai vécu dans ce milieu-là. Je sais comment ils fonctionnent, je sais comment ils tournent, je sais qui est qui, qui fait quoi, tout, tout, tout se sait. Mais la question, elle n'est pas là. Si je me permets de parler comme ça, c'est que j'ai le savoir sur ce domaine-là. Je ne sais pas tout mais ça, je sais, parce que j'ai été un des leurs. Je suis encore un des leurs, et je resterai encore un des leurs que je travaille ou que je reste malhonnête. Ou quoi qu'il advienne parce que c'est d'ici que je viens.

LA PRISON, LA PUNITION...

Mais on est déjà puni à la naissance, c'est ça que je t'explique. On est né puni nous. Et il y en a en prison ça ne les dérange même pas. Tu sais pourquoi parce que ça leur garantit une gamelle. Les gens, ils te parlent de prison, on n'a plus peur, nous les jeunes, on a peur que de Dieu. Tu vois, pour ceux qui croient en Dieu. Moi j'ai la foi mais ce n'est pas tout le monde qui l'a. C'est bien beau, tu le penses parce que tu l'as, c'est presque un truc naturel. Moi, j'ai toujours grandi avec une gamelle mais ce n'est pas comme ça, il y a des gens à partir de 5 ans, il doit manger tout seul le petit. Il va, il reste à côté des grands, l'autre il mange un « grec » devant lui, c'est comme ça qu'il y en a qui se nourrisse, qu'est-ce que tu crois ? Tu crois que les gens, ils volent pourquoi, pour rouler en Porsche ? Tu les vois où les Porsches ? Pourquoi ? Pour des vêtements ? Tu vois comment ils sont habillés. Ils volent pourquoi ? Il est où le luxe. Il est où le luxe ? Il n'y a pas de luxe. Ce n'est que de la survie. Tu crois que c'est toute la population qui touche 5 millions d'euros mais à cette heure-là, mais on aurait fait des bataillons contre les keums. Tu vois ça, c'est des calculs qu'eux, ils font et que cette somme-là, elle ne rentre pas dans la poche de tout le monde. Ce n'est pas tout le monde qui touche cet argent-là, il ne faut pas croire que tout le monde non plus est dealer ou ... Tu vois. De toute façon, même ici les gens qui dealent, ils ne dérangent personne, tu vois ce que je veux dire. Tout le monde le sait, même les dealers, ils ne dérangent personne ici.

Au pire, on se plaint des gens dans les halles, tu veux qu'ils fassent quoi ? Comme je te disais tout à l'heure, tu vas à Paris, tu es éjecté de Paris. Tu veux faire quoi ? Qu'est-ce que tu veux faire ? Tu restes là où tu es. Là où tu te sens en sécurité, où tout le monde te regarde avec... Ici les gens te regardent comme tu es, c'est pour ça qu'on reste là. Maintenant, nous les jeunes, nous n'avons pas d'argent, tu vois. On n'a pas de locaux, on vit tous chez nos parents et on aime bien parler ensemble et se retrouver. Et qu'est-ce qu'on fait ? On se rejoint en bas des immeubles, là où les gens ne font que passer. Les gens sont chez eux. Il y a des portes et des fenêtres à double vitrage, on ne va pas les déranger tu vois. Après, il y en a qui fument, tu veux que je fume où ? Tu veux que je marche 100 kilomètres pour fumer une clope ? Ce n'est pas comme ça. Ma clope, c'est dans le hall que je la fume. Après voilà, je comprends que ça puisse déranger, que quand tu rentres chez toi, tu vois des gens, il faut arrêter de croire qu'on est des sauvages, que celui qui rentre chez nous, on va l'attraper, on va le manger, sinon ça se saurait tout ça sinon, ça se saurait.

C'EST DONC UNE ECONOMIE DE SURVIE ET EN MEME TEMPS, C'EST QUELQUE CHOSE.

C'est quelque chose, ha bien sûr. Mais évidemment. Mais si on le fait, c'est qu'on n'a pas le choix. C'est comme si tu es dos au mur et on te demande d'avancer, tu ne peux pas. Tu es obligé de faire face à certaines choses et il y a des choses que tu es obligé de faire, c'est comme ça. C'est obligé, comme tu es obligé d'aller à l'école, comme tu es obligé de boire et de manger et bien voilà. Tu es obligé d'avoir de l'argent, tout le monde le sait, il faut arrêter de prendre les gens pour des cons.

[...] ET SINON L'INTERIM ?

L'intérim. C'est quoi l'intérim ? Des gens qui s'enrichissent sur le dos d'autres gens qui bossent. C'est s'enrichir aussi sur la misère des gens, c'est ça l'intérim. Qu'on arrête de nous faire croire que l'intérim, c'est une chose extraordinaire, non. C'est un monde d'enfoiré où quand on a besoin de te jeter, on te jette comme une merde. Donc qu'on arrête de nous faire croire que l'intérim c'est une chance possible et qu'il y a du boulot. Il y a du boulot de quoi, il y a du boulot pour un jour,

pour deux semaines, pour un mois. Il n'y a rien du tout. Nous, on a besoin de stabilité, on veut une vie posée. C'est ce que l'on demande et on n'a rien. On est là, on est là. On laisse nos vies sans sens. Même si on avait des projets, on n'a aucun moyen de les accomplir. On n'a rien, on est bloqué, on est dans un fossé. On est dans un gouffre et ce n'est pas facile de sortir du gouffre. Tu vois, il y a des gens qui sont forts mentalement mais le pauvre, celui qui est né avec moins de moyens mentaux ou même physiques, qu'est-ce qu'il fait lui ? Et bien non, lui, il n'aura pas le droit à la belle vie.

MAIS QU'EST-CE QU'IL FAUDRAIT ?

Qu'est-ce qu'il faudrait faire ? Augmenter les bourses, augmenter le RMI, donner plus de moyens partout, c'est ça RMI, ça veut dire quoi : revenu minimum d'insertion mais qu'est-ce que tu me parles de revenu minimum d'insertion, c'est du foutage de gueule, ça. Revenu minimum mais qui veut se contenter du revenu minimum franchement dans ce monde, dis-moi. Qui veut du minimum ? Mais personne ne veut le minimum, déjà les gens qui ont beaucoup, ils en veulent encore plus. Mais tu veux nous parler à nous de minimum, franchement. Mais ne foutez-vous pas de notre gueule putain, vous nous prenez pour des cons. Donnez-moi un truc normal ! Donnez-nous un revenu d'insertion tout court. Donnez de l'argent, vous allez voir que le monde ira mieux. Il ne sera jamais parfait parce qu'on vit dans un monde où l'homme, il est mauvais à la base. On vit dans un monde depuis Adam et Ève où l'homme est mauvais donc il y aura toujours des guerres partout. Car il y aura toujours des bâtards, des enfoirés, des enculés. Si je peux me permettre d'insulter parce que c'est les seuls mots qui valent. Maintenant c'est vrai que la France est moins pire comparée à d'autres pays mais moi, je n'en ai rien à foutre que ce soit moins pire. Moins pire de quoi, je n'en ai rien à foutre, je ne suis pas là pour comparer je suis là pour vivre, je n'en ai rien à foutre des comparaisons.

[...] La santé, mais il y a des gens qui préfèrent crever que de vivre comme ça. Pourquoi les gens se suicident de nos jours, pourquoi ils se tirent une balle dans la tête parce que la vie ne vaut même pas la peine d'être vécue. C'est bien beau de dire aux gens « soit optimiste » mais va voir ce que les gens vivent. Avant de sourire à tout, il ne faut pas être optimiste, ni pessimiste, il faut voir la réalité. Il faut faire des choses concrètes, propres. C'est des vraies briques qu'il faut poser. Ce n'est pas tu poses une brique, tout le monde voit que t'as posé une brique et tu te casses. Non, mais il faut le construire le mur après.

JE CHANGE UN PEU DE SUJET, MAIS EST-CE QU'IL Y A PARMI TES COPAINS, DES GENS QUI S'EN SONT SORTIS. EST-CE QU'AUTOUR DE TOI, TU AS DES MODELES DE JEUNES QUI ONT TRENTE ANS ET QUI ONT FAIT DU TRAFIC, QUI ONT FAIT LEUR BLE ET QUI S'EN SONT BIEN SORTIS ?

Les seuls que j'ai vu gagner leur blé, ils sont sortis entre quatre planches. T'en sortir de quoi ? Moi personnellement de toute façon c'est connu, les gens qui s'en sortent, ils ne vont pas rester ici. S'il en est sorti qu'est-ce que tu vas foutre ici ? Ici c'est l'enfer ici. Notre but à nous, c'est de nous casser d'ici, de ce taudis. Donc on veut se barrer d'ici. Donc ceux que tu vois réussir, tu ne les vois même pas. Ils se cassent direct. Ils prennent leur famille et BAM ! Ils se cassent.

DONC TOI, TU CONNAIS DES GENS QUI SONT PARTIS ?

De quoi ? Je ne les connais pas les gens qui sont partis. Je te parle de ça mais je ne sais même pas s'il y en a. Mais moi quand je te dis ça, c'est à ma place : mais moi, quand je réussis, je me barre d'ici tout de suite. Qu'est-ce que je vais foutre ici, qu'est-ce que j'en ai à foutre d'ici, je me casse. Ce n'est pas de ma faute ce qui se passe ici. Déjà que moi j'aurais la chance de réussir, je ne pourrais pas faire réussir tout le monde. Je me barre. Si un jour, je deviens millionnaire, c'est sûr que je me barre d'ici. Je prends le maximum avec moi mais si je gagne un salaire de 1 500 euros par mois, tu veux que j'aide qui franchement ? Déjà 1 500 si j'arrive à m'aider moi-même et ma famille, c'est bien, je suis content. Tu vois. Il faut arrêter de prendre les gens pour des... Nous, on n'est pas des surhommes. Nous, si un jour, on peut faire quelque chose ici, on le fera, parce qu'on a vécu ici, on compatit mais généralement les gens qui s'en sortent, il n'y en a pas un qui est devenu millionnaire. Maximum, ils ont dû atteindre un salaire de 2000 euros et ils se sont posés avec. Mais il n'y en a pas un que tu peux dire qu'il a vraiment fait quelque chose de sa vie. Quelqu'un que tu peux dire... que tu es stupéfié par sa réussite : il n'y en a pas. Même quand on travaille au Mac Do, on est content. On sera content pour toi si tu fais des steaks et des frites, tu vois. Il y a des gens, ils voient leur mère tous les jours nettoyer les halles. Tu crois, le petit, il se passe quoi dans sa tête : « regarde ma mère ». Ses potes qui se foutent de sa gueule, parce que les petits sont cons, tu ne peux pas leur en vouloir d'être cons. Mais après forcément dans ta tête, tu

fais un calcul, les autres vont se moquer de lui, le petit se sent mal. Sa mère nettoie les halles, sa mère nettoie les halles parce qu'il faut bien qu'elle le nourrisse. C'est un cercle vicieux. Lui va faire des conneries alors que sa mère fait tout pour qu'il ne les fasse pas et PAN ! Ça pète. Pourquoi parce que c'est des situations instables qu'on a ici.

ET SINON, ON PEUT PARLER DU STRESS, REVENIR SUR CE QUE TU ME DISAIS TOUT A L'HEURE.

Mais tous les soirs, je dors mais on n'arrive même pas à dormir mais on a du mal à dormir avec toutes les questions qu'on se pose : « comment je vais m'en sortir ». Tous les soirs, on se pose 100 000 questions : qu'est-ce que je peux faire ? Après, t'as le vice qui te démange aussi : « je suis sûr que si je faisais ça, je pourrai m'en sortir mais... ». Mais je ne serai pas fier mais au moins, je pourrai m'en sortir. Tu vois tu parles à toi-même, tes deux consciences, elles se confrontent à un moment. Tu en as c'est par peur, tu en as c'est par fierté, t'en as, ils sautent le pas, ils prennent une arme, ils éclatent tout le monde, ils en ont rien à foutre. En tout cas, je peux t'affirmer que tout le monde se pose des questions avant de dormir pendant des heures. Et pendant des années, à te poser plein de questions et tu sais qu'il n'y a rien qui aboutit. Sauf que quand tu vends, il y a de l'argent qui vient tout de suite. Tu vends : BAM ! La monnaie est dans tes mains, dans ta poche. Tu vas chercher du travail pendant deux mois : il n'y a rien. Tu vas faire des demandes, ceci, cela. Il n'y a rien qui rentre. Mais comment tu peux chercher un boulot, sans manger, sans boire, sans rien ? Tu ne peux pas. Tu ne peux pas. Tu ne peux pas. Voilà. Ça reste compréhensible tout ce que je dis non ?

[...] BON ÇA VA PEUT ETRE T'ENERVER MAIS LE BUT DE L'ETUDE AUSSI C'EST DE FAIRE DE LA PREVENTION, QU'EST-CE QUE TU AURAS A DIRE LA-DESSUS ?

Tout ce qui est juste ne m'énerve pas sinon je ne serais même pas là, tu vois, si je suis là à répondre à tes questions, c'est pour que les gens ne fassent pas ce que moi, j'ai dû faire dans le passé, tant mieux. Personne n'est fier de ce qu'il a fait. Moi-même j'ai des choses dont je ne me serais jamais cru capable, je les ai faites parce qu'il fallait le faire. Par exemple, tu as vu le film SAW ? C'est l'histoire d'un type... Tu sais il y a des gens qui ne s'estiment pas heureux dans la vie, donc on leur fait passer des épreuves de malades, c'est un film gore. Donc à un moment, il y a une fille qui voulait se suicider, elle prenait de la drogue, il lui met un piège à ours dans la tête, et la clé se trouve dans le ventre de quelqu'un qui est vivant mais qui ne peut pas bouger. Donc cette fille a le choix. Une fille normale, tu vois c'est quelqu'un comme toi. Elle a soixante secondes pour faire un choix, dans soixante secondes, le piège à ours se referme sur sa tête, qu'est ce que tu fais ? Je te pose la question

LA REPONSE C'EST QU'IL FAUT TUER POUR SURVIVRE ?

Alors tu as compris la rue.

EN FAIT, TU TE SENS COMME DANS UN PIEGE, ET LA SEULE CHANCE DE T'EN SORTIR C'EST DE TUER L'AUTRE.

Bien sûr, le seul moyen de faire de l'argent ici c'est quoi, le fonds de commerce c'est quoi ? C'est de nuire à l'autre. C'est vendre de la mort. Est-ce que tu vois déjà le terme : vendre de la mort. Mais ça fait plaisir à qui ? À part un ou deux qui font ça par satanisme, surtout les jeunes. Tu vas me faire croire que tous, ils ont envie de tuer tout le monde.

VOUS DITES ÇA ENTRE VOUS : VENDRE DE LA MORT ?

Bien sûr, tu veux appeler ça comment ?

DE LA DROGUE.

N'oublie pas que c'est de l'héroïne ici.

D'AILLEURS J'AI UNE QUESTION, COMMENT ÇA SE FAIT QU'ICI IL Y A DE L'HEROÏNE ALORS QU'UN PEU PARTOUT C'EST DE LA COCAÏNE ?

C'est un business, tu ne vas pas vendre, ce que le concurrent à gauche a. Tu essaies d'avoir le monopole sur quelque chose. C'est un business, c'est vrai qu'il y en a qui deviennent plus riches. Je t'ai dit cela aurait été des chips ou des bonbons qui coûtaient le même prix, on aurait vendu ça. Ça aurait pu être du PQ aussi. Nous, on n'est pas des dégénérés, on est doué de conscience. En plus, nous, on croit en Dieu, encore pire, on a peur de Dieu. Tous ici. Tu vois, c'est ce qui rend la chose encore plus difficile et plus dure. Donc on sait qu'il y a un dieu et on sait qu'on va payer après, tôt ou tard. Nos pensées dans nos actes, elles vont encore plus loin. Nous, on se dit quoi ? Je me dis je vends tant de gramme par jour, j'ai une clientèle de 20 personnes qui me prennent un gramme par jour. Imagine-toi les familles de ces gens-là. Chaque personne qui doit prier pour qu'il arrive malheur à celui qui la refourgue. Pour 20 familles et compte dans une famille, combien il y a des

personnes qui prient pour qu'il t'arrive une galère. Il y a au moins une prière qui sera écoutée. BAM ! Tu vas tomber dans un gouffre.

[...] ET UN JEUNE S'IL VEUT ARRETER, C'EST FACILE ?

Tout dépend la personne, c'est qui, avec quoi elle baigne, si elle est avec des gens, c'est qui ... Ça dépend de plein de choses. Sortir, sortir, si tu veux vraiment sortir, tu te casses tu sors. Il n'y a personne qui va te forcer à quoi que ce soit, c'est un truc de toute façon quand tu rentres dedans tu sais où tu mets les pieds, tu es prêt à accepter ça, il n'y a personne qui te tire l'oreille et te dit : « vas-y, fais ça ».

JE SAIS MAIS QUAND TU ES JEUNE EST-CE QUE TU TE RENDS BIEN COMPTE DE CE QUE TU FAIS ?

Mais nous, on n'est pas né dans un milieu bourgeois, la vie on la connaît tôt, je peux t'amener un petit de 12 ans qui réfléchit comme un gars de 18. Nous, on est amené à avoir un mental qui se développe plus vite. Parce que si tu grandis comme le petit du seizième, alors là tu ne vas pas t'en sortir. Déjà quand tu nais ici tu dois faire de ton corps une arme, c'est comme partout, il y a des jaloux, il y a des haineux.

AMAN

[...] Quand tu sors dans un quartier comme ça, qu'est-ce qu'on a en face de nous ? Concrètement. Il y a un parc, bon, il y a une école... (Judaïque), nous, on ne voit pas à l'intérieur de l'école, mais on voit les enfants, parce que nous, on aime les enfants et tout ça. Mais il y a des miradors et des grilles et des caméras. Bon. Ha oui ! On va la visiter. Celle qui longe le square. Il y a des miradors, il y a un gros mirador là-haut. Bon que ce soit une école israélienne, que ce soit une école du Mozambique, ça ce n'est pas le problème. Je ne vais pas faire d'amalgame. Le souci, c'est qu'il leur faut une école et qu'il faut la surveiller, parce qu'eux maintenant ils ont des soucis avec leur tranquillité de vie carrément, bon. Mais bon, c'est quand même dommage qu'il y a des gens, ils sortent de chez eux et il y a des miradors, ça va maintenant. Au tout début, c'était des flics, gilets pare-balles, mitrailleuses. Des jeunes en face. Des flics en face. Il y a eu deux ou trois petits incidents, déjà dans le quartier. Dans le passé déjà... Un flic qui ... Voilà. Son boulot c'était la surveillance, il ne devrait même pas répondre, même pas faire attention. Tu vois ça, c'est...

TOI, TU ES SORTI DE L'ECONOMIE DE LA RUE PARCE QUE TU ETAIS BIEN ENTOURE C'EST CE QUE TU M'AS RACONTE L'AUTRE FOIS ?

Il y a aussi ça. Parce que c'est bien de se démerder tout seul mais à un homme, un vrai, ce n'est pas celui qui ramène deux, trois, dix milles euros par jour, à la maison, un truc comme ça. Enfin, bon, je dis ça, c'est un peu trop gonflé mais... façon de parler ! Même tu ne ramènes pas deux mille, trois mille francs...

ÇA RAPPORTE COMBIEN ?

Ça dépend. Ça dépend. Nous, on traînait. Déjà, je n'étais pas tout seul. On était... On était... ça s'est fait... Avec le temps, heu.... ça s'est fait... Parce que dans un quartier, tu as des fois des leaders, tu as des gens qui mènent et tu as des gens qui se font mener, et tu as des gens qui sont là pour suivre quelqu'un. C'est comme une armée qui est là, donc tu as des généraux.

ET TOI, QUELLE ETAIT TA PLACE ?

Moi, on m'appelait le général, en fait. Je suis le général mais dans le bon sens, cette fois-ci. Là, le général, il réunit quelques gens qui sont prêts à travailler, à rendre service pour moi, n'importe quand. Parce que moi, j'ai toujours été comme ça envers eux. Tu sais, avant on venait même me chercher quand il y avait une embrouille entre deux mecs, ils venaient même me chercher pour qu'ils s'expliquent et qu'on trouve un peu la justice. On fait un peu la justice et on dit à chacun : « ça, c'est ta partie de faute et toi aussi ». Et voilà, on m'appelait pour arranger les histoires et on m'appelait pour dire qui a raison et qui a tort. Alors c'est moi qui essayais d'être le plus juste possible. Mais surtout la justice. Nous, on est très justice finalement, en tout cas, moi, personnellement et je le fais savoir à tout le monde, je ne suis pas quelqu'un qui est contre la justice, absolument pas. Je suis plutôt avec la justice mais la vraie justice, pas la justice... facile à dire. Je sais qu'ils inculpent des gens parce qu'il est noir, parce qu'il... Il y a des délits de faciès... Ce n'est pas que parce qu'il a fait la bêtise, cela aurait été un petit blanc sur une certaine bêtise, un petit blanc, on lui aurait dit : « fait ça ». Moi, j'ai vécu cette expérience, on s'est fait attraper à

quinze, on m'a emmené, séparé dans un bureau et il a essayé de me parler : « voilà, si tu veux sortir... » Pourquoi ça ? Quand j'étais plus jeune, je ne sortais qu'avec des Beurs et des Blacks et j'étais pratiquement le seul aux yeux bleus, pratiquement le seul. Alors on venait comme ça au commissariat, me voir, pensant que.... Donc, il y a un délit de faciès. Ça, c'est important. Parce que c'est ça qui domine en partie, les jugements des gens. Tu mets un barbu à la télé, on va dire : l'Islam. Alors que ce n'est pas vrai. Qu'est-ce que c'est que ça ? Tu imagines les opprimés ? On est opprimés.

Moi, j'ai grandi opprimé de toute façon, je vois le racisme que mon père subissait parce que je le comprenais. J'allais beaucoup avec mon père, je travaille avec lui. Plus jeune, il m'emmenait souvent avec lui. Il était avant... hôtel, restaurant. Tu sais Kabyle Algérien. Nous à l'époque, c'était le restaurant, les Marocains, ils avaient des épiceries, les Tunisiens, je ne sais plus, et nous, on pouvait vendre l'alcool, et eux, ils ne pouvaient pas vendre de l'alcool. Après la guerre d'Algérie, nous, on avait des licences. Ils ont tous les bars, tous les restaurants, c'était que des Kabyles. D'ailleurs, où j'allais, c'était que des Kabyles, partout, mon père, il connaît plein de monde de partout. Aubervilliers, partout, les Kabyles, ils sont en force. Et ils n'ont pas rien, hein. Ce n'est pas des pauvres. Moi, j'en connais, ce ne sont pas des pauvres. Mais, ils travaillent, eux, ce n'est pas business, c'est plutôt l'honneur, eux dans la famille, il y a l'honneur qui passe avant tout. Comme on dit, l'argent c'est bien mais le respect, c'est mieux. C'est-à-dire qu'avec ton argent, il y a des choses que tu ne pourras pas acheter. Tu ne peux pas acheter un cœur de quelqu'un, l'amitié, l'amour, tu ne peux pas. Ça ne s'achète pas avec de l'argent. Bien au contraire, l'argent parfois t'amène la haine des autres ou t'amène la jalousie. Par exemple un dealer peut se faire balancer anonymement ou quelque qui a acheté une voiture, se fait rayer la voiture. Ça s'est fréquent, connu. Moi, on m'avait crevé des pneus, c'est arrivé deux ou trois fois. C'était la majorité, des gens qui ne parlent pas trop parce que nous, à l'époque, on pouvait faire des grosses histoires pour rien du tout. Moi, je m'étais fait connaître pour rien du tout, je m'énervais pour rien. Même un tout petit truc, tu me manques de respect, je t'envoie des pruneaux, direct. Tu vas habiter où tu veux.

Voilà, j'ai pu grandir quelque part dans un milieu de nuit, beaucoup, parce que je connaissais beaucoup de monde dans Paris, beaucoup. Donc beaucoup de nuit, beaucoup de bagarres, de nuits comme ça mais à un moment, ça s'est arrêté. Il y avait le respect des autres, quoi. Personne ne venait me voir, personne ne vient te... Voilà, aujourd'hui, je peux faire ce que je veux dans mon quartier, il n'y a personne qui ne dira rien.

COMMENT TU AS ARRETE ?

C'est venu avec l'âge.

À QUEL AGE TU AS COMMENCE ?

J'avais commencé à, je ne sais pas..., je devais avoir... Ha c'était quand le vrai commencement, je suis entré vraiment dedans, je ne sais pas. Ça commence par des toutes petites... Tu achètes un 25, déjà quand t'es tout petit, il y a les grands, tu ne peux pas acheter aux grands, les grands, ils connaissent ta famille, ton frère, ils te mettent deux tartes dans ta tête et tu repars. Donc déjà, il ne faut pas se dire, comment je vais faire, il faut ruser, il faut que je puisse demander quelque chose à quelqu'un, que je puisse le récupérer, que je puisse faire des petites barrettes, que je puisse essayer de vendre à des mecs qui ne viennent pas acheter là. Donc ça commence comme ça. Et si tu veux moi-même, je ne pourrais même pas t'expliquer, c'est tellement passé vite que tous ces jours, ces années, c'est un flot, je ne sais pas comment t'expliquer, c'est une cascade, quoi. Tu ne vois pas. En plus de ça, quand tu es en haut et que tu as atteint le bord de la cascade, ça va beaucoup plus vite qu'au tout début, tu vois. Et là, tu descends, tu plonges dedans direct. Et c'est parti et puis un jour, tu as, je ne sais pas, une circonstance, une rencontre, un phénomène qui peut changer un peu ta vie. Dans le sens où tu vas te diriger plus par là. Il faut savoir que moi, à l'époque, je devais avoir 13, 14 ans, aujourd'hui il y a des 12, 13 ans qui commencent à vendre. Moi, je le sais parce que je sais tout.

Donc avec eux, je fais un travail. Je discute... Mais si tu veux dans un quartier comme ça, c'est normal, c'est normal. Tu sors un peu en bas de chez toi. Y'a une gamelle en bas de chez toi, tu descends un petit peu, tu fais un peu tes preuves que tu n'es pas un fouteur de merde. Justement, ce n'est pas pour recruter mais imaginons qu'ils recrutaient des gens pour donner... La relève, tu laisses ta place à d'autres jeunes qui vont eux... Tu ne donnes pas ta place à n'importe qui. Là, je ne l'aurais pas laissé à... à l'époque, moi, avec plusieurs dans le quartier, on tenait la barre, jamais,

on aurait laissé quelqu'un de l'extérieur venir ici. Il ne vient pas ici sur le terrain faire ses affaires. Ce n'est jamais arrivé. Eux, ils ont eu des soucis après, la relève. Ils n'ont pas su gérer. On leur avait tout fait sur un plateau, ils ont pris des... exemples, sur nous, c'est vrai. Mais à l'époque, même si j'étais jeune, il y en avait des plus jeunes que moi, de toute façon. Je n'étais pas conscient que je pouvais leur montrer un mauvais exemple puisque ça se passait toujours bien. Dans le sens où, voilà, c'était normal. Une vie normale. Jusqu'à ce que cela en devienne normal. C'est là que je me suis rendu compte et je me suis dit comment ça se fait, cette vie-là, où tu es en stress, tu ne sais pas si tu vas te faire débarquer chez toi. Il faut trouver des planques sans cesse, changer ton fonctionnement, changer les trajectoires. Il y a cent milles trucs à ... Le téléphone, je ne t'en parle même pas. Puis, je ne te parle même pas de... ça, c'est au tout début. Après c'est pareil, il y a des grades, là-dedans, tu montes, tu fais des rencontres, ça, c'est des gens... moi, tout de suite, j'ai dit j'arrête.

TU T'ES SENTI EN DANGER AVEC CES GENS-LA ?

Pas moi, en danger. Mais oui, je mettais ma famille en danger. Carrément, tu mets ta famille en danger. Pourquoi ? Parce que tu vas les rendre... Même s'il t'arrive quelque chose, toi, tu es dans ta vie dure et ça bouge et gitans [ou til-gen: verlan de gentil]. Parce que nous, ce n'est pas ce qu'il y a aujourd'hui, tout était réfléchi, ça tournait jusqu'à Porte d'Italie, voilà. Tu as des endroits précis où c'était vraiment... On connaissait des touches partout. À un moment, tu ne fais que monter, et plus tu montes, plus tu défends ton truc. Et plus la barre, elle monte haut, plus, toi ta barre, il faut que tu la remontes et ainsi de suite, tu ne peux même plus rien faire à un moment donné. Tu es obligé de suivre, si tu ne suis pas, on va prendre ta place mais ça peut même te coûter très cher. Si tu montres que tu es faible, c'est fini pour toi. Tu montres que tu es faible ? Déjà, autour de toi, ils ont faim, c'est fini pour toi. Ne jamais montrer tes faiblesses. Jamais. Donc ta vie de tous les jours, tu la vis durement et en te méfiant et aux comportements que les gens ont vis-à-vis des autres, c'est la méfiance, c'est la défensive tout de suite. Pourquoi, parce qu'il y a un entraînement qui s'est fait comme ça avant. Aujourd'hui, on boit du lait avec de la vitamine A, demain si on boit du lait sans la vitamine A, on va le sentir. On ne va pas être bien.

Donc quand j'ai vu que ça devenait normal, encore pire, c'était très normal. Je me suis dit que ça n'allait pas. Je vais aller jusqu'où comme ça ? Ça va durer combien de temps, jusqu'à ce que... je ne sais pas. Moi, je commençais à fréquenter des gens... Ils sont passés à la télé.

[Il fait référence à un français d'origine maghrébine âgé de 30 ans qui a tenté une évasion ; son petit frère avait volé un hélicoptère pour l'évasion qui a échoué]

Bon, ça va vite. [Sur un ton plus bas] Tu sais après c'est les Beurs de France, tout... Pour dire que là, à un moment donné, c'est du trop haut niveau.

ET DONC TU AS EU UN DECLIC A UN MOMENT DONNE. ET TU ME DISAIS QU'ON MET DU TEMPS A DECROCHER.

Ce n'est même pas toi. Toi, tu décroches. C'est ton passé qui te rattrape. Il y a des choses qui te rattrapent. Tu es obligé de faire. On t'a rendu service. Il faut rendre service.

COMMENT CELA SE FAIT QUE TU ES RESTE LA EN FAIT, PARCE QUE SOUVENT LES GENS QUAND ILS VEULENT DECROCHER, ILS CHANGENT DE QUARTIER.

Parce qu'il y a ma famille que j'ai toujours essayé de ... masquer avec eux. Protection. Ça ne venait pas trop chez eux. Et puis, ils nous voyaient souvent. Mon père, mes parents me voyaient souvent, toujours costaud, toujours dur devant eux. Toujours tout va bien. J'avais un métier à dix-huit ans. Ha, oui mais moi, ce n'était pas le petit... Je pouvais arrêter du jour au lendemain. Dès que je savais que j'avais les STUPS derrière moi, derrière mes parents, derrière tout le monde. Je fermais la boutique. Je savais le faire ça. Et j'allais au boulot et pendant six mois.

TU NE T'ES PAS ACHETE UNE VOITURE ?

J'avais une BM, j'ai eu trois BM, j'ai eu plein de trucs.

TES PARENTS...

C'était caché, on s'arrange toujours. Tu as toujours quelqu'un, il l'achète pour lui à son nom. C'est une famille ! Tu lui payes son loyer. On payait les loyers des gens. « Tiens, tu n'as pas ? Tiens ! » Alors ça faisait un petit peu : le pauvre, il se fait de l'argent, il mange dedans. Ce n'était pas de l'argent de la tuerie. C'est illégal, certes. Mais nous, on s'est battu avec les toxicomanes, les vendeurs de came... à l'époque, ce n'était pas des rigolos, ce n'était pas des dix-sept ans qui vendaient de la came, jamais de la vie ! Dans les années quatre-vingt, tu n'as pas des dix-sept ans qui vendaient de la came, ça n'existait pas. Ou alors c'était un mec qui avait perdu sa famille,

prison, il est sorti dans le quartier, manger. Combien on en a eu des comme ça ! Des clandestins ! On a tout eu ici ! Ils sont venus. Ils mangeaient, ils dormaient. Tout partout. C'était la famille. On les a fait rentrer. Certains sont partis mal avec des gens. Certains sont partis, ont changé de vie. Et des fois, ils reviennent bien longtemps après pour dire : « on est toujours là ». C'est vraiment lié par le sang presque. Et tu vois c'était vraiment... Et on était nombreux à l'époque. Tu n'as plus ça aujourd'hui. On était nombreux. Des idées ! Quatorze ans et demi, on sortait à Paris, on allait à Montparnasse, on essayait de rentrer en discothèque. Quatorze ans et demi, on voulait une nana, on était parfumé, « Jean-Marie Weston » aux pieds ! À quinze ans, j'allais au bahut, on était les quatre potes, dans la même classe, tous des « Jean-Marie Weston » même le prof de maths, il venait nous voir, il avait lui aussi des « Jean-Marie Weston », il savait qu'à ce prix-là : « où tu as eu ça ? Tu as des parents qui t'achètent ça ? » On lui disait : « nous, on est des jeunes entrepreneurs » à quinze ans. Tu vois à quinze ans, on était déjà à fond. Moi, je sortais, à l'époque, j'avais rendez-vous, je prenais de l'oseille, direct. J'allais à l'école, l'heure, elle terminait, tchao ! Pfuiii ! Direction, j'avais même deux, trois rendez-vous en même temps quasiment. Tout le temps, sans cesse. Les beepers. Sans cesse.

IL N'Y AVAIT PAS DE TELEPHONE PORTABLE A L'EPOQUE.

Si moi, je l'avais le tout premier. Le premier arrivé, je l'ai eu direct. Le tout premier, je l'avais. Dès qu'ils l'ont sorti, le portable, c'est Nokia, avant les Be-bop et les Bouygues, en ferraille, là. Et avant ça, il y avait les Nokias de Itinériss, les tout premiers, je l'avais.

ET QUAND TU AS DECROCHE, CELA NE T'A PAS MANQUE LE COTE ADRENALINE ET TOUT ?

Si mais moins, parce que tu prends aussi un peu d'âge, je devais avoir dans les vingt-quatre ans, vingt-cinq ans, alors que déjà, j'ai fait de la boxe Thaï, toute ma jeunesse, jusqu'à dix-huit ans, j'étais quelqu'un qui était très... je jouais au foot. Boxe Thaï, compétitif. Tout le temps, tout le temps. À l'école, j'étais un peu une terreur de l'école. Mais on a grandi comme ça, parce que nous aussi, on avait des grands, si on se faisait emmerder, c'est l'école Honoré de Balzac, on est à côté. Mallarmé, Chaptal, Place de Clichy, tous les gens d'ici, ont été dans les écoles alentours, et ils ont tous porté quelque chose. Et nous à l'époque, on avait créé un groupe, on devait avoir treize, quatorze ans : « les Blacks-Beurs cités », les « BBC ». Et pendant les années quatre-vingt-dix, on avait un groupe de Rap, qu'on a fait nous-mêmes, plus on était BBC. Cela veut dire qu'on réunissait tous les Blacks-Beurs des cités. C'est-à-dire que ce n'était pas uniquement ici. Quand on sortait, on allait à Pigalle, blanche ou aux voitures tamponneuses. Mais tu vois l'attroupement, on était au moins quatre-vingt-dix, BBC. Même les Requins Vicieux. Ils ne parlaient même pas avec nous ! C'est-à-dire qu'on avait un bon contact mais on avait des gens, c'était des mecs du bled. Ils viennent, ils transforment la ville en champ de bataille. Pour lui, c'est un jeu, c'est un Lego, le truc. Ce n'est pas le même niveau.

IBRAHIM

[...] Les jeunes, il faut que ça leur parle

TU VEUX DIRE QUE CELA VA ETRE DIFFICILE DE TROUVER DES ALTERNATIVES A L'ECONOMIE DE LA RUE ?

Dans tous les sens après ça dépend. De toute façon, on ne peut pas éviter d'être en bas de la cité où je ne sais pas quoi, même moi le premier j'y étais. Après, il faudrait vraiment mettre des choses en place mais des choses qui parlent à tout le monde. Il ne faut pas dire « on arrive avec un truc » après c'est éphémère après, il n'y a plus rien.

TU ES ALLE A L'ECOLE JUSQU'A QUELLE CLASSE ?

Jusqu'à la troisième après je suis allé au lycée, et ensuite je me suis retrouvé un an sans école, après ils m'ont mis dans un autre lycée, pendant deux ans en BAC PRO secrétariat, j'avais 22 ans et après BEP. Et je me suis dit l'école ça ne paie pas.

ET ENTRE 22 ANS ET MAINTENANT, TU AS FAIT DU RAP ET QUOI D'AUTRE, DU BUSINESS ?

Parce que, franchement, il faut dire ce qui est : les temps sont durs. Donc moi, je comprends celui qui vend, en même temps.

ET VOUS, VOTRE BUSINESS, C'ETAIT DE VOLER DE LA MARCHANDISE ET DE LA REVENDRE ?

Non, nous, c'était plus... Moi, par exemple, j'agressais des mecs comme moi, des re-beux [Arabes], des re-nois [Noirs], c'était l'époque des casquettes Lacoste et après je les revendais cent ou cent cinquante francs la casquette. Ça dépendait du modèle.

ET ÇA RAPPORTE ?

Ha non, ça rapportait vite fait pour la journée ! Quand tu faisais ta journée... Mais il n'y avait pas que nous, parce qu'il y avait d'autres groupes qui venaient d'autres villes, [...], on se retrouvait, quelque fois, il y avait confusion, il y avait embrouille.

TU FAISAIS ÇA TOUT SEUL ?

Au départ, on était deux, trois mais je n'aime pas être accompagné, quand je fais mes trucs, je les fais tout seul. À partir de là, j'ai commencé à les faire tout seul moi-même, j'ai commencé à faire mes petites affaires, parce que je n'aime pas le mot délit.

POURQUOI TU N'AIMES PAS LE MOT DELIT ?

Parce que je trouve que c'est trop cliché, quand on dit délit, on voit direct le jeune de banlieue, donc cela ne m'intéresse pas. Alors que délit ça peut être pour tout le monde, même le président, il est dans le délit. De vouloir mettre des pressions, de dire : « voilà ma paye est de tant, je l'augmente de tant ». Quelque part, c'est un petit délit aussi. Je n'aime pas ce mot-là, c'est trop mettre un mot sur le dos d'un groupe, quand on dit délit, on dit jeunes de banlieue.

ET TU NE T'ES JAMAIS FAIT ATTRAPER PAR LA POLICE ?

J'étais vachement malin, moi ! Je me suis fait attraper quelquefois parce que je ne m'y attendais pas mais sinon, non, j'étais très malin. Donc je repérais des gens comme moi, des re-beux [Arabes], des re-nois [Noirs], et comme j'étais costaud. Bien sûr, j'étais équipé, j'avais mon extat, ma batte de base-ball, je prenais. Et quand je me retrouvais tout seul face à trois ou quatre personnes qui ne voulaient pas me laisser partir, j'arrosais c'est tout. Oui, je me battais parce que depuis que je suis tout petit j'aime la bagarre. Et là j'en ai 26, je suis encore dans cet état d'esprit je me suis assagi mais on ne perd pas ce que l'on a vécu quand on était jeune.

POURQUOI AVAIS TU BESOIN D'ARGENT ?

Parce que chez moi, le fait de voir mon père travailler, travailler... Là, il a une société de gardiennage, une entreprise. Il a toujours fait ça mais à un moment donné, les temps étaient durs pour lui parce qu'il commençait à faire faillite. Il avait des contrats avec [des grandes enseignes de distribution alimentaires] et dans ce milieu-là, c'était et c'est encore beaucoup des juifs, je n'ai rien contre cette population-là, qui tient ce marché-là. Et moi, quand j'étais petit, je l'accompagnais quand il allait signer les contrats. Et le fait de voir mon père se rabaisser : « oui, patron » ça commençait à m'énervier. Donc ça m'énervait de plus en plus. Et le problème qu'il y a eu, comme on était en manque d'argent, je voyais mon père obligé de vendre des choses. Nos consoles de jeux pour pouvoir payer le loyer ... Et nos conditions étaient difficiles. Et quand tu es jeune, tu es petit, tu vois beaucoup de choses et moi, j'étais vachement précoce. Parce qu'autour de moi, il y a eu beaucoup de morts, mort de maladie, mort suspecte, accident. Et quand tu vois tout ça. Et comme quand tu es petit, tu commences à cogiter. Donc tu cogites, tu cogites, tu cogites et après tu dis : « non, non, c'est bon ! »

ET TON PERE, IL ETAIT AU COURANT ?

Non, tout ce que je faisais, il n'était pas au courant. Ma mère non plus parce que ce sont des choses qui ne se disent pas.

ET COMME TU N'AS PAS EU AFFAIRE A LA POLICE...

Si, ils venaient me chercher au commissariat mais à un moment donné, ils ont dû se demander pourquoi. À un moment donné, si je me faisais attraper, c'est parce que la police savait qui j'étais mais ils n'avaient pas de preuves contre moi. Donc ils m'attrapaient et ils me mettaient des affaires sur le dos. De toute façon, moi je leur disais qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, ils n'avaient rien contre moi.

SINON POUR REVENIR SUR LE BUSINESS, TOI, TU GAGNAIS 150 EUROS PAR JOUR ?

Non, c'était le week-end.

EST-CE QU'UN JOUR TU AS DEJA CALCULE CE QUE TU GAGNAIS PAR MOIS ?

Non.

ENVIRON 1 000 EUROS ?

Non, plutôt 2 000 à 3 000 euros. Mais je ne faisais pas attention parce que je dépensais. Moi, je prenais [volais] pour pouvoir acheter mes affaires, mes fringues. La différence avec aujourd'hui, c'est que les petits font de l'argent pour pouvoir briller, belles voitures... à l'époque, comment tu te faisais respecter ? C'était par la réputation parce que tu étais un bagarreux, non pas parce que tu étais un vendeur ou je ne sais quoi. À l'heure, les petits se font respecter parce que l'autre roule

en belle voiture, il vend des tonnes et des tonnes ou des kilos. Mais c'est un faible dans sa tête. Nous, ce n'était pas pareil. Nous, on le faisait pour pouvoir s'en sortir. Après c'est vrai, parmi nous, il y a des gens de mon âge voire au dessus qui le font parce qu'ils ne veulent pas vivre la même vie que leurs parents mais personne n'a envie de dormir sous un pont. Maintenant chacun sa manière de faire, je ne suis pas là pour pointer du doigt qui que ce soit. On vit dans un monde difficile et moi, je dis que tout est calculé. Il y a précalculé et précalculé, le fait d'avoir mis ça dans les quartiers, c'est fait exprès, c'est comme les prisons, s'il n'y a pas de délinquants, il n'y a pas de prisons. On pousse les gens à faire des conneries pour pouvoir faire un quota pour amasser plus. Pour moi, l'argent de l'État, l'argent du contribuable, c'est aussi l'argent de tout délit, du business. On saisit admettons, trois kilos dans un quartier, plus 100 000 euros qui vont aller dans les caisses de l'État. Moi, je n'aime pas le mot blanchissement, parce que c'est trop facile de dire l'argent, il est propre. Non, l'argent, c'est l'argent. Le billet de dix euros, qui était dans la poche du vendeur de sauce ? Il peut atterrir dans ta poche comme dans ma poche. Donc il n'y a pas de blanchiment et l'argent du contribuable plus les impôts, plus les cigarettes, les délits, les saisies et tout ça, ça revient dans les caisses de l'État.

L'État c'est la première mafia. C'est un système capitaliste qui pousse les gens à bout. [...]

MAIS TOI, QU'EST-CE QUI T'A POUSSE A ARRETER PUISQUE FINALEMENT, TU GAGNAIS DE L'ARGENT ET TU NE T'ES JAMAIS FAIT PRENDRE ?

Je ne me suis pas pris la tête, j'ai arrêté petit à petit, comme ça. Ce n'est pas quelque chose qui m'a marqué où je me suis dit : « allez, j'arrête ». [...] Je n'ai pas arrêté en me disant que c'était un peu tendu, j'ai arrêté parce que je calculais plus trop [ça ne m'intéressait plus trop] et puis à un moment donné, il faut tout le temps être sur le terrain et comme moi, je suis à fond dans ce que je fais, je n'ai pas trop le temps de faire ce genre de chose.

TA MENTALITE A CHANGE AUSSI PAR RAPPORT A L'ARGENT PARCE QU'AUJOURD'HUI TU NE GAGNES PAS AUTANT MAIS TU AS UNE PASSION ?

Non, mais aujourd'hui, je suis en train de produire des petits jeunes comme moi, après c'est la musique, moi, j'ai envie de produire. Je n'ai pas arrêté parce que je me suis dit : « j'arrête parce que c'est chaud », non, j'ai arrêté parce que je ne calculais même plus [ça ne m'intéressait plus]. [...] Ce que j'aime bien avec telle association, c'est qu'ils ne sont pas tout le temps là à te tenir la main. Moi ça va, avec les contacts que j'ai eus c'est parti super vite, des fois, l'association me propose des projets, donc on travaille ensemble.

[...] **EST-CE QUE LE FAIT QUE TU AIES DIMINUE PETIT A PETIT L'ECONOMIE DE LA RUE EST LIE AU FAIT QUE TON PERE AIT RETROUVE SON CAPITAL ?**

Non, ça n'a rien à voir parce que ce que je faisais, je le faisais pour moi, et j'avais des principes, je ne donnais pas d'argent sale à mes parents. [...]

POURTANT LES RISQUES SONT ENORMES

Mais on est tous conscients des risques sinon on ne le ferait pas. Moi, j'ai mon pote qui est en prison, j'ai des potes en prison.

ET ÇA, TU LE SAVAIS QUAND TU FAISAIS DU BUSINESS ?

Comme je t'ai dit, on est tous au courant des risques. Bien sûr que je le savais.

ÇA REPRESENTAIT QUOI POUR TOI ?

C'est le jeu. Tu ramasses plus, tu ne te fais pas attraper tant mieux bien sûr qu'après, il faut pouvoir surveiller ses arrières. Maintenant, je me fais attraper, je me fais attraper.

VALERIE, MÈRE DE FAMILLE

Le tout c'est qu'il tienne son rôle de père, qu'il soit là ou pas. C'est la même chose en fait et moi je disais, arrive un moment où ils ont besoin de... Moi, je le vois trop avec mes fils. Moi, en tout cas, c'est ce que je retire de ce que j'ai vécu et je le vois trop avec mes fils, ils ont besoin de... Ils n'ont plus besoin de moi. Comme je t'ai dit au début, la mère sert de repère, par rapport à l'affectif pour que l'enfant se construise, pour qu'il puisse se construire affectivement, pour qu'il ait une reconnaissance par rapport à la femme. Tu ne vois pas de gêne, quand il voit sa maman, tu peux toucher, tu peux voir, tu vois, je veux dire, tu as la reconnaissance de la femme. Quand tu lui fais des compliments... Lui, arrive un moment, soit il va essayer de te protéger, soit il va essayer de te

monter dessus, parce que voilà, il est plus fort physiquement, et arrive un moment, il faut que le père soit présent. Et donc moi, je suis convaincu que c'est ce qui manque actuellement, ce sont les pères. Les mères sont beaucoup plus battantes et les pères... ils sont absents.

ILS ONT QUEL AGE TES ENFANTS ?

16 ans et 17 ans. [...]Tout ce que je peux dire c'est que la cité, moi, je suis convaincue, qu'on le veuille ou non, ça happe les enfants énormément. Moi, ça leur est arrivé, ils devaient avoir quatorze ou quinze ans ... Des soucis avec le commissariat et compagnie et j'en passe et des meilleures...

TU PEUX DETAILLER UN PEU ?

C'était vite fait quoi, on les arrête parce qu'ils étaient en bande, alors on dit qu'ils ont cassé une porte ou qu'ils ont cassé une voiture ou qu'ils ont fait ci... ou alors on les arrête pour contrôle de papiers. Et dernièrement, j'étais avec un ami et il me disait qu'il est allé vivre à la campagne, il est revenu en banlieue, il me dit mais franchement, ça change de tout au tout, t'as pas les flics qui tournent partout, t'as pas de contrôle de papiers. Moi, je dis, ça va ! Mes fils ne sont pas haineux, ils n'ont pas le jugement de dire : « les flics... je me suis fait attrapé ». Non, ils sont pacifiques aussi. Donc ça va, ça passe. Après, c'est sûr que pour mes fils, je vais trouver des solutions. Parce que moi, j'ai aussi envie de faire des choses pour les jeunes et il faut quand même que je sois posée de mon côté, je ne peux pas faire des choses si mes fils sont à gauche, à droite. Donc moi, j'ai trouvé mes solutions, je te dis... Par rapport à leur père, parce que j'ai vu avec lui. Et même encore hier soir, je me suis pris la tête avec eux. Ce n'est pas que je me suis prise la tête, non, je ne me suis pas pris la tête, avant oui, parce qu'ils étaient là... Ils étaient super-remontés pour un oui, pour un non : « de toute manière, j'en ai marre ». Bon, ils en ont marre...

Voilà ma vie. Sinon, je travaille, je gagne ma vie, je suis aide soignante. Je travaille depuis 89 à l'hôpital. J'ai fait une période où j'étais de jour, là je suis de nuit. Je fais 21H30, 7 h 00 du matin et c'est vrai que justement, par rapport à mes fils, ce n'était pas le top. Ça rentre, ça sort... Au début, ils allaient à côté chez ma sœur et là, arrivé un moment, ils ne veulent plus y aller, bon, ils ont seize et dix-sept ans. Tu ne vas pas leur dire de monter. Je disais à ma sœur d'aller voir mais bon c'est pareil, et les copains viennent sonner quand je ne travaille pas. Ils montent ci et ça. Et en fait, j'ai voulu passer de jour, il n'y a pas si longtemps, ce n'est pas la bonne solution. C'est la bonne solution pour eux mais pour moi, non. Moi, j'ai envie d'être bien avec moi-même donc bon. Tout compte fait, j'ai échangé ma demande et je me suis dit que la meilleure solution c'était de voir avec leur père.

ÇA SE PASSAIT BIEN A L'ECOLE OU IL Y AVAIT DES SOUCIS ?

Ce n'est pas que c'est... Mes fils, ils sont très intelligents. Ce n'est pas parce que ce sont mes fils, c'est véridique, on me l'a toujours dit. De toute manière, cela se voit et ce qu'il y a c'est que je sais que j'y suis peut-être pour quelque chose parce que bon, il faut être là, rentrer... les devoirs, nananina... Et toute seule, tu es là... Parce que moi, j'étais déjà en recherche pour moi... et après t'allier aux deux, ce n'est même pas que c'est difficile mais c'est comme ça que ça, c'est passé, en même temps, ils ont leur potentiel. Ils ont dix-sept ans et je ne me fais pas du tout de soucis pour eux. C'est vrai qu'on m'a déjà dit à l'école mais sincèrement, je ne me fais pas de soucis pour eux. Ils sont dégourdis.

ILS MAINTIENNENT LE CAP...

Forcément dès qu'ils sont motivés, ils maintiennent le cap et c'est pour ça que je te dis, la seule chose qui manque, ce qu'il faut à un enfant, c'est de ne pas savoir pourquoi il a de mauvaises notes, pas de se dire qu'il a de mauvaise note mais savoir pourquoi. Lui donner un endroit, se poser des questions pour pouvoir l'apaiser. Là où il se trouve, où il est apaisé, ben, il va donner le meilleur de lui-même.

ET ILS NE SE SONT JAMAIS FAIT EXCLURE ?

Si ! Simon s'est déjà fait et justement il a changé de collège, il est allé à X. Ça s'est super bien passé, il n'y avait plus tous ses amis... Les profs, ils m'ont toujours dit... Franchement que des

compliments! Ils sont intelligents, je le sais par la façon de réfléchir rapide... Non et puis, ils sont très posés, mais ils ont envie d'autres choses. C'est clair et net. Ça, je le ressens dans ce qu'ils me disent : « oui, de toute manière, avec papa c'est comme ci, c'est mieux. » Ils ont besoin de quelqu'un... J'ai beau leur dire : « écoutez je suis votre mère, je ne peux pas m'empêcher de... bon s'ils rentraient à telle heure... Leur père aussi s'inquiète, ce n'est pas le souci. Mais un homme... Moi, je dis, la différence entre les hommes et les femmes... Moi, je sais que quand je parle à des hommes, un petit peu de spiritualité, un petit peu de choses... Les hommes, ils captent vachement parce que les hommes ont moins peur. Les femmes, elles ont, on a peur de tout et... Les femmes... attends une mère, elle ne peut pas... En plus, moi j'ai des peurs, je le dis voilà. J'ai minimisé plein de choses. Sinon tu ne peux pas, l'enfant tu le limites à tes limites et l'enfant n'a plus...

Tandis que l'enfant chez son père, il est plus heureux et il laisse plus... Ils savent plus regarder et venir attendre. Tandis que la mère, elle est toujours à avoir peur. Moi, je me dis c'est ça en fait. [...]

MAIS ILS EN ONT MARRE DE QUOI EN FAIT ?

En c'est pour te montrer qu'ils en ont marre de tout. Parfois, ils m'ont déjà dit : « Maman, si on déménageait ce serait bien ». Bon, ils sont en bas parce que ce sont leurs amis. Comme ils habitent ici, ils ne sentent pas obliger mais... Moi, je vois, il y a eu les petits incidents **[il y a eu un mort]**.

Moi, je les garde à la maison donc ils rentrent mais ils ont quand même la couverture que... leurs amis savent que moi, je surveille donc ils peuvent rentrer tranquillement. Si je n'étais pas là, ils seraient obligés de sortir sinon ça fait style tu te caches. Tu vois ce que je veux dire, t'es obligé de montrer que tu soutiens le groupe. Tandis que quand je suis là, eux, ils rentrent à la maison tranquillement. Et ils jouent, comme des gosses, hein ! Comme des gosses : ils regardent des films, ils jouent aux jeux vidéos, voilà, ils se sont apaisés en fait. Ils ont besoin de ça. Donc je te dis moi, je vais les faire partir.

EN FAIT, TU VEUX QU'ILS AILLENT CHEZ LEUR PERE.

Voilà. Mais bon, arrivé un moment, je me dis, ça y est, traîner en bas, c'est bon. Ça ne va pas leur apporter... De toute manière, ils ne veulent plus.

DEPUIS, LE DECES DU JEUNE, C'EST ÇA ?

Depuis, que ça s'est passé, je crois qu'ils ont vu que... Je ne sais pas parce que même quand je les voyais avant, je regardais par la fenêtre pour les appeler ou autre et des fois, je m'arrêtais pour les regarder... Ils n'ont rien à voir avec tout ça.